



FR

**COMITE PILOTE**

**chargé d'élaborer un consensus autour des conclusions provisoires relatives à l'avant-projet de Protocole sur les biens spatiaux auxquelles était parvenue la réunion des Gouvernements et du secteur commercial tenue à New York les 19 et 20 juin 2007  
Réunion de lancement du processus  
Berlin, 7/9 mai 2008**

UNIDROIT 2008  
Etude LXXIIJ - Doc. 14  
Original: anglais  
Juin 2008

**RAPPORT DE SYNTHÈSE**

**(préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT)**

**I. INTRODUCTION**

*(a) Origines de la constitution du Comité pilote*

Lors de sa deuxième session, tenue à Rome du 26 au 28 octobre 2004, le Comité d'experts gouvernementaux d'UNIDROIT pour la préparation d'un projet de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après dénommé le *Comité d'experts gouvernementaux*) a renvoyé un certain nombre de questions importantes à des travaux intersessions.<sup>1</sup>

Ces questions étaient essentiellement au nombre de trois: en premier lieu, l'examen des questions liées à l'extension de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après dénommée la *Convention*) telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux, pour qu'elle couvre les droits du débiteur et les droits connexes<sup>2</sup>; en second lieu, l'examen du sort réservé au service public en vertu de la loi nationale et dans la pratique, et les solutions possibles en vue de parvenir au meilleur équilibre entre les besoins des Gouvernements de garantir la continuité du service public effectué par un bien spatial en cas d'inexécution du débiteur, et les droits du créancier pour une telle inexécution en vertu de la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux<sup>3</sup>; et, en troisième lieu, l'examen de certaines questions relatives au futur système international d'inscription pour les biens spatiaux<sup>4</sup>. Cette dernière question a été renvoyée à un Sous-comité spécial du Comité d'experts gouvernementaux (ci-après dénommé le *Sous-comité*).

<sup>1</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/2/Rapport.

<sup>2</sup> Cf. *idem*, § 23.

<sup>3</sup> Cf. *idem*, § 41.

<sup>4</sup> Cf. *idem*, § 51.

La réalisation de ces tâches s'étant avérée problématique de la façon envisagée par le Comité d'experts gouvernementaux, le Secrétariat d'UNIDROIT, en coopération avec le Groupe de travail spatial (G.T.S.), a organisé deux réunions spéciales des Gouvernements et du secteur commercial afin d'examiner les questions importantes qui restaient à résoudre en ce qui concerne l'avant-projet de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (ci-après dénommé *l'avant-projet de Protocole*)<sup>5</sup> ainsi que les moyens les plus appropriés d'achever à brève échéance les travaux de préparation du futur Protocole.

Lors de la première réunion, accueillie par la *Royal Bank of Scotland* à Londres le 24 avril 2006 (ci-après désignée comme la *réunion de Londres*), les représentants d'un échantillon de Gouvernements "spatiaux" et des communautés commerciales et financières internationales de l'espace, après qu'aient été rappelées les questions à traiter et compte tenu du peu de réponses reçues des Gouvernements à l'enquête menée par le Secrétariat après la deuxième session du Comité d'experts gouvernementaux, ont reconnu que l'achèvement aussi rapide que possible de l'avant-projet de Protocole revêtait une importance cruciale, en particulier si l'on souhaitait continuer à bénéficier de l'expertise des communautés commerciales et financières internationales de l'espace pour ce sujet. Cela a semblé particulièrement important étant donné la présence significative à la réunion de représentants des secteurs clés de l'industrie spatiale<sup>6</sup>.

A la lumière de l'urgence reconnue à Londres, le Secrétariat s'est efforcé d'aller de l'avant dans la recherche de solutions sur les questions importantes. En premier lieu, Sir Roy Goode, en sa qualité de conseiller du Secrétariat auprès du Comité d'experts gouvernementaux, a analysé les amendements qui seraient nécessaires, sur le plan de la rédaction de l'avant-projet de Protocole, pour étendre la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux aux droits du débiteur et aux droits connexes<sup>7</sup>. En second lieu, sur la base d'un questionnaire envoyé à des institutions financières et à leurs conseils juridiques, le Secrétariat a complété l'information qu'il avait obtenue des Gouvernements sur la question du service public et a rédigé un rapport provisoire<sup>8</sup>. En troisième lieu, estimant que l'identification des biens spatiaux aux fins de leur inscription dans le futur Registre international pour les biens spatiaux était la plus importante des questions qui avaient été déferées au Sous-comité, le Secrétariat a envoyé un questionnaire sur ce point aux constructeurs, aux fournisseurs de services de lancement et aux institutions financières pour

---

<sup>5</sup> Cf. Etude LXXIIJ - Doc. 13 / C.E.G./Pr. spatial/2/W.P. 3.

<sup>6</sup> Cf. Le rôle essentiel du secteur commercial dans la mise au point de l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : Forum Gouvernements / secteur commercial sur le Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles Protocole spatial (Londres, lundi 24 avril 2006) – Rapport de synthèse préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT. (en anglais seulement)

<sup>7</sup> Cf. Le point de vue du secteur commercial et des Gouvernements sur la meilleure façon d'assurer l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : Réunion spéciale des représentants des Gouvernements et du secteur commercial pour examiner les questions clés restant à traiter pour ce qui est du Protocole envisagé sur les biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, et les moyens les plus appropriés pour mener à bien la préparation dudit Protocole (New York, 19/20 juin 2007) – Révisions proposées au Protocole spatial avec Note explicative (préparées par le professeur Sir Roy Goode) (ci-après désigné comme *Révisions proposées au Protocole spatial*). (en anglais seulement)

<sup>8</sup> Cf. Le point de vue du secteur commercial et des Gouvernements sur la meilleure façon d'assurer l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : réunion spéciale des représentants des gouvernements et du secteur commercial pour examiner les questions clés restant à traiter pour ce qui est du Protocole envisagé sur les biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, et les moyens les plus appropriés pour mener à bien la préparation dudit Protocole (New York, 19/20 juin 2007) – Rapport provisoire sur la mesure dans laquelle l'article XVI(3) de l'avant-projet de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention du Cap devrait prévoir des restrictions à l'exercice des mesures par les créanciers pour les biens spatiaux effectuant un service public (préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT) (ci-après désigné comme *Rapport provisoire sur le service public*). (en anglais seulement)

compléter l'information fournie par les Gouvernements et, sur la base des informations obtenues de ces deux canaux, a rédigé un nouveau rapport provisoire <sup>9</sup>.

Comme cela avait été décidé lors de la réunion de Londres, une nouvelle réunion des Gouvernements et du secteur commercial s'est tenue à New York les 19 et 20 juin 2007 (ci-après désignée comme la *réunion de New York*), dans les locaux de Milbank Tweed Hadley & McCloy L.L.P. (New York), pour examiner dans quelle mesure les efforts déployés par le Secrétariat depuis la réunion de Londres constituaient une base solide pour reprendre le processus intergouvernemental de consultation. D'autres documents ont été distribués sur les questions susmentionnées lors de cette réunion, en particulier une note sur le service public préparée par MM. Jacques Bertran de Balanda, Denis Bandet et Bertrand Fournier-Montgieux, Herbert Smith L.L.P. (Paris) <sup>10</sup>, une note sur les restrictions nationales affectant le transfert et l'exploitation des biens spatiaux préparée par M. Paul B. Larsen, Professeur adjoint, Georgetown University Law Center (Washington, D.C.) <sup>11</sup> et un document contenant des propositions pour renforcer les qualités de facilitation du crédit de l'avant-projet de Protocole, soumis par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique <sup>12</sup>. Cette réunion est parvenue à un certain nombre de conclusions provisoires. En particulier, on a reconnu que si l'on voulait parvenir à une conclusion rapide des travaux – objectif considéré comme crucial à Londres –, il était opportun que le champ d'application de l'avant-projet de Protocole, qui avait jusqu'ici été établi largement de façon à couvrir tous les développements qui pourraient avoir lieu à l'avenir dans le financement des biens spatiaux, soit limité essentiellement au satellite, dans sa totalité, qui représente 80% des biens spatiaux couverts par l'avant-projet de Protocole faisant actuellement l'objet du type de financement envisagé par la Convention. En second lieu, on a reconnu que si les travaux intersessions présentés à la réunion et les discussions qui s'y déroulaient pourraient constituer une

---

<sup>9</sup> Cf. Le point de vue du secteur commercial et des Gouvernements sur la meilleure façon d'assurer l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : réunion spéciale des représentants des gouvernements et du secteur commercial pour examiner les questions clés restant à traiter pour ce qui est du Protocole envisagé sur les biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, et les moyens les plus appropriés pour mener à bien la préparation dudit Protocole (New York, 19/20 juin 2007) – rapport provisoire sur les critères d'identification des biens spatiaux à utiliser dans l'avant-projet de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT) (ci-après désigné comme *Rapport provisoire sur les critères d'identification des biens spatiaux*). (en anglais seulement)

<sup>10</sup> Cf. Le point de vue du secteur commercial et des Gouvernements sur la meilleure façon d'assurer l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : réunion spéciale des représentants des gouvernements et du secteur commercial pour examiner les questions clés restant à traiter pour ce qui est du Protocole envisagé sur les biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, et les moyens les plus appropriés pour mener à bien la préparation dudit Protocole (New York, 19/20 juin 2007) – Note sur la mesure dans laquelle l'article Article XVI(3) de l'avant-projet de Protocole à la Convention du Cap portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux devrait édicter des restrictions à l'exercice par les créanciers de mesures en cas d'inexécution pour les biens spatiaux réalisant un service public (préparé par MM. Jacques Bertran de Balanda, Denis Bandet et Bertrand Fournier-Montgieux, Herbert Smith L.L.P., Paris) (ci-après désigné comme *Note de MM. Bertran de Balanda, Bandet et Fournier-Montgieux*). (en anglais seulement)

<sup>11</sup> Cf. Le point de vue du secteur commercial et des Gouvernements sur la meilleure façon d'assurer l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : réunion spéciale des représentants des gouvernements et du secteur commercial pour examiner les questions clés restant à traiter pour ce qui est du Protocole envisagé sur les biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, et les moyens les plus appropriés pour mener à bien la préparation dudit Protocole (New York, 19/20 juin 2007) – Note sur les restrictions nationales affectant le transfert et l'exploitation des biens spatiaux (préparée par M. Paul B. Larsen, Professeur adjoint, Georgetown University Law Center, Washington, D.C.). (en anglais seulement)

<sup>12</sup> Cf. Le point de vue du secteur commercial et des Gouvernements sur la meilleure façon d'assurer l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : réunion spéciale des représentants des gouvernements et du secteur commercial pour examiner les questions clés restant à traiter pour ce qui est du Protocole envisagé sur les biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, et les moyens les plus appropriés pour mener à bien la préparation dudit Protocole (New York, 19/20 juin 2007) – Propositions pour renforcer les qualités de facilitation du crédit de l'avant-projet de Protocole (soumises par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique) (ci-après désigné comme *Rapport de synthèse préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT*). (en anglais seulement)

base solide pour reprendre le processus intergouvernemental de consultation, il serait prudent d'assurer en premier lieu la formation d'un large consensus sur les conclusions provisoires adoptées à New York, pour ne pas compromettre les chances de succès d'une telle démarche. En troisième lieu, les représentants des communautés commerciales et financières internationales de l'espace, toujours présents en grand nombre à New York, ont appelé les Gouvernements à intervenir de façon active lors des prochaines étapes du processus, afin de justifier la poursuite de leur propre implication.

(b) *Constitution du Comité pilote*

Après la réunion de New York, le Secrétariat a mené de larges consultations auprès de représentants des Gouvernements "spatiaux" et des principaux représentants des communautés commerciales et financières internationales de l'espace ayant participé à cette réunion en vue d'obtenir, en premier lieu, confirmation de leur soutien à la poursuite des travaux commencés à Londres et New York et, en second lieu, leur opinion quant aux moyens les plus appropriés pour ce faire. Les représentants interrogés par le Secrétariat ont manifesté un très fort soutien pour la poursuite de ces travaux jusqu'à leur conclusion. Sur la base de ces consultations, le Secrétariat a proposé à l'Assemblée Générale d'UNIDROIT, lors de sa 61<sup>ème</sup> session tenue à Rome le 29 novembre 2007, d'établir un Comité pilote, sous les auspices et la supervision du Secrétariat, ouvert aux Gouvernements et aux représentants des communautés commerciales et financières internationales de l'espace qui avaient participé aux réunions de Londres et de New York, afin de former un consensus sur les conclusions provisoires de la réunion de New York de façon à permettre de reprendre rapidement le processus intergouvernemental de consultation et de terminer dès que possible l'avant-projet de Protocole. L'Assemblée Générale a entériné cette proposition et le Gouvernement allemand s'est aimablement offert pour accueillir une première réunion de lancement du Comité pilote (ci-après désigné comme le *Comité*).

## II. TENUE DE LA REUNION DE LANCEMENT DU COMITE

(a) *Ouverture de la réunion et participation*

La réunion de lancement du Comité s'est tenue à Berlin du 7 au 9 mai 2008. Ont pris part aux travaux du Comité des représentants de 11 Gouvernements ayant participé aux réunions du Comité d'experts gouvernementaux et 18 représentants des communautés commerciales et financières internationales de l'espace, ainsi que trois observateurs, dont l'un représentait un autre Gouvernement lui aussi représenté au Comité d'experts gouvernementaux<sup>13</sup>.

La réunion a été ouverte par *M. Hans-Georg Bollweg*, qui a accueilli tous les participants au nom du Gouvernement allemand. *M. Lutz Diwell* (Secrétaire d'Etat, Ministère de la Justice de la République fédérale d'Allemagne) a ensuite rappelé l'importance et le succès de la Convention et de ses Protocoles déjà ouverts à la signature, et en particulier les conditions favorables qu'ils ouvrent pour le financement du matériel d'équipement aéronautique et du matériel roulant ferroviaire. Il a espéré qu'il sera possible d'étendre ces avantages aux biens spatiaux et a encouragé les participants à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour terminer rapidement l'avant-projet de Protocole qui représentait une opportunité unique pour la communauté internationale.

*M. Martin Stanford* (Secrétaire Général adjoint d'UNIDROIT) a rappelé la genèse du Comité et a exprimé les remerciements d'UNIDROIT au Gouvernement allemand pour avoir répondu à l'appel lancé aux Gouvernements par certains représentants des communautés commerciales et financières internationales de l'espace à New York de s'engager activement dans ce projet afin de le mener rapidement à terme. Il a rappelé l'environnement positif de cette réunion, à savoir en premier lieu, la déclaration faite par le représentant du Gouvernement de la Fédération de Russie à

---

<sup>13</sup> Cf. la liste des participants reproduite en Annexe I au présent rapport (en anglais seulement).

la 60<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale d'UNIDROIT (Rome, 1<sup>er</sup> décembre 2006), indiquant que son Gouvernement envisageait de façon favorable l'organisation de la Conférence diplomatique pour l'adoption de l'avant-projet de Protocole si le Comité d'experts gouvernementaux achevait sa préparation avec succès et, en second lieu, l'intérêt manifesté lors de la réunion de New York par le Conservateur du Registre international pour les biens aéronautiques, Aviareto, pour gérer également le futur Registre international pour les biens spatiaux. Il a reconnu qu'il restait du travail à faire avant de pouvoir reprendre le processus intergouvernemental de consultation, mais il a estimé que les travaux intersessions menés à ce jour indiquaient clairement au Comité la voie à suivre pour terminer rapidement l'avant-projet de Protocole, qui était de résoudre les principales questions en suspens pour aplanir les difficultés, et notamment chercher à simplifier autant que possible l'avant-projet de Protocole. Il a noté que le Comité avait la chance de compter sur des outils de grande qualité pour ses travaux, à savoir les documents de travail préparés par le Gouvernement allemand, l'agence spatiale allemande, Sir Roy Goode et Finmeccanica. Afin de faciliter l'avancement du travail, il a suggéré que le Comité s'attache en premier lieu à s'accorder sur le fond des questions en discussion et laisse leur mise en oeuvre, sous forme de solutions de rédaction, aux co-présidents du Comité de rédaction du Comité d'experts gouvernementaux, le Canada et le Royaume-Uni, qui étaient tous deux ici représentés. Il a également suggéré que le Comité s'attache à résoudre les questions techniques qui lui étaient soumises et ne place pas trop haut ses ambitions relativement à la question éminemment politique du service public. Il a souligné la structure innovante du Comité, passerelle entre les communautés des Gouvernements et des communautés commerciales et financières internationales de l'espace, qui à son avis fournissait une opportunité unique d'élaborer des solutions créatives aux problèmes particuliers soulevés par l'activité en plein essor du secteur privé dans l'espace. Il s'est réjoui de la participation d'un nombre aussi important de représentants des Gouvernements et des communautés commerciales et financières internationales de l'espace qui témoignait de la vision nécessaire pour surmonter l'indifférence et donner une nouvelle impulsion aux travaux, à la mesure du potentiel global d'un projet susceptible d'influer sur le sort de l'humanité, notamment en mettant les services spatiaux à la portée des parties les plus désavantagées de la planète.

M. Stanford a exprimé les remerciements particuliers d'UNIDROIT à Sir Roy Goode pour la générosité de la *U.K. Foundation on International Uniform Law* qui lui avait permis de recruter au sein du Secrétariat M. Daniel Porras afin de l'aider à donner impulsion au projet, notamment dans le cadre des travaux à venir de formation d'un consensus – M. Porras avait été nommé fonctionnaire associé d'UNIDROIT et l'assisterait dans ses tâches de Secrétariat du Comité –, ainsi que M. Bernhard Schmidt-Tedd pour la générosité de l'agence spatiale allemande qui lui avait permis d'assurer la collaboration externe de M. Oliver Heinrich dans les travaux à venir de formation d'un consensus, en particulier au sein des communautés commerciales et financières internationales de l'espace.

*(b) Election du Président*

M. Stanford, au nom d'UNIDROIT, a proposé M. Sergio Marchisio (Italie) comme président du Comité, compte tenu en particulier que les travaux du Comité pilote devaient poursuivre les travaux intersessions de telle sorte à permettre une prompt reconvoction du Comité d'experts gouvernementaux, dont M. Marchisio était également le Président. Cette proposition, soutenue par les Gouvernements des États-Unis d'Amérique et de la Grèce, a été adoptée.

*(c) Adoption de l'ordre du jour*

Le projet d'ordre du jour, préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT, a été adopté.<sup>14</sup>

---

<sup>14</sup> L'ordre du jour tel qu'adopté est reproduit en Annexe II au présent rapport.

(d) *Documentation pour la réunion* (l'ensemble des documents ci-dessous ont été rendus disponibles en anglais seulement)

Projet d'ordre du jour (préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT);

Note explicative au projet d'ordre du jour (préparée par le Secrétariat d'UNIDROIT);

Annexe I: Rapport provisoire sur les critères d'identification des biens spatiaux à retenir dans l'avant-projet de Protocole (préparé pour la réunion de New York Gouvernements/secteur commercial par le Secrétariat d'UNIDROIT)

Annexe II: Révisions proposées au Protocole spatial, avec note explicative (préparées pour la réunion de New York Gouvernements/ secteur commercial par Sir Roy Goode)

Annexe III: Rapport provisoire sur la mesure dans laquelle l'article XVI(3) de l'avant-projet de Protocole devrait prévoir des restrictions à l'exercice des mesures par les créanciers pour les biens spatiaux effectuant un service public (préparé pour la réunion de New York Gouvernements/secteur commercial par le Secrétariat d'UNIDROIT)

Annexe IV: Résolution des différends pour les questions concernant les garanties internationales sur les biens spatiaux (préparé pour la réunion de New York Gouvernements/secteur commercial par M. Juan Lueiro García)

Annexe V: Note sur la mesure dans laquelle l'article Article XVI(3) de l'avant-projet de Protocole devrait édicter des restrictions à l'exercice par les créanciers de mesures en cas d'inexécution pour les biens spatiaux réalisant un service public (préparée pour la réunion de New York Gouvernements/ secteur commercial par MM. Jacques Bertran de Balanda, Denis Bandet et Bertrand Fournier-Montgieux, Herbert Smith L.L.P., Paris)

Annexe VI: Note sur les restrictions nationales affectant le transfert et l'exploitation des biens spatiaux (préparée pour la réunion de New York Gouvernements/secteur commercial par M. Paul B. Larsen, Professeur Adjoint, Georgetown University Law Center, Washington, D.C.)

Annexe VII: Propositions de renforcer les qualités de facilitation du crédit du Protocole spatial (préparées pour la réunion de New York Gouvernements/secteur commercial par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique)

Annexe VIII: l'avant-projet de Protocole – la nécessité d'inclure les créances de sauvetage des assureurs (préparé par Zuckert, Scoutt and Rasenberger, L.L.P., pour le compte des principaux assureurs de l'espace (ci-après désigné comme *Proposition d'inclure les créances de sauvetage*);

Ordre des travaux provisoire (préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT);

Les travaux futurs : Note explicative à l'ordre des travaux provisoires (préparée par le Secrétariat d'UNIDROIT);

Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles : avant-projet de Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux (tel que révisé par le Comité d'UNIDROIT d'experts gouvernementaux lors de sa première session, tenue à Rome 15 au 19 décembre 2003);

Proposition de texte alternatif d'avant-projet de Protocole spatial à la lumière des conclusions provisoires adoptées à réunion Gouvernements/secteur commercial tenue à New York les 19 et 20 juin 2007 : Note explicative (préparée par Sir Roy Goode) (ci-après désigné comme *Proposition de texte alternatif*)<sup>15</sup>;

Document de travail sur le champ d'application et les mesures en cas d'inexécution concernant les composants (préparé par le Gouvernement allemand et l'agence spatiale allemande) (ci-après désigné comme *Document de travail sur le champ d'application et les mesures en cas d'inexécution concernant les composants*)<sup>16</sup>;

Document de travail sur les droits du débiteurs et droits connexes (préparé par le Gouvernement allemand et l'agence spatiale allemande) (ci-après désigné comme *Document de travail sur les droits du débiteurs et droits connexes*)<sup>17</sup>;

Note sur l'application de la Convention du Cap et de l'avant-projet de Protocole aux droits du débiteurs et droits connexes (préparée par le Secrétariat d'UNIDROIT) (ci-après désignée comme *Note du Secrétariat*)<sup>18</sup>;

Certaines observations générales sur la meilleure façon de parvenir à un équilibre entre les droits légitimes du créancier sur les biens spatiaux d'une part, et les droits des Etats à assurer la continuité du service public d'autre part (préparées par le Groupe Finmeccanica, comprenant Finmeccanica, Telespazio et Thales Alenia Space) (ci-après désigné comme *la proposition Finmeccanica*)<sup>19</sup>;et

Le Document de travail soumis par le Ministère de la Justice français.<sup>20</sup>

(e) *Organisation de la réunion*

Le *Président* a identifié la fonction essentielle du Comité comme étant de former un consensus sur les solutions auxquelles étaient parvenue la réunion de New York. Il a souligné le fait que les représentants des Gouvernements et ceux des communautés financières et commerciales internationales de l'espace participaient au même titre aux travaux du Comité, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale d'UNIDROIT ; cela, a-t-il souligné, était crucial pour que le Comité affronte les questions clés pendantes de façon à assurer autant que possible des résultats commercialement viables. La tâche confiée au Comité était d'assurer que les solutions qui seraient proposées puissent recueillir un large soutien au sein du Comité d'experts gouvernementaux lorsque celui-ci serait reconvoqué. Il allait de soi que le texte de l'avant-projet de Protocole tel qu'établi par le Comité d'experts gouvernementaux constituerait le document de base qui serait porté à l'attention de cet organe lorsque celui-ci se réunirait. L'intention était cependant que le Comité puisse produire un projet alternatif, reflétant les conclusions provisoires de New York telles que complétées par les travaux du Comité, qui serait lui aussi soumis au Comité d'experts gouvernementaux lorsqu'il se réunirait à nouveau.

*Un représentant d'un Gouvernement* a attiré l'attention sur l'importance de la question du service public, et que celle-ci fasse l'objet de discussions appropriées au sein du Comité pilote, notamment en vue de préparer différentes options susceptibles de recueillir un large soutien, qui pourraient être soumises au Comité d'experts gouvernementaux le moment venu.

<sup>15</sup> Reproduite en Annexe III au présent rapport (en anglais seulement).

<sup>16</sup> Reproduit en Annexe IV au présent rapport (en anglais seulement).

<sup>17</sup> Reproduit en Annexe V au présent rapport (en anglais seulement).

<sup>18</sup> Reproduite en Annexe VI au présent rapport (en anglais seulement).

<sup>19</sup> Reproduites en Annexe VII au présent rapport (en anglais seulement).

<sup>20</sup> Reproduit en Annexe VIII au présent rapport (en anglais seulement).

*Le Président* a soutenu cette approche, expliquant que la suggestion du Secrétariat à ce sujet était seulement destinée à éviter que le Comité pilote ne s'engage dans un débat politique sur le fond des différentes solutions à cette question, alors que la responsabilité en revenait plutôt au Comité d'experts gouvernementaux.

### III. EXAMEN PAR LE COMITÉ DES QUESTIONS CLÉS EN SUSPENS

(a) *Champ d'application : définition des biens spatiaux en général et des composants en particulier*

(i) Contexte

L'article I(2)(g) de l'avant-projet de Protocole définit les "biens spatiaux" comme :

- "i) tout bien identifiable qu'il est prévu de lancer et placer dans l'espace, ou qui se trouve dans l'espace;
- ii) tout bien identifiable assemblé ou fabriqué dans l'espace;
- iii) tout lanceur identifiable qui n'est utilisé qu'une seule fois ou qui peut être utilisé à nouveau pour le transport de personnes ou de biens vers ou de l'espace; et
- iv) tout composant séparément identifiable formant partie d'un bien spatial auquel il est fait référence aux lettres précédentes ou lié à celui-ci ou qui est contenu dans ce bien."

Déjà à sa deuxième session, le Comité d'experts gouvernementaux avait marqué la préoccupation que la définition des biens spatiaux de l'article 1(2)(g) pourrait être trop large car elle inclut "tout composant séparément identifiable qu'il est prévu de lancer dans l'espace"<sup>21</sup>. Cela posait le problème que des parties pourraient inscrire des droits sur un nombre indéterminé de composants qui pourraient avoir ou non une part significative dans l'ensemble du bien spatial.

Ensuite, des commentaires soumis au Sous-comité se référant à la question de l'identification des biens spatiaux, indiquaient que l'une des raisons pour lesquelles il existait des difficultés dans l'identification des biens spatiaux était que la définition de "biens spatiaux" était trop large puisqu'elle pouvait couvrir *n'importe quel objet* destiné à être lancé dans l'espace extra atmosphérique, alors que la Convention avait à l'origine envisagé de ne couvrir que les biens de grande valeur<sup>22</sup>.

Ces commentaires furent dans une certaine mesure confirmés par les réponses reçues au questionnaire du Secrétariat concernant les critères d'identification des biens spatiaux, qui avait été envoyé aux fabricants, aux fournisseurs de services de lancement et aux institutions financières. Selon trois réponses qui s'étaient exprimées sur la question de savoir s'il était justifié d'inclure les biens assemblés ou fabriqués dans l'espace – qui constituaient l'une des catégories de biens actuellement couvertes par l'avant-projet de Protocole –, de tels biens ne devraient pas être couverts par le futur instrument, du fait qu'ils posent des questions complexes de droits de propriété intellectuelle dans l'espace et parce que le besoin pratique de financement garanti par un actif relativement à de tels biens au cours de la prochaine décennie pourrait être considéré comme limité<sup>23</sup>.

Les trois réponses qui se sont exprimées sur la question de savoir s'il était justifié que soient couverts – comme le prévoit actuellement l'avant-projet de Protocole – les lanceurs qui ne sont utilisés qu'une seule fois, ont également recommandé leur exclusion du champ d'application du

<sup>21</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/2/Rapport, § 12.

<sup>22</sup> Cf. Rapport provisoire sur les critères d'identification des biens spatiaux, § 5.

<sup>23</sup> Cf. *idem*, § 20.



futur instrument, notamment au motif que ceux-ci ne font pas l'objet de financement direct, car ils ne sont jamais "vendus" et le seul bien susceptible de faire l'objet d'un financement garanti par un actif dans ce contexte serait le contrat lui-même, et dans la plupart des cas ce contrat n'aurait aucune valeur à moins qu'il ne soit garanti par la société de lancement, et encore seulement si cette dernière a un solide carnet de commandes.<sup>24</sup>

Des trois réponses qui se sont exprimées sur la question de savoir s'il était justifié d'inclure les composants, une seulement, émanant du représentant d'un grand fabricant de satellites, a recommandé leur exclusion, au motif que la très grande majorité du financement de satellites porte sur l'ensemble du satellite et que l'inclusion des composants soulèverait des problèmes dont l'examen allongerait considérablement le temps nécessaire pour l'achèvement de l'avant-projet de Protocole<sup>25</sup>. En revanche, une autre réponse émanant d'une grande institution financière a souligné que l'exclusion des composants du champ d'application accélérerait certes l'achèvement de l'avant-projet de Protocole, mais qu'il était un fait que les satellites sont formés de composants et qu'il ne serait donc pas justifié d'exclure les composants pour la simple raison d'éviter des retards ultérieurs<sup>26</sup>.

Les différentes réponses reçues par le Secrétariat ont été dûment consignées dans le rapport provisoire sur les critères d'identification des biens spatiaux qu'il avait préparé en vue de la réunion de New York, et ont contribué à accentuer la conviction des participants à la réunion que si l'on visait à achever l'avant-projet de Protocole dans des délais rapprochés, il serait souhaitable que l'étendue des problèmes qu'il posait soit simplifiée autant que possible et que son champ d'application soit restreint de façon à viser essentiellement le satellite, dans sa totalité, lequel représente 80% des biens spatiaux couverts par l'avant-projet de Protocole et actuellement soumis au type de financement envisagé par la Convention.

#### (ii) Discussion

Dans sa proposition de texte alternatif de l'avant-projet de Protocole, Sir Roy Goode a suggéré de restreindre la définition de biens spatiaux aux objets identifiables de façon indépendante, y compris le satellite dans son ensemble, les transpondeurs et certains types d'autres biens, désignés comme "biens principaux"<sup>27</sup>. Selon lui cette proposition résoudrait les difficultés afférentes aux critères d'identification et éviterait l'inscription d'un droit sur un nombre indéterminé de composants. Afin de couvrir des parties identifiables supplémentaires, il a suggéré qu'un droit ne devrait être susceptible d'inscription que lorsqu'il y avait un accord avec le propriétaire du satellite qu'un composant devrait conserver son identité séparée après avoir été incorporé à un bien spatial de plus grandes dimensions, de façon à assurer que seuls les titulaires de droits sur les composants qui sont considérés suffisamment importants pour mériter la négociation d'un tel accord pourraient inscrire un droit sur ceux-ci. En vue de permettre l'inscription de futurs ensembles spatiaux complexes, tels que des "hôtels spatiaux", Sir Roy a également proposé d'ajouter les mots "ou tout autre bien susceptible d'être soumis à un contrôle indépendant"<sup>28</sup> à la définition de bien spatial, ces termes ajoutés visant à couvrir généralement tout développement futur qui n'apparaîtrait pas dans l'énumération de la liste des biens spatiaux. Selon lui il faudrait éviter la continuelle addition de biens à la liste des "biens principaux" identifiés dans le future Protocole.

Cette proposition a été appuyée par les représentants d'un certain nombre de Gouvernements et des communautés financières et commerciales internationales de l'espace. Un

---

<sup>24</sup> Cf. *idem*, § 21.

<sup>25</sup> Cf. *idem*, § 23.

<sup>26</sup> Cf. *idem*, § 24.

<sup>27</sup> Cf. Révisions proposées au Protocole spatial, § 2.

<sup>28</sup> Cf. *idem*, Annexe I: article I(2)(l) de la proposition de texte alternatif d'avant-projet de Protocole.

représentant gouvernemental a cependant craint que cette solution pourrait affecter négativement des tiers titulaires d'un droit sur des composants indépendants d'un bien spatial, tel qu'un transpondeur, en cas d'exercice des mesures par un créancier, ce qui créerait un conflit de droits. Un autre représentant gouvernemental a répondu que l'existence du futur Registre international pour les biens spatiaux remédierait à cette difficulté juridique en donnant publicité aux tiers de toute garantie internationale antérieure sur le bien spatial concerné.

Certains représentants gouvernementaux ont exprimé leur préoccupation à l'égard de l'élimination proposée des "composants", notant qu'une telle réduction des catégories de biens couverts pourrait porter préjudice à la capacité du futur Protocole d'anticiper les développements à venir dans la technologie spatiale. D'un autre côté, des représentants des Gouvernements et des communautés financières et commerciales internationales de l'espace ont suggéré qu'une définition plus large des biens spatiaux avait que davantage de souplesse serait préférable à une énumération. Autrement, il a été suggéré qu'un mécanisme soit incorporé dans la définition des biens spatiaux permettant que le futur Protocole soit mis à jour à échéances régulières afin de pouvoir prendre en considération les futurs développements spatiaux.

Un représentant des communautés financières et commerciales internationales de l'espace a suggéré une approche combinée faite d'une énumération des biens spatiaux spécifiques couverts et d'une clause additionnelle susceptible d'une interprétation plus large. Les éléments possibles aux fins d'une telle clause additionnelle se trouvaient indiqués dans le document de travail soumis par le Gouvernement allemand et l'Agence spatiale allemande sur le champ d'application et les mesures en cas d'inexécution en matière de composants, où, outre l'énumération des "biens principaux", on suggérait que les "biens spatiaux" soient également définis comme "tout autre objet susceptible d'individualisation, pouvant être exploité et commandé de façon indépendante, lié ou destiné à être lié à un satellite, à une station spatiale, à un véhicule spatial, à un lanceur, à des capsules spatiales pouvant être réutilisées".<sup>29</sup> Cette solution a été soutenue par un certain nombre de représentants des Gouvernements et des communautés financières et commerciales internationales de l'espace, qui ont convenu que les exigences additionnelles que les biens soient "susceptibles d'individualisation" et puissent "être commandés de façon indépendante" limiteraient le champ d'application à un nombre raisonnable de biens de grande valeur sans exclure que le futur Protocole puisse aussi couvrir des développements spatiaux à venir.

Dans ce contexte, un représentant gouvernemental, notant le lien entre la liste des biens spatiaux qui seront couverts par l'avant-projet de Protocole et les exigences qui détermineraient les catégories de biens spatiaux pouvant faire l'objet d'une garantie internationale inscrite dans le Registre international a suggéré que l'on obtiendrait une plus grande souplesse dans l'avant-projet de Protocole par une méthode de mise à jour des critères relatifs à l'inscription, de telle sorte qu'il ne serait pas nécessaire d'actualiser le futur Protocole chaque fois qu'un nouveau développement interviendrait.

### (iii) Conclusions

Il a été convenu que les propositions de Sir Roy Goode ainsi que celles du Gouvernement allemand étaient pour l'essentiel compatibles. Il a donc été recommandé que les catégories de biens spatiaux qui seraient couverts par l'avant-projet de Protocole devraient être définies à la fois sur la base d'une liste énumérant les "biens principaux" et selon l'exigence supplémentaire qu'un bien spatial soit "susceptible d'individualisation" et puisse "être contrôlé de façon indépendante". En outre, il a été recommandé d'introduire dans l'avant-projet de Protocole une procédure de mise à jour des critères d'inscription afin de couvrir les développements spatiaux à venir.

---

<sup>29</sup> Cf. Document de travail sur le champ d'application et les mesures en cas d'inexécution concernant les composants, §§ 3-10 et 16.

(b) *Mesures en cas d'inexécution: composants*

(i) Contexte

L'article IX(4) de l'avant-projet de Protocole qui apparaît entre crochets dispose que:

“Lorsque deux biens spatiaux, dont un est un composant identifiable séparément de l'autre au sens de l'alinéa f) du paragraphe 2 de l'article I, sont grevés de deux garanties inscrites distinctes, les deux garanties inscrites sont valables et leur rang est déterminé selon l'article 29 de la Convention, sauf convention contraire des titulaires de ces garanties inscrites”.

Le texte de l'article IX(4) était accompagné d'une note indiquant que “[i]l convient au Comité d'experts gouvernementaux d'examiner ultérieurement cette proposition pour un nouvel alinéa pour voir si la protection qu'elle fournit est suffisante ou s'il faut l'élargir, spécialement afin de protéger l'utilisateur de composants qui n'est ni en défaillance ni insolvable”.

(ii) Discussion

À la lumière de la recommandation du Comité concernant la définition de “biens spatiaux” pour ce qui est des composants dans le contexte de sa discussion de la question du champ d'application de l'avant-projet de Protocole, le Gouvernement allemand et l'agence spatiale allemande ont proposé, en vue de régler le problème des conflits entre des créanciers cherchant à exercer leurs mesures en cas d'inexécution pour ce qui est d'un bien spatial et un composant indépendant physiquement ou fonctionnellement lié à ce bien spatial, que l'article IX(4) de l'avant-projet de Protocole soit amendé de façon à :

- premièrement, limiter la possibilité pour un créancier d'exercer les mesures en cas d'inexécution lorsque cela porterait atteinte aux droits de propriété sur de tels composants indépendants, cet amendement étant considéré nécessaire si le champ d'application devait être étendu aux composants indépendants ;
- deuxièmement, en revanche, permettre à un créancier d'exercer librement toute mesure en cas d'inexécution lorsqu'il a préalablement obtenu le consentement des personnes titulaires d'un droit sur un composant indépendant ou lorsque la partie dont les droits de propriété seraient affectés a reçu une juste indemnisation du créancier; et
- troisièmement, empêcher un créancier d'exercer les mesures en cas d'inexécution durant la phase de lancement, qui est une période complexe dans la vie du bien spatial tant sur le plan technique que financier, lorsque l'exercice de telles mesures pourrait donc mettre gravement en péril les droits des tiers, tant techniques que financiers.

Les représentants des Gouvernements et des communautés financières et commerciales internationales de l'espace ont exprimé leur grave préoccupation concernant les limitations proposées aux mesures en cas d'inexécution, de sorte que des créanciers titulaires de droits supérieurs pourraient voir leur position mise en péril par des droits inférieurs, ce qui découragerait le financement de biens spatiaux. L'opinion a été exprimée qu'une protection suffisante était déjà assurée aux droits inférieurs par la règle de priorité contenue dans l'article 29 de la Convention et par la publicité des droits antérieurs qui serait fournie par le futur Registre international pour les biens spatiaux, de sorte qu'un créancier inférieur aurait une opportunité suffisante d'évaluer le risque afférent au financement d'un composant indépendant d'un bien spatial plus important.

En réponse, un représentant gouvernemental a souligné que la question en jeu n'était pas seulement celle de la présence de droits concurrents – un supérieur et un inférieur – sur le même bien mais plutôt le conflit qui pourrait se poser entre des droits sur des biens complètement

séparés, tel qu'un satellite et un composant indépendant incorporé à ce même satellite, ainsi que l'envisageait la nouvelle définition de bien spatial convenue par le Comité. On a aussi noté que la règle de priorité contenue à l'article 29 de la Convention ne s'appliquait qu'à des garanties internationales différentes portant sur le même bien, et non pas à des garanties internationales différentes portant sur des biens distincts. Le même représentant gouvernemental a ajouté que certaines des mesures en cas d'inexécution prévues par le chapitre III de la Convention n'affecteraient pas les droits de propriété sur les composants indépendants (tels que le droit aux revenus générés par un bien spatial) mais que d'autres mesures auraient un effet important sur les composants indépendants et pourrait priver les droits de propriété (tel que la prise de contrôle d'un satellite et son changement d'orbite) de toute valeur économique. Un représentant des communautés financières et commerciales internationales de l'espace a souligné la validité de ces arguments en se référant à l'effet que l'exercice des mesures actuelles en cas d'inexécution pour ce qui est d'un satellite aurait dans la gestion d'une constellation de satellites.

Un certain nombre de représentants des communautés financières et commerciales internationales de l'espace ont observé toutefois que le problème des droits concurrents sur des composants était un risque déjà mesuré et prévu par les créanciers tant des biens spatiaux que des composants par le biais de conventions entre créanciers, qui empêchaient de porter atteinte aux droits de propriété par l'exercice des mesures en cas d'inexécution. Un exemple concret emprunté à la pratique a été donné, celui d'une convention se rapportant au financement d'un satellite par le Gouvernement de la Malaisie où les transpondeurs sont financés par des propriétaires distincts. Dans ce cas, une convention entre créanciers a été conclue par laquelle l'exploitant s'est engagé à ne pas interférer avec les signaux émis depuis n'importe lequel des transpondeurs embarqués. Un autre représentant des communautés financières et commerciales internationales de l'espace a ajouté qu'en règle quasi générale, dans une situation où un créancier verrait des conflits potentiels entre le bien spatial dans son ensemble et les composants, le créancier choisirait simplement de financer la totalité du bien spatial et éviterait ainsi tout risque de conflit. Les représentants des communautés financières et commerciales internationales de l'espace ont en outre souligné que l'avant-projet de Protocole ne devrait pas s'enliser dans un problème qui était déjà résolu en pratique.

Un représentant gouvernemental a cependant suggéré qu'une convention entre créanciers pouvait certes constituer la meilleure solution au problème, mais que cela ne devait pas s'opposer à ce que soit prévue une règle supplétive, destinée à protéger les parties qui ne seraient pas en mesure de parvenir à un tel accord.

Dans l'intérêt de trouver une solution de compromis, un représentant des communautés financières et commerciales internationales de l'espace a suggéré que les nouvelles dispositions proposées pourraient être incluses dans l'avant-projet de Protocole, tandis que les parties contractantes pourraient simplement convenir d'exclure l'application de ces dispositions proposées par une convention entre créanciers si elles préféraient une autre protection pour les garanties internationales sur les composants indépendants.

Un représentant gouvernemental a cependant exprimé sa préoccupation à l'égard de l'idée de prévoir des dispositions supplétives sur la protection des créanciers de composants dans l'avant-projet de Protocole, qui pourraient décourager la conclusion d'un accord avec le créancier du bien spatial principal. De telles dispositions, a ajouté ce représentant, donneraient une force dans la négociation à des parties qui en seraient autrement dépourvues sur le marché non réglementé, et pourrait réduire le financement global de biens spatiaux.

On a enfin suggéré que les problèmes soulevés par les mesures en cas d'inexécution pour les composants matériellement incorporés à un bien spatial étaient tout à fait différents de ceux posés par les composants qui sont fonctionnellement liés, comme dans une constellation, et qu'il pourrait donc être préférable de traiter ces deux questions séparément.

(iii) Conclusions

En l'absence de consensus général sur la meilleure façon de résoudre la question des mesures en cas d'inexécution pour les composants, le Comité a décidé qu'un Sous-comité devrait être invité à chercher une solution convenable et commercialement viable.

(c) *Champ d'application: droits du débiteur, droits connexes et transfert de droits connexes*

(i) *Contexte*

Au cours de la seconde session conjointe du Comité d'experts gouvernementaux d'UNIDROIT chargé d'élaborer un projet de Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et un projet de Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques et du Sous-comité du Comité juridique de l'OACI sur l'étude des garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (matériels d'équipement aéronautiques), tenue à Montréal du 24 août au 3 septembre 1999, une note a été soumise sur l'importance d'inclure les droits du débiteurs et les droits connexes (désignés à tort dans cette note comme "droits accessoires"<sup>30</sup>) dans le champ d'application de la future Convention telle qu'elle devait s'appliquer aux biens spatiaux<sup>31</sup>. Dans cette note on expliquait que, en raison des caractéristiques tout à fait particulières des biens spatiaux et des questions juridictionnelles s'y rapportant, notamment pour ce qui est des satellites, il est crucial qu'un créancier cherchant à recouvrer promptement la possession juridique puisse accéder aux droits correspondants du débiteur et aux droits connexes. Ces droits comprennent les licences et autorisations gouvernementales dont la cession est autorisée par la loi nationale, les droits incorporels nécessaires au contrôle du satellite, les droits contractuels relatifs au lancement et au fonctionnement du satellite, ainsi que les droits aux produits et revenus dérivés du fonctionnement du satellite. Il était indiqué que le satellite et les droits du débiteur et les droits connexes étant interdépendants, l'exclusion de ces droits pourraient causer des retards importants dans la réalisation de la garantie en cas d'inexécution, notamment en raison de la grande diversité des systèmes juridiques nationaux dans lesquels un créancier pourrait chercher à obtenir la réalisation.

Suite à une proposition faite par le G.T.S.<sup>32</sup>, il a donc été décidé d'inclure les droits du débiteur et les droits connexes dans le champ d'application de l'avant-projet de Protocole à la première session d'experts gouvernementaux, tenue à Rome du 15 au 19 décembre 2003.

L'article I(2)(a) de l'avant-projet de Protocole définit les "droits du débiteur" comme :

" 'droits du débiteur' désigne tous les droits à exécution ou au paiement dus à un débiteur par toute personne en ce qui concerne un bien spatial".

Cette définition est assortie d'une note indiquant qu'il faudra d'examiner de façon plus approfondie comment la Convention et l'avant-projet de Protocole s'appliqueront aux "droits du débiteur".

---

<sup>30</sup> Les "droits accessoires" ont été définis à l'article 1(c) de la Convention comme : "tous les droits au paiement ou à toute autre forme d'exécution auxquels est tenu un débiteur en vertu d'un contrat, qui sont garantis par le bien ou liés à celui-ci".

<sup>31</sup> Cf. Avant-projet de Convention d'UNIDROIT relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles – Note relative à l'importance pour les objets spatiaux d'inclure les droits associés dans le champ d'application de la Convention proposée et du Protocole relatif aux objets spatiaux proposé, préparée par M. D.A. Panahy, Associé, *Milbank, Tweed, Hadley & McCloy LLP*, au nom de M. P.D. Nsgos, Coordonnateur du Groupe de travail spatial (ICAO Ref. LSC/ME/2-WP/7 et UNIDROIT CGE/Int.Int./2-WP/7), et reproduite comme Annexe 1 à la Note du Secrétariat.

<sup>32</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/1/W.P. 8.

L'article I(2)(f) de l'avant-projet de Protocole définit les "droits connexes" comme:

" 'droits connexes' désigne tout permis, licence, approbation, concession ou toute autre autorisation semblable accordé ou délivré par, ou conformément au pouvoir donné par un organisme ou une autorité de caractère national, intergouvernemental ou international à un autre titre, de fabriquer, lancer, contrôler, utiliser ou faire fonctionner un bien spatial, en ce qui concerne l'utilisation des orbites et la transmission, l'émission ou la réception de signaux électromagnétiques à destination et en provenance d'un bien spatial".

Cette définition est assortie d'une note indiquant qu'il faudra d'examiner de façon plus approfondie comment la Convention et l'avant-projet de Protocole s'appliqueront aux "droits connexes".

La principale conséquence de la décision du Comité d'experts gouvernementaux d'inclure les "droits du débiteur" et les "droits connexes" dans le champ d'application de l'avant-projet de Protocole, sous réserve de l'examen complémentaire à réaliser, était de permettre l'inscription de ces droits dans le futur Registre international pour les biens spatiaux. Bien que cela serait en rupture avec le principe de la nature réelle du registre, on a reconnu que, en l'absence de telles dispositions, le satellite aurait une valeur très limitée comme garantie, notamment parce qu'il ne peut pas faire l'objet d'une reprise de possession au sens traditionnel du terme, comme c'est le cas pour d'autres catégories de matériels d'équipement mobiles comme les aéronefs ou le matériel roulant ferroviaire. En réponse aux inquiétudes exprimées par le Comité d'experts gouvernementaux, et en particulier son sentiment qu'un examen plus approfondi devrait être réalisé sur cette question, le G.T.S. a rédigé une nouvelle proposition à soumettre au Comité à sa session suivante, proposant d'inclure de nouvelles définitions dans l'article I ainsi qu'un nouvel article IV, traitant de l'application de la Convention aux droits du débiteur et aux droits connexes<sup>33</sup>.

A sa deuxième session, sur la base de la nouvelle proposition préparée par le G.T.S.<sup>34</sup>, le Comité d'experts gouvernementaux a de nouveau examiné les questions en jeu dans l'extension de l'application de la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux aux "droits du débiteur" et aux "droits connexes". Alors qu'on a généralement reconnu qu'il était nécessaire que l'avant-projet de Protocole traite des droits du débiteur et des droits connexes, on s'est également accordé à dire que la proposition du G.T.S. demandait à être étudiée de façon plus approfondie et sa rédaction perfectionnée<sup>35</sup>. En conséquence le G.T.S. a été invité à réviser sa proposition en étroite coopération avec les Gouvernements intéressés et compte tenu des questions politiques posées et des suggestions de rédaction faites par le Comité d'experts gouvernementaux, et à soumettre une proposition révisée à la session suivante du Comité<sup>36</sup>.

À la lumière des problèmes généraux qui se sont posés dans la mise en oeuvre des tâches imparties à la conclusion de la deuxième session du Comité d'experts gouvernementaux, et tout particulièrement dans ce domaine, Sir Roy Goode, assisté de M. S. Harris, membre de la délégation du Gouvernement des États-Unis d'Amérique participant au Comité d'experts gouvernementaux, ainsi que M. M. Sundahl (Cleveland Marshall College of Law), ont remis au Secrétariat une proposition révisée concernant les droits du débiteur, les droits connexes et le transfert de droits<sup>37</sup>. Cette proposition, qui a été présentée à la réunion de New York, visait entre autres à assurer le rattachement des droits du débiteur et droits connexes au bien matériel, et que les droits connexes ne puissent être transférés que conformément aux lois nationales de leur constitution ou émission. Les participants à la réunion de New York ont estimé que cette proposition fournissait une solution

<sup>33</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/1/Rapport, § 24.

<sup>34</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/2/W.P. 4.

<sup>35</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/2/Rapport, § 19.

<sup>36</sup> Cf. *idem*, § 23.

<sup>37</sup> Cf. Révisions proposées au Protocole spatial.

équilibrée aux questions en jeu, notamment pour ce qui est de l'application du droit national local au transfert des droits connexes.

(ii) Discussion

La proposition de texte alternatif de l'avant-projet de Protocole de Sir Roy Goode qui est soumise au Comité<sup>38</sup> reprend les propositions qu'il avait présentées à la réunion de New York pour traiter de l'extension aux droits du débiteur et aux droits connexes de l'application de la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux. Dans leur document de travail sur ce sujet, le Gouvernement allemand et l'Agence spatiale allemande avaient objecté à cette proposition, qu'ils jugeaient incompatible avec la Convention pour plusieurs raisons<sup>39</sup>. En premier lieu, ils ont noté que la Convention autorise l'inscription seulement d'un droit réel et non l'inscription d'un droit personnel. Deuxièmement, ils ont noté que la constitution d'une garantie internationale en vertu de l'article 2 de la Convention n'était possible qu'en vertu d'un contrat constitutif de sûreté, un contrat réservant un droit de propriété ou un contrat de bail. Troisièmement, du fait que les droits connexes sont conférés par des autorités nationales, internationales, ou intergouvernementales, il n'est pas raisonnable de penser qu'un transfert de tels droits soit rendu possible par suite de la constitution d'une garantie internationale, notamment pour des raisons de politique nationale et de sécurité. Finalement, ils ont observé que l'article 8(1)(c) de la Convention accorde déjà des droits du débiteur au créancier en cas d'inexécution. Pour autant, l'inclusion de tels droits dans le champ d'application de l'avant-projet de Protocole ne renforcerait par la position du créancier, mais pourrait affaiblir celle-ci au cas où de tels droits seraient conférés à de multiples créanciers. Pour ces raisons, ils estimaient que les droits du débiteur et les droits connexes devraient être exclus du champ d'application de l'avant-projet de Protocole et que les dispositions correspondantes devraient être supprimées du texte.

Plusieurs représentants des Gouvernements et des communautés financières et commerciales internationales de l'espace ont exprimé leur préoccupation à l'égard de cette proposition, rappelant au Comité que si les droits du débiteur et les droits connexes n'étaient pas inclus, une garantie internationale grevant un bien spatial, notamment les satellites, serait de peu d'intérêt, et tout intérêt que les milieux financiers pourraient avoir à l'égard de l'avant-projet de Protocole serait pratiquement anéanti : il était nécessaire d'inclure ces droits pour permettre à un créancier soit de repositionner soit de vendre le satellite, faute de quoi il n'existerait aucune mesure efficace pour les créanciers titulaires d'une garantie internationale sur un bien spatial, compte tenu de l'impossibilité pratique quasi absolue ou de l'inutilité économique de ramener un tel bien sur terre.

Un représentant gouvernemental a rappelé, pour ce qui étaient des préoccupations exprimées au regard de l'exception inadmissible au principe du caractère réel de l'inscription que constituerait l'inclusion des droits du débiteur et des droits connexes dans la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux, comment le système Convention/Protocoles avait été spécialement conçu de façon que les caractéristiques particulières des différentes catégories de matériels d'équipement mobiles couverts par la Convention soient traitées dans des Protocoles distincts applicables à chaque type particulier de matériels, et il a suggéré que c'était là justement une caractéristique particulière des biens spatiaux dont il fallait tenir spécifiquement compte dans l'avant-projet de Protocole. En outre il a rappelé que, en vertu de l'article 6(2) de la Convention, pour autant qu'il puisse exister une quelconque incompatibilité entre cette dernière et un Protocole, le Protocole pertinent prévaudrait.

---

<sup>38</sup> Cf. Proposition de texte alternatif, § 4.

<sup>39</sup> Cf. Document de travail sur les droits du débiteur et droits connexes.

Il a été rappelé au Comité que la proposition de Sir Roy Goode n'était en aucune façon destinée à permettre l'inscription d'une garantie internationale sur les droits du débiteur et les droits connexes. Elle visait au contraire à rattacher de façon absolue l'inscription des droits du débiteur et des droits connexes au bien spatial matériel de façon à éviter une inscription indépendante de droits personnels et l'extension au financement de créances du champ d'application de la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux. Pour parvenir à ce résultat, elle proposait que l'inscription des droits du débiteur et des droits connexes soit liée à celle de la garantie internationale, au moment où cette dernière est effectuée ou ultérieurement, de telle sorte qu'elle serait soumise aux mêmes règles de priorité et d'inscription que celles qui s'appliquent à la garantie internationale elle-même. En outre, en ce qui concerne le dernier argument avancé par le Gouvernement allemand et l'agence spatiale allemande à l'appui de leur proposition, on a observé que, en cas de cession à un autre créancier des droits du débiteur ou des droits connexes indépendamment du bien spatial matériel, la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux cesserait de s'appliquer à ce bien.

En ce qui concerne les doutes exprimés par le Gouvernement allemand et l'Agence spatiale allemande concernant la cessibilité des droits connexes, on a rappelé que les propositions de Sir Roy Goode à cet égard n'étaient pas destinées à permettre le transfert de ces droits en vertu de la loi nationale applicable : elles prévoyaient simplement que le caractère cessible de tels droits serait déterminé par la loi en vertu de laquelle ils auront été conférés.

Un représentant des communautés financières et commerciales internationales de l'espace a fait remarquer que l'on ne pourrait certes pas escompter qu'un Gouvernement renonce à son droit de contrôle sur ses ressources naturelles (telles que les orbites, les licences d'exploitation d'un satellite et l'allocation des fréquences), mais qu'un créancier pourrait cependant demander à être assuré qu'un Gouvernement traiterait sa demande de transfert des droits connexes de façon diligente et juste, et que la certitude juridique serait accrue par l'inclusion de tels droits dans l'avant-projet de Protocole.

Pour ce qui est du dernier argument avancé par le Gouvernement allemand et l'Agence spatiale allemande à l'appui de leur proposition, on a fait remarquer que, à moins que le créancier n'ait le droit d'assurer la publicité de l'extension de sa garantie internationale sur un bien spatial aux droits du débiteur et aux droits connexes qu'il détient en relation avec ce bien, il existerait le risque qu'un autre créancier, à qui serait cédées des créances dérivant de ce même bien, acquerrait celles-ci libres du droit du premier créancier lors de l'exercice des mesures pour inexécution ; le premier créancier se trouverait alors avec un bien qu'il ne peut pas contrôler, et pour lequel il ne peut pas revendiquer les droits à paiement. Ce point a été soutenu par un représentant gouvernemental qui a comparé la situation à celle d'une hypothèque assortie des droits aux loyers et aux redevances dus sur l'immeuble, observant qu'il était habituel qu'un droit sur un immeuble soit étendu aux créances dérivant d'une location.

### (iii) Conclusions

Un consensus s'est exprimé en faveur de la démarche de la proposition de Sir Roy Goode et on a reconnu que dans la mesure où, dans le cadre de cette proposition, il ne s'agissait pas de permettre l'inscription de garanties internationales sur les droits du débiteur et les droits connexes, mais que ces droits soient indissolublement liés au bien spatial et inscrits comme partie de l'inscription de ce dernier, de sorte qu'il était approprié que la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux soit étendue à ces droits. En outre, un consensus s'est exprimé en faveur de la proposition de Sir Roy Goode selon laquelle le caractère cessible de ces droits serait déterminé par la loi en vertu de laquelle ils ont été conférés.



(d) *Identification des biens spatiaux au fin de l'inscription*

(i) Contexte

En vertu de la Convention, un bien spatial doit être susceptible d'individualisation aux fins de la constitution d'une garantie internationale et de l'inscription d'une telle garantie<sup>40</sup>.

L'article VII de l'avant-projet de Protocole tel qu'examiné par le Comité d'experts gouvernementaux à sa première session prévoyait:

“Une description nécessaire et suffisante pour identifier le bien spatial aux fins du paragraphe c) de l'article 7 et de l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 32 de la Convention et de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article V du présent Protocole est celle qui: i) fournit le nom du débiteur et du créancier; ii) fournit une adresse du débiteur et du créancier; iii) contient une description générale du bien spatial qui comporte le nom du constructeur (ou du principal constructeur s'il existe plus d'un constructeur), le numéro de série assigné par le constructeur (s'il en existe un) et la désignation du modèle (ou une désignation comparable si la désignation du modèle n'existe pas) et indique sa situation prévue; iv) fournit les indications de la date et du lieu de lancement; v) en cas d'un composant séparément identifiable formant partie du bien spatial ou lié à celui-ci ou qui y est contenu, une description du composant séparément identifiable, du bien spatial dont il forme partie, auquel il est lié ou dans lequel il est contenu, ainsi que chacun des autres critères d'identification spécifiés au présent article relatifs à ce bien spatial; et vi) des critères d'identification supplémentaires qui pourraient être précisés dans le règlement visé à l'article XVIII du présent Protocole.”<sup>41</sup>

Le texte de cet article était accompagné d'une note expliquant le rôle de l'identification dans le contexte du système de la Convention comme suit:

“L'identification est une exigence cruciale du fait que le système d'inscription est un système d'inscription réel”; cf. Sir Roy Goode, *Commentaire officiel de la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et du Protocole relatif portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques*, p 13. L'identification doit être comprise dans le contexte particulier du système d'inscription par déclaration envisagé par la Convention, c'est-à-dire un système basé sur l'inscription des indications essentielles informant les tiers d'une inscription et leur laissant le soin d'obtenir davantage d'informations auprès du créancier par opposition à un système dans lequel est exigé le dépôt des copies ou des documents contractuels (cf. idem, p 88)”

Il était également accompagné d'une note rappelant que, lors de la cinquième session du G.T.S., tenu à Rome les 30 et 31 janvier 2002, il avait été décidé que l'inclusion de multiples critères de consultation augmenterait la fiabilité des recherches dans la base de données d'inscription informatisée telle qu'elle est envisagée pour le futur Registre international.

Toutefois, à sa première session, le Comité d'experts gouvernementaux a décidé de supprimer cet article et de renvoyer la question de l'identification des biens spatiaux au règlement du futur Registre international<sup>42</sup>. À la deuxième session de ce Comité cependant, plusieurs délégations ont noté qu'il était nécessaire que l'avant-projet de Protocole contienne certains critères d'identification pour les biens spatiaux, faute de quoi le champ de l'avant-projet de

<sup>40</sup> Cf. articles 7(1)(c) et 32(1)(b) de la Convention.

<sup>41</sup> Cf. Etude LXXIIJ – Doc. 10.

<sup>42</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/1/Rapport, §45.

Protocole lui-même resterait vague, une délégation ayant suggéré que le futur Protocole inclue certains critères d'identification qui seraient déterminés au moment de son adoption, avec la possibilité que l'Autorité de surveillance élabore d'autres critères en consultation avec une commission préparatoire, tandis que le conseiller du Secrétariat d'Unidroit a suggéré que l'on mette au point des critères d'identification généraux et qu'on laisse à la future Autorité de surveillance la tâche d'élaborer des critères d'identification à utiliser aux fins de l'inscription seulement <sup>43</sup>.

L'examen de la question de l'identification des biens spatiaux en vertu de l'avant-projet de Protocole était l'une des questions en relation avec le futur système international d'inscription pour les biens spatiaux qui avait été déferée au Sous-comité par le Comité d'experts gouvernementaux à sa deuxième session, chargé de lui faire rapport à la session suivante <sup>44</sup>.

À la lumière des problèmes généraux qui se sont posés dans l'exécution des tâches imparties à la conclusion de la deuxième session du Comité d'experts gouvernementaux, notamment dans l'exécution par le Sous-comité des tâches qui lui avaient été confiées, le Secrétariat a pris d'initiative de compléter les commentaires limités soumis par les Gouvernements membres du Sous-comité par un questionnaire qui a été envoyé à des fabricants de satellites, des fournisseurs de services de lancement et à des institutions financières, destiné à établir, premièrement, sur la base de leur expérience, les critères d'identification les plus appropriés à utiliser pour les quatre catégories de biens spatiaux énumérées à l'article I(2)(g) de l'avant-projet de Protocole ; deuxièmement, s'il existait un critère d'identification unique pour ces catégories de biens et, si non, quelles autres solutions pourraient être adaptées pour les catégories de biens en question, compte tenu en particulier de la fonction que ces critères devraient avoir dans le futur système international d'inscription ; et troisièmement, si ces critères pourraient être considérés comme "nécessaires et suffisants" pour identifier un bien particulier dans le cadre du système.

Ainsi qu'on l'a indiqué ci-dessus dans le contexte de la définition des biens spatiaux <sup>45</sup>, les commentaires des Gouvernements et les réponses au questionnaire du Secrétariat ont porté l'exercice encore plus loin, puisqu'ils ont eu pour effet de mettre en question l'opportunité d'inclure certaines des catégories de biens spatiaux qui sont actuellement couvertes par l'avant-projet de Protocole. Ces réponses contenaient toutefois des informations précieuses sur d'éventuels critères techniques à utiliser pour l'identification des catégories dont on pensait que leur inclusion dans l'avant-projet de Protocole était justifiée (voir ci-dessus les développements à ce sujet <sup>46</sup>).

En même temps toutefois, un membre gouvernemental de ce Comité a posé des questions fondamentales concernant, d'une part, le concept d'identification aux fins du champ d'application de l'avant-projet de Protocole – notant que le terme "identifiable" était employé sans aucune référence à la valeur des biens concernés alors qu'il était proclamé dans le préambule de la Convention que le système de la Convention était destiné à s'appliquer à l'acquisition et à l'utilisation de "matériels d'équipement mobiles de grande valeur ou d'une importance économique particulière" – et, d'autre part, la justification de l'exclusion des règles de droit national pour les biens qui ne se trouvent pas effectivement dans l'espace.

Un autre membre gouvernemental du Sous-comité a indiqué sa préférence pour que soient inclus dans l'avant-projet de Protocole des critères d'identification généraux et que l'élaboration des critères d'identification à employer seulement aux fins de l'inscription soit laissée à l'Autorité de surveillance du futur Registre international pour les biens spatiaux, et que ces critères soient inscrits dans le futur règlement.

---

<sup>43</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/2/Rapport, § 24.

<sup>44</sup> Cf. *idem*, § 51.

<sup>45</sup> Cf. p. 8, *supra*.

<sup>46</sup> Cf. *idem*.

Ainsi qu'on l'a dit ci-dessus, ces commentaires et réponses au questionnaire du Secrétariat ont été dûment reflétés dans le rapport provisoire sur les critères d'identification des biens spatiaux préparé par le Secrétariat pour la réunion de New York <sup>47</sup> et, certainement, ont joué un rôle dans la recommandation qui a résulté de cette réunion que le champ d'application de l'avant-projet de Protocole soit restreint de façon à se concentrer essentiellement sur le satellite, dans sa totalité.

(ii) Discussion

Dans sa proposition de texte alternatif de l'avant-projet de Protocole, Sir Roy Goode avait inclus un certain nombre de propositions sur l'identification des biens spatiaux <sup>48</sup>. Il a rappelé en particulier qu'à la Conférence diplomatique où avait été ouvert à la signature, à Luxembourg le 23 février 2007, le Protocole à la Convention portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire (ci-après désigné comme le *Protocole de Luxembourg*), il avait été convenu qu'il n'était pas nécessaire que les parties contractantes prévoient dans leur contrat une identification unique, et que tout ce qui était requis était que le bien puisse être identifié comme couvert par le contrat. Cela permettrait à une catégorie de biens ou de biens futurs d'être couverts par le même contrat et éviterait de devoir conclure un accord séparé chaque fois que le débiteur acquiert un nouveau bien. Le Protocole de Luxembourg distingue ainsi entre les exigences d'identification pour la conclusion du contrat – pour laquelle une description générique du bien suffit – et les exigences en vue de l'inscription – pour laquelle une individualisation est requise <sup>49</sup>. Il pensait que cette approche était également valable pour l'avant-projet de Protocole. Compte tenu de l'importance d'avoir des critères d'identification unique pour l'inscription des biens spatiaux, il pensait également que ces critères ne devraient pas être mentionnés seulement dans le futur règlement ; il proposait en conséquence que les critères d'identification de base soient inclus dans l'avant-projet de Protocole, à compléter par le futur règlement.

En réponse à une demande concernant le stade d'avancement des travaux du Sous-comité, le Secrétariat d'UNIDROIT a rappelé qu'à ce jour malheureusement les travaux n'avaient guère avancé. Suite à la réunion de Londres, la question de l'identification des biens spatiaux avait été considérée appeler un traitement prioritaire dans le cadre des travaux intersessions qui avaient été décidés à la deuxième session du Comité d'experts gouvernementaux, du fait qu'il s'agissait probablement de la question la plus importante parmi celles qui étaient déferées au Sous-comité. L'autre question principale qui lui était également déferée, à savoir l'Autorité de surveillance du futur Registre international, était encore en suspens, bien sûr, mais il était particulièrement significatif de rapporter dans ce contexte l'intérêt manifesté à la réunion de New York par Aviareto, le Conservateur du Registre international pour les biens aéronautiques, pour administrer également le futur Registre international pour les biens spatiaux <sup>50</sup>. Le Secrétariat a noté qu'il tenterait de

<sup>47</sup> Cf. Rapport provisoire sur les critères d'identification des biens spatiaux.

<sup>48</sup> Cf. Proposition de texte alternatif, §§ 10 et 11.

<sup>49</sup> L'article V (Identification du matériel roulant ferroviaire dans le contrat) du Protocole de Luxembourg prévoit ce qui suit:

"1. Aux fins du paragraphe c) de l'article 7 de la Convention et du paragraphe 2 de l'article XVIII du présent Protocole, une description d'un matériel roulant ferroviaire suffit à identifier le matériel roulant ferroviaire si elle contient:

(a) une description du matériel roulant ferroviaire par élément;  
(b) une description du matériel roulant ferroviaire par type;  
(c) une mention que le contrat couvre tout matériel roulant ferroviaire présent et futur; ou  
(d) une mention que le contrat couvre tout matériel roulant ferroviaire présent et futur, à l'exception d'éléments ou de types de matériel spécifiquement indiqués.

2. Aux fins de l'article 7 de la Convention, une garantie sur du matériel roulant ferroviaire futur identifié conformément au paragraphe précédent est constituée en tant que garantie internationale dès le moment où le constituant, le vendeur conditionnel ou le bailleur peut disposer du matériel roulant ferroviaire, sans nécessité d'un nouvel acte de transfert".

<sup>50</sup> Cf. Le point de vue du secteur commercial et des Gouvernements sur la meilleure façon d'assurer l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : Réunion spéciale des représentants des Gouvernements et du secteur commercial pour examiner les questions clés restant à traiter pour ce qui est du Protocole envisagé sur les biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales

réunir le Sous-comité à un moment qui pourrait bien être juste avant la prochaine session du Comité d'experts gouvernementaux – compte tenu de l'échec des procédures électroniques de travail décidées pour le Sous-comité – mais il a suggéré que si toutes les autres questions étaient résolues par le Comité en vue de la reprise du processus de consultation intergouvernemental, cette question pourrait être renvoyée pour examen à un moment plus proche de la prochaine session du Comité d'experts gouvernementaux.

Dans le contexte général de la création du futur système international d'inscription pour les biens spatiaux, un représentant gouvernemental, sur la base de l'expérience qu'il avait acquise dans la mise en place des registres internationaux pour les biens aéronautiques et pour le matériel roulant ferroviaire, a souligné l'opportunité de préparer en même temps le règlement et les règles pour le futur Registre international pour les biens spatiaux afin de ne pas devoir revenir sur le travail accompli.

Un autre représentant gouvernemental a attiré l'attention sur l'opportunité que des termes tels que "paramètres orbitaux", si ceux-ci devaient être retenus parmi les critères d'identification des biens spatiaux, soient expliqués dans le commentaire officiel sur le futur Protocole, du fait que le sens de ces termes pourraient probablement évoluer dans le temps. A ce sujet, on a fait remarquer que le sens de ces termes se trouvait déjà expliqué dans la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique.

(iii) Conclusions

Un consensus s'est exprimé à l'appui de la démarche proposée par Sir Roy Goode. On a noté que le Secrétariat d'Unidroit avait en outre l'intention de soumettre les résultats des travaux du Comité sur ce point au Sous-comité en temps utile en vue de la prochaine session du Comité d'experts gouvernementaux, en même temps que les autres questions déferées à ce dernier par le Comité d'experts gouvernementaux.

(e) *Service public*

(i) *Contexte*

La question de l'équilibre à réaliser dans l'avant-projet de Protocole entre, d'une part, un créancier qui cherche à exercer les mesures sur le bien spatial en cas de défaillance du débiteur, et d'autre part un ou plusieurs organes de l'État qui sont soucieux d'assurer la continuité de la fourniture d'un service "public" déterminé par le bien spatial en question, nonobstant la défaillance du débiteur, est traitée à l'article XVI(3). Ce paragraphe a été formulé avec différentes variantes, dont le caractère alternatif est indiqué par des crochets:

[ 3. – Un Etat contractant peut déclarer, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Protocole, ou de l'adhésion si, et sous quelles conditions, les mesures prévues du Chapitre III de la Convention et aux articles IX à XII du présent Protocole, pourraient être mises en œuvre à l'égard d'un bien spatial lorsque celui-ci est utilisé afin d'établir ou de faire fonctionner ses services publics tels que spécifiés dans sa déclaration ou déterminés par une autorité compétente de cet Etat et notifiés au Dépositaire". ]

[ 3. – Un Etat contractant peut déclarer, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation du présent Protocole, ou de l'adhésion, toute limitation à la mise en œuvre

des mesures prévues au Chapitre III de la Convention et aux articles IX à XII du présent Protocole à l'égard d'un bien spatial destiné et utilisé de façon exclusive pour le contrôle aérien et la navigation des aéronefs, la navigation maritime, la recherche et le sauvetage, ainsi que des services publics similaires liés à la sécurité de la vie, tels que spécifiés dans sa déclaration ou déterminés par une autorité compétente de cet Etat et notifiés au Dépositaire". ]

L'article XVI(3) a été introduit dans l'avant-projet de Protocole pour la première fois à la première session du Comité d'experts gouvernementaux. Jusqu'à ce moment, on avait considéré que, tout comme pour le Protocole portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement aéronautiques (ci-après désigné comme *Protocole aéronautique*) (dont l'article XXIV(1) prévoit que la Convention l'emporte sur la Convention pour l'unification de certaines règles relatives à la saisie conservatoire des aéronefs, signée à Rome le 29 mai 1933, pour tout État qui est partie à cette dernière Convention), la question du service public relativement aux biens spatiaux devrait être laissée à la loi applicable et à la convention des parties.

Les deux variantes de l'article XVI(3) introduites durant la première session du Comité d'experts gouvernementaux<sup>51</sup> reflètent les points de vue divergents qui se sont exprimés au sein de ce Comité sur cette question, tant à la première qu'à la deuxième session. La Variante I reflète l'opinion des États qui estiment que les États contractants devraient pouvoir en toutes circonstances, au moyen de déclarations à cet effet, imposer des limites à l'exercice par le créancier des mesures pour inexécution en vertu de l'avant-projet de Protocole afin de préserver la continuité du service public. La Variante II, elle, a été introduite dans le texte pour répondre aux préoccupations des États qui considéraient que le problème le service public existait indépendamment de l'avant-projet de Protocole, et qu'il pourrait en conséquence continuer d'être résolu sur la base de solutions éprouvées, de nature contractuelle ou autre, à cet effet mais que, si la notion de service public devait effectivement être introduite dans la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux, elle devrait être définie de façon plus étroite de façon à ne pas anéantir les avantages économiques que l'avant-projet de Protocole visait à produire.

Un nombre important d'États toutefois restaient indécis à la fin de la deuxième session du Comité d'experts gouvernementaux quant à la variante qu'ils pourraient préférer et ont indiqué qu'ils souhaitaient davantage d'informations sur les principales règles de droit et la pratique dans ce domaine avant d'être en mesure de prendre une décision. Le G.T.S. a pour sa part exprimé l'opposition absolue des communautés financières et commerciales internationales de l'espace à l'introduction d'un principe de service public dans l'avant-projet de Protocole.

À défaut de consensus, le Comité d'experts gouvernementaux, à la conclusion de sa deuxième session, a décidé que tous les Gouvernements participants et le G.T.S. fourniraient au Secrétariat davantage d'informations et des commentaires concernant les services qui pourraient constituer des "services publics" et la façon dont ces services sont protégés dans leur pays<sup>52</sup>.

Les problèmes généraux qui se sont posés dans l'exécution des travaux décidés à la conclusion de cette session ont également affecté ce sujet. Cela explique pourquoi cette question a été au nombre de celles qui ont été abordées par M. Alexandre de Fontmichel, membre de la délégation française au Comité d'experts gouvernementaux, dans le document qu'il a préparé pour la réunion de Londres sur la position de son Gouvernement concernant l'importance de l'avant-projet de Protocole<sup>53</sup>. Dans ce document il suggérait que les règles internationales en matière

<sup>51</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/1/Rapport, § 90.

<sup>52</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/2/Rapport, § 41.

<sup>53</sup> Cf. Le rôle essentiel du secteur commercial dans la mise au point de l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : Forum Gouvernements / secteur commercial sur le Protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles Protocole spatial (Londres, lundi 24 avril 2006) – Rapport de synthèse

d'expropriation justifieraient que le droit à indemnisation prévu par ces règles puisse également bénéficier à un créancier à qui il serait refusé d'exercer ses mesures en cas d'inexécution en vertu de la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux, lorsqu'un Gouvernement insisterait sur le maintien de la fonction de service public assuré par le bien spatial, y compris en cas de défaillance du débiteur<sup>54</sup>. Toutefois, il estimait qu'il serait préjudiciable au succès du futur Protocole de régler la question du service public, et était favorable à ce que la question soit laissée à l'empire de la loi applicable, d'autant plus que cela ne devait pas interférer avec les prescriptions de protection en place dans les États leur permettant d'assurer la continuité du service public.<sup>55</sup>

Suite à la réunion de Londres, le Secrétariat a envoyé un questionnaire sur ce point aux institutions financières et aux conseils juridiques de ces institutions en vue de compléter le petit nombre de réponses reçues des Gouvernements à la demande d'informations et de commentaires additionnels qui leur avait été adressée par le Comité d'experts gouvernementaux. Les réponses à ce questionnaire ainsi que les informations complémentaires reçues des Gouvernements ont été reflétées dans un rapport provisoire sur la mesure dans laquelle l'article XVI(3) de l'avant-projet de Protocole à la Convention devrait prévoir des restrictions à l'exercice des mesures du créancier pour ce qui est des biens spatiaux réalisant un service public<sup>56</sup>, que le Secrétariat a préparé pour la réunion de New York.

Dans ce rapport il était noté que la plupart des droits nationaux et règles applicables ne définissent pas spécifiquement le concept de "public service"<sup>57</sup> bien que celui-ci soit visé dans des termes généraux, et que lorsque les Gouvernements assurent la protection de la continuité des services, deux méthodes sont employées qui ne sont pas exclusives l'une de l'autre:

- par une interdiction édictée par le droit national : la continuité des services publics est assurée par des règles matérielles ou de procédure qui imposent (ou permettent d'imposer) des restrictions sur certains biens, de telle façon qu'il n'est pas possible d'exercer des droits sur ces biens lorsque cela causerait une interruption du service public ; et
- par des protections contractuelles : des dispositions spécifiques sont incorporées dans les opérations de financement, généralement souscrites par le Gouvernement lui-même, qui garantissent la solvabilité du débiteur et exclut pratiquement l'hypothèse de défaillance (et donc d'exercice des mesures pour inexécution).<sup>58</sup>

Reprenant l'observation faite par M. de Fontmichel, le Secrétariat a suggéré que l'intérêt des Gouvernements à protéger le service public devait être mis en regard de leur obligation correspondante de protéger le droit fondamental à la propriété<sup>59</sup>. Plusieurs réponses au questionnaire du Secrétariat ont en outre attiré l'attention sur certaines mesures déjà envisagées – ou qui pourraient être envisagées – par les institutions financières face au risque que leurs intérêts se trouvent écartés au profit de la puissance étatique dans des cas où elles auraient en principe pu exercer les mesures pour inexécution ; notamment, au vu d'une analyse indépendante des risques d'interférence de l'exercice de la puissance étatique sur les mesures pour inexécution, la négociation de dispositions contractuelles visant à neutraliser de tels risques au cas où le

---

(préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT), Annexe VII : le point de vue du Gouvernement français par M. Alexandre de Fontmichel, *Avocat à la Cour*, Darrois Villey Maillot Brochier, Paris; membre de la délégation française au Comité d'experts gouvernementaux.

<sup>54</sup> Cf. *idem*, p. iv.

<sup>55</sup> Cf. *idem*, p. v.

<sup>56</sup> Cf. Rapport provisoire sur le service public.

<sup>57</sup> Cf. *idem*, p. 3.

<sup>58</sup> Cf. *idem*, p. 5.

<sup>59</sup> Cf. *idem*, p. 12.

Gouvernement ferait obstacle à l'exercice des droits sur le bien spatial, ou une couverture partielle pour ces risques sur le marché de l'assurance <sup>60</sup>.

Le rapport concluait que la question du service public était trop importante pour être passée sous silence dans l'avant-projet de Protocole et en conséquence proposait trois solutions possibles:

- une affirmation générale de l'obligation souveraine de l'État de protéger les services publics et une référence explicite aux droits nationaux pour la protection de la propriété privée <sup>61</sup>;
- la modification de la variante II pour inclure un régime d'indemnisation unifiée <sup>62</sup> ; et
- accorder à l'État en question un droit privilégié ou un droit de premier refus <sup>63</sup>.

Ce rapport a été au centre des discussions sur la question à la réunion de New York, avec les documents préparés par MM. Jacques Bertran de Balanda, Denis Bandet et Bertrand Fournier-Montgieux (Herbert Smith L.L.P. (Paris)) <sup>64</sup> ainsi que M. Juan Lueiro García, représentant le Gouvernement espagnol <sup>65</sup>.

Le document préparé par M. Bertran de Balanda et ses collègues reconnaissait la nécessité que la garantie de la continuité des services publics essentiels prime les mesures en cas d'inexécution d'un créancier garanti, mais il suggérait que l'avant-projet de Protocole n'était peut-être pas le lieu le plus approprié pour définir la notion de service public car certains Etats pourraient souhaiter revoir leur conception à une date ultérieure <sup>66</sup>. Ils ont suggéré que c'est l'Etat, après avoir chargé l'exploitant d'une mission de service public, qui a le devoir de prévoir des systèmes de protection pour assurer la continuité du fonctionnement des services publics basés dans l'espace, en informant les créanciers des restrictions dont sont assortis leurs droits, de sorte à placer le risque de la perte financière sur ceux-ci <sup>67</sup> ; à l'inverse, il suggérait que lorsque le créancier n'est pas informé de telles restrictions, l'Etat en question devrait accorder une juste indemnisation pour les pertes économiques résultant des restrictions affectant l'exercice des mesures par le créancier <sup>68</sup>. En outre, selon M. Bertran de Balanda et ses collègues, les restrictions imposées par l'Etat devraient être proportionnelles au degré de protection requis pour assurer la continuité du service public basé dans l'espace, de telle façon à assurer au créancier la plus large jouissance possible des droits attachés à sa garantie internationale ; par exemple, un créancier devrait pouvoir continuer de percevoir tous les paiements dus pour le satellite aussi longtemps que le service public correspondant n'est pas interrompu <sup>69</sup>.

Ces considérations ont été reflétées dans une proposition alternative pour l'article XVI(3) soumise à la réunion de New York par M. Bertran de Balanda et ses collègues, formulée comme suit:

---

<sup>60</sup> Cf. *idem*, p. 7.

<sup>61</sup> Cf. *idem*, p. 9.

<sup>62</sup> Cf. *idem*, pp. 9 et 10.

<sup>63</sup> Cf. *idem*, pp. 11 et 12.

<sup>64</sup> Cf. Note de MM. Bertran de Balanda, Bandet et Fournier-Montgieux.

<sup>65</sup> Cf. Le point de vue du secteur commercial et des Gouvernements sur la meilleure façon d'assurer l'élargissement de la Convention du Cap pour couvrir les biens spatiaux : Réunion spéciale des représentants des Gouvernements et du secteur commercial pour examiner les questions clés restant à traiter pour ce qui est du Protocole envisagé sur les biens spatiaux à la Convention du Cap relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, et les moyens les plus appropriés pour mener à bien la préparation dudit Protocole (New York, 19/20 juin 2007) – Document de présentation en vue de la réunion (note préparée par le Secrétariat d'UNIDROIT et le Groupe de travail spatial), Annexe II.

<sup>66</sup> Cf. Note de MM. Bertran de Balanda, Bandet et Fournier-Montgieux, 1, § 2..

<sup>67</sup> Cf. *idem*, 1, § 4.

<sup>68</sup> Cf. *idem*, 1, § 6.

<sup>69</sup> Cf. *idem*.

“Lorsqu’un bien spatial est directement régi par des règles nationales ou est l’objet de droits contractuels qui visent, dans l’intérêt direct ou indirect d’un ou de plusieurs Etats contractants, soit à assurer la destination du bien à une activité spécifique afin de poursuivre cette activité, soit à régir les conditions d’exploitation ou de détention du bien spatial afin de protéger des intérêts considérés comme essentiels par les Etats contractants, les mesures prévues au Chapitre III de la Convention et aux articles IX à XII du présent Protocole peuvent être mises en œuvre pour autant qu’elles ne soient pas [directement] contraires à ces règles ou à ces droits. Seul l’Etat concerné est en droit d’invoquer de telles règles ou de tels droits.

Lorsque pour un bien spatial donné, de tels droits ou de telles règles sont soit (i) établis après la constitution de la garantie internationale en vertu de la Convention, soit (ii) utilisés ou interprétés d’une façon qui est incompatible avec l’utilisation ou l’interprétation qui ont été précédemment faites de telles droits ou de telles règles et disproportionnée avec leur objectif premier, et à défaut de tout accord contraire entre les parties, les Etats contractants bénéficiant de tels droit ou de telles règles seront tenus de fournir préalablement au créancier une juste indemnisation à la mesure du préjudice subi par suite de la limitation des droits du créancier”<sup>70</sup>

Le document préparé par M. Lueiro García proposait de combler ce que son auteur considérait être une lacune dans le régime du Cap, à savoir l’absence d’un mécanisme de résolution des différends, dans le contexte de l’avant-projet de Protocole. Compte tenu de la façon dont un conflit entre des Etats et des créanciers garantis sur la question du service public pourrait mettre en péril la viabilité même du futur Protocole, sa suggestion était d’établir en vertu du Protocole un mécanisme de résolution des différends fiable, qui prévoirait en particulier que les différends seraient tranchés par un tribunal arbitral international qui serait constitué sous les auspices de la future Autorité de surveillance.

A la réunion de New York il a été suggéré que l’article XXV du Protocole de Luxembourg<sup>71</sup> puisse être également considéré comme fournissant la base pour une solution au problème du service public dans le cadre de l’avant-projet de Protocole.

<sup>70</sup> Cf. *idem*, 2.

<sup>71</sup> L’article XXV (Matériel roulant ferroviaire affecté au service public) du Protocole de Luxembourg prévoit ce qui suit:

“1. Un Etat contractant peut déclarer à tout moment qu’il continuera d’appliquer, dans la mesure précisée dans sa déclaration, ses règles de droit en vigueur à ce moment qui interdisent, suspendent ou réglementent l’exercice sur son territoire des mesures visées au Chapitre III de la Convention et aux articles VII à IX du présent Protocole, concernant le matériel roulant ferroviaire habituellement utilisé pour fournir un service d’importance publique (“matériel roulant ferroviaire affecté au service public”), tel que précisé dans sa déclaration notifiée au Dépositaire.

2. Toute personne, y compris une autorité gouvernementale ou publique, qui, en vertu des règles de droit d’un Etat contractant qui fait une déclaration en vertu du paragraphe précédent, exerce son droit de prendre ou de conférer la possession, l’utilisation ou le contrôle de tout matériel roulant ferroviaire affecté au service public, préserve et entretient ce matériel dès qu’elle exerce ce droit jusqu’au moment où le créancier recouvre la possession, l’utilisation ou le contrôle du matériel.

3. Au cours de la période indiquée au paragraphe précédent, la personne visée dans ce paragraphe fait ou assure au créancier un paiement égal au plus élevé des deux montants suivants:

- a) le montant que cette personne est tenue de payer en vertu des règles de droit de l’Etat contractant qui fait la déclaration; ou
- b) le loyer de marché d’un tel matériel roulant ferroviaire.

Le premier paiement est effectué dans un délai de dix jours à compter de la date d’exercice de ce droit et les paiements ultérieurs sont effectués le premier jour de chaque mois qui suit. Au cas où, pour un mois donné, le montant payable est supérieur au montant dû par le débiteur au créancier, l’excédent est payé aux autres créanciers selon leur rang et à hauteur de leurs créances, et ensuite au débiteur.

4. Un Etat contractant dont les règles de droit ne prévoient pas les obligations visées aux paragraphes 2 et 3 peut, dans la mesure indiquée dans une déclaration distincte notifiée au Dépositaire, déclarer qu’il n’appliquera pas ces paragraphes au matériel roulant ferroviaire désigné dans sa déclaration. Rien dans le présent paragraphe ne fait obstacle à ce qu’une personne convienne avec le créancier qu’elle



Des réserves ont été exprimées par des représentants des communautés financières et commerciales internationales de l'espace à la réunion de New York concernant la faisabilité des deux premières solutions sur les trois proposées dans le Rapport provisoire sur le service public.

(ii) Discussion

La proposition de Sir Roy Goode de texte alternatif de l'avant-projet de Protocole <sup>72</sup> contenait une autre approche possible à la question du service public. Selon cette approche, un créancier entendant exercer les mesures pour inexécution devrait accorder un certain délai à l'autorité ayant conféré les droits connexes, pendant lequel l'État contractant en vertu du droit duquel ces droits ont été conférés serait tenu d'assurer que cette autorité ou toute autre autorité ou personne qui serait désignée :

- prend à sa charge ou donne pouvoir à un autre organe compétent de prendre à sa charge les obligations du débiteur en vertu du contrat ;
- permet au créancier d'exercer les mesures; ou
- indemnise le créancier pour toute perte subie en raison de son impossibilité d'exercer les mesures.

Une deuxième proposition <sup>73</sup> a été présentée par un représentant des communautés financières et commerciales internationales de l'espace au nom du Groupe Finmeccanica, selon laquelle, en cas d'inexécution, les mesures du créancier devraient inclure un droit de substitution lui permettant d'utiliser les signaux émis par les satellites dans les mêmes conditions que celles accordées au débiteur :

- qui pourra être exercé après notification donnée à l'autorité nationale concernée et les personnes intéressées, telles que le débiteur;
- à condition que le créancier s'engage à assurer la poursuite du service public en question;
- prévoyant la nomination d'un exploitant qui devra être approuvé par l'Etat concerné;
- l'État pouvant utiliser tout mécanisme d'approbation en vertu de son droit, à condition qu'il ne soit pas fait substantiellement obstacle à l'exercice par le créancier de son droit de substitution par des mesures injustifiées ou discriminatoires; et
- l'État étant autorisé, en cas de toute interruption ou dysfonctionnement du service public causé, soit directement soit indirectement, par la substitution par le créancier ou pour toute raison imputable à l'exploitant nommé par le créancier, à prendre des mesures contre le créancier et l'exploitant, y compris la révocation de la substitution dans les cas les plus graves.

---

exécutera les obligations visées aux paragraphes 2 ou 3, ni ne porte atteinte à l'exécution de tout accord ainsi conclu.

5. Une déclaration initiale ou subséquente faite en vertu du présent article par un Etat contractant ne porte pas atteinte aux droits et garanties des créanciers nés d'un contrat conclu avant la date de la réception de la déclaration par le Dépositaire.

6. L'Etat contractant qui fait une déclaration conformément au présent article tient compte de la protection des intérêts des créanciers et de l'effet de la déclaration sur la disponibilité du crédit."

<sup>72</sup> Cf. Proposition de texte alternatif §§ 13-17.

<sup>73</sup> Cf. Proposition de Finmeccanica.

Un représentant gouvernemental a indiqué que l'imposition de restrictions à l'exercice par le créancier de mesures en cas d'inexécution en vertu de la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux, constituerait un obstacle important au financement garanti des biens spatiaux et, en particulier, que toute règle allant à l'encontre de la transparence, de l'exécution rapide des droits du créancier ou de la certitude quant à l'application des règles de priorité de la Convention diminuerait la confiance des créanciers et augmenterait l'incertitude juridique, alors qu'il s'agit de deux objectifs que l'avant-projet de Protocole vise à améliorer. Ce représentant craignait également que si on laissait aux Autorités nationales la réglementation de la question du service public, cela diminuerait la sécurité et la prévisibilité pour le créancier, et il a suggéré de rechercher une solution semblable à celle contenue à l'article XXV du Protocole de Luxembourg.

Toutefois plusieurs représentants, tant gouvernementaux que des communautés financières et commerciales internationales de l'espace, ont noté que l'avant-projet de Protocole traite de catégories de matériels très différentes de celles couvertes par le Protocole de Luxembourg et qu'il était vital qu'un Gouvernement puisse se substituer au débiteur en cas de défaillance, ce qui excluait toute adaptation éventuelle de l'article XXV du Protocole de Luxembourg en vue d'assurer une protection en vertu de l'avant-projet de Protocole. Un représentant des communautés financières et commerciales internationales de l'espace a indiqué que la solution consistant à permettre au créancier de succéder dans les droits du débiteur serait particulièrement attrayante pour les parties concernées par l'inexécution, car elle favoriserait une action rapide dans l'intérêt du créancier.

La partie de la proposition de Sir Roy Goode se référant à une indemnisation à verser en cas d'expropriation a été considérée par un représentant gouvernemental comme soulevant des problèmes particuliers pour les Etats en développement – eu égard à l'importance vitale que revêt l'accès aux services basés dans l'espace –, qui pourraient être dans l'incapacité de payer une telle indemnisation, et se trouveraient ainsi gravement désavantagés lorsqu'une situation d'inexécution se présenterait sur leur territoire.

Un représentant des communautés financières et commerciales internationales de l'espace a insisté sur la relation existant entre la question de la protection du fonctionnement des services basés dans l'espace de caractère public en cas d'inexécution, et la question du transfert des droits connexes.

### (iii) Conclusion

Il a été convenu qu'un Sous-comité serait invité à élaborer des propositions de solutions au problème du service public qui pourraient être soumises au Comité d'experts gouvernementaux lorsque celui-ci serait reconvoqué. Le Sous-comité devrait retenir les solutions le plus à même de recueillir un consensus, en vue d'achever dans les meilleurs délais l'avant-projet de Protocole.

### (f) *Autres questions en suspens*

#### (i) Comment accroître la valeur du futur avant-projet de Protocole

##### (a) Contexte

A la première session du Comité d'experts gouvernementaux, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a proposé d'ajouter, soit à l'article IX soit comme nouveaux articles distincts, des dispositions concernant des catégories de garanties économiques<sup>74</sup>. Ces mesures devraient viser à la protection des revenus, à garantir la transparence des obligations de service public, de leurs

---

<sup>74</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/1/Rapport, § 65.

tarifs et des autres limitations, la cessibilité des créances, le rapatriement des revenus, et à envisager une procédure de pré-qualification d'opérateurs ou de tout autre cessionnaire susceptible de prendre le relais du débiteur. Ce Gouvernement a indiqué que d'autres garanties économiques mériteraient peut-être d'être couvertes concernant les hypothèses de reprise d'activité ou la prise en charge des risques par l'Etat. Les délégations qui se sont exprimées sur cette proposition ont exprimé leur vif intérêt mais ont déclaré qu'elles auraient besoin de voir une proposition écrite pour être en mesure de prendre position à cet égard <sup>75</sup>.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a soumis deux propositions à la réunion de New York visant à accroître la sécurité offerte par le futur Protocole <sup>76</sup>. La première proposition était destinée à faciliter la possibilité pour le créancier de recevoir (y compris d'encaisser les sommes dues) la prestation due par le débiteur de la main de tiers pour ce qui est du bien spatial ; la deuxième proposition réduirait les effets négatifs résultant des contraintes juridiques attachées à l'exécution d'une garantie internationale, telles que les prescriptions administratives en matière de communications et de sécurité nationale ainsi que les règles destinées à protéger la fonction de service public des biens spatiaux.

(β) Discussion

Ce même Gouvernement a présenté des propositions visant à accroître la valeur de l'avant-projet de Protocole pour l'encouragement du crédit. Ces propositions tendaient en particulier à créer un environnement de plus grande sécurité pour les créanciers compte tenu de la compétence réglementaire des Gouvernements de délivrer les licences en matière de lancement et d'exploitation de satellites. Il a en conséquence suggéré que des dispositions soient ajoutées dans l'avant-projet de Protocole qui renforceraient à la fois le droit du créancier au flux de revenus générés par le satellite, y compris au cas où une procédure aurait été engagée en vue du transfert de droits connexes, et son droit de prendre les mesures appropriées pour préserver le fonctionnement du satellite.

(γ) Conclusion

Il a été convenu qu'un document exposant et expliquant ces propositions serait préparé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour examen par le Comité d'experts gouvernementaux, lorsqu'il serait reconvoqué, à sa prochaine session.

(ii) Insolvabilité

(α) Discussion

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a proposé que l'on examine la possibilité de revoir les dispositions en matière d'insolvabilité de l'avant-projet de Protocole à la lumière des dispositions sur l'insolvabilité contenue dans le Protocole aéronautique et dans le Protocole de Luxembourg.

(β) Conclusion

Il a été convenu qu'un groupe de travail consultatif informel chargé d'examiner les solutions possibles en matière d'insolvabilité, extérieur au Comité pilote, serait organisé par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et préparerait un rapport qui sera soumis au Comité d'experts gouvernementaux, lorsqu'il sera reconvoqué, à sa prochaine session.

---

<sup>75</sup> Cf. C.E.G./Pr. spatial/1/Rapport, § 66.

<sup>76</sup> Cf. Propositions visant à accroître la valeur de crédit du futur Protocole spatial.

(iii) Droits de sauvetage

(a) Contexte

Mme Pamela Meredith, Co-Présidente du Groupe des Pratiques du Droit de l'Espace, a rendu compte à la réunion de New York de l'intérêt de plusieurs parmi les principaux assureurs du secteur spatial à voir les droits de sauvetage protégés en vertu du futur Protocole. Il a été convenu qu'elle présenterait une proposition écrite au nom de ces assureurs au Secrétariat. Cette proposition a été en effet présentée <sup>77</sup>.

(β) Discussion

Mme Meredith a présenté la proposition qu'elle avait soumise, au nom des principaux assureurs de l'espace, visant à ce que les droits de sauvetage soient couverts en vertu de la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux. Elle a souligné l'importance de l'assurance dans l'obtention de financement en vue d'un lancement ainsi que pour l'obtention des licences d'exploitation. Elle a précisé que, par le règlement d'une créance se rapportant à un bien spatial, l'assureur acquiert soit un droit de propriété sur le bien pour le sauvetage (même en cas de perte totale) soit, plus communément, un droit aux revenus (recevant ainsi un pourcentage sur les revenus produits par un satellite partiellement défectueux). Toutefois, le droit de l'assureur n'étant pas considéré comme une "garantie internationale" ou un "contrat de vente", il est exposé au risque qu'un acheteur de rang inférieur puisse acquérir un droit sur le bien spatial libre du droit de l'assureur; en outre, un assureur ne serait pas autorisé à agir en vertu d'une subrogation dans les droits de cet acheteur de rang inférieur.

Pour porter remède à ces problèmes, et elle a proposé plusieurs options: tout d'abord, que l'avant-projet de Protocole crée une nouvelle catégorie de droits au titre du sauvetage ; deuxièmement, qu'il traite les droits de propriété acquis au titre du sauvetage comme un "contrat de vente" (ainsi que le préconise la proposition de Sir Roy Goode de texte alternatif de l'avant-projet de Protocole <sup>78</sup>) ; troisièmement, que la cession des droits du débiteur s'applique en vertu de l'avant-projet de Protocole aux droits aux revenus acquis au titre du sauvetage et, finalement, qu'une créance de sauvetage soit traitée comme une garantie internationale.

Plusieurs représentants gouvernementaux ont convenu que les créances de sauvetage des assureurs sont importantes et méritent protection en vertu de l'avant-projet de Protocole. En revanche, on a fait remarquer que pour autant que les droits aux revenus acquis au titre du sauvetage portent sur des créances de sommes d'argent, il ne serait pas appropriée que de tels droits soient couverts en vertu de l'avant-projet de Protocole, lequel, de l'avis général, ne devrait s'appliquer qu'à des droits portant sur des biens matériels, compte tenu de la nature réelle du régime du Cap.

(γ) Conclusion

il a été convenu qu'un groupe de travail informel sur les droits de sauvetage, externe au Comité, serait constitué en vue de préparer une proposition à soumettre au Comité d'experts gouvernementaux, lorsqu'il serait reconvoqué, à sa prochaine session.

---

<sup>77</sup> Cf. Proposition d'inclure les droits de sauvetage.

<sup>78</sup> Cf. Proposition de texte alternatif, §§ 18 et 19.

#### IV. TRAVAUX FUTURS

L'objectif premier du Comité est la poursuite des travaux intersessions qui ont déjà été engagés ou le lancement des travaux sur les trois questions principales en suspens se rapportant aux travaux intersessions du Comité d'experts gouvernementaux de telle sorte à former un consensus relativement aux solutions proposées – ces questions étant : 1 l'identification des biens spatiaux et la question connexe de la définition des "biens spatiaux" aux fins du champ d'application de l'avant-projet de Protocole, en particulier la question des composants ; 2 la question de savoir comment la Convention telle qu'elle s'applique aux biens spatiaux pourrait être étendue aux droits du débiteur et pour droits connexes ; 3 la question du service public.

Le Comité était parvenu à un consensus sur l'identification des biens spatiaux, tout en reconnaissant que cette question devrait bien entendu faire l'objet d'un examen plus approfondi le moment venu par le Sous-comité.

Le Comité était globalement parvenu à un accord relativement à la définition des biens spatiaux et des composants, mais la question des mesures en cas d'inexécution relativement aux composants, compte tenu des opinions divergentes qui se sont manifestées, a été déferée à un Sous-comité. Ce Sous-comité, dont les travaux seraient coordonnés par le Gouvernement allemand, le Secrétariat fournissant un soutien organisationnel, serait composé des Gouvernements de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, de MM. Olaf Gebler, Francesco Giobbe, Robert Gordon, Ian Jarritt, de Mme Martine Leimbach et de M. Schmidt-Tedd, ainsi que du Président.

Le Comité avait également atteint un consensus sur la question des droits du débiteur et des droits connexes.

Le Comité était convenu de constituer un Sous-comité, dont les échanges se tiendraient par voie électronique et par conférences téléphoniques, et qui serait coordonné par le Secrétariat, en vue de préparer des propositions de solutions possibles au problème du service public qui pourraient être soumises au Comité d'experts gouvernementaux, lorsque celui-ci serait reconvoqué. Ce Sous-comité serait composé des Gouvernements de l'Allemagne, de la Chine et des États-Unis d'Amérique, ainsi que d'autres Gouvernements – pour autant qu'ils le souhaitent – tels que ceux du Mexique et de la Fédération de Russie, ainsi que des représentants de Finmeccanica et Mme Leimbach (ou, en cas d'empêchement, un autre représentant de Calyon), au nom des institutions financières dont le rôle a été estimé essentiel pour parvenir à une solution commercialement viable.

Il a cependant été convenu que la participation aux travaux des Sous-comités établis par le Comité devrait être ouverte aux autres membres du Comité.

Le Comité a invité les co-présidents du Comité de rédaction du Comité d'experts gouvernementaux, le Canada et le Royaume uni, dans les personnes des représentants de ces Gouvernements participant au Comité, à savoir M. Michel Deschamps et Sir Roy Goode, à mettre en oeuvre les conclusions auxquelles il était parvenu sur les questions clés en suspens, dans un texte alternatif de l'avant-projet de Protocole, qui serait préparée en anglais. Le calendrier pour la préparation de cette version alternative prévoyait la présentation d'un premier texte à soumettre à l'examen de tous les membres du Comité avant la fin juin 2008, avec une invitation à ces derniers de soumettre toutes les observations nécessaires – y compris concernant la mesure dans laquelle ce texte était considéré refléter fidèlement les décisions prises par le Comité – avant la mi-septembre 2008 ; après quoi, une deuxième version alternative serait préparée pour la mi-novembre 2008 par M. Deschamps et Sir Roy à la lumière de ces observations, échéance à laquelle les Sous-comités établis par le Comité seraient invités à présenter leurs conclusions. Il était

essentiel qu'une décision concernant la reconvoque du Comité d'experts gouvernementaux puisse alors être prise, en toute connaissance de cause.

Compte tenu de l'importance que le Secrétariat soit en mesure d'entreprendre dès que possible les consultations en vue de former un consensus sur les conclusions adoptées par le Comité telles qu'elles seront reflétées dans la version alternative – conformément à la décision en prises par l'Assemblée générale d'UNIDROIT – non seulement parmi les Gouvernements participant au Comité d'experts gouvernementaux mais non représentés au Comité, mais également parmi les opérateurs clés des communautés financières et commerciales internationales de l'espace qui n'ont pas été impliqués dans les travaux du Comité –, on a suggéré que le Secrétariat procède dès juillet 2008, à savoir lorsque le premier projet de version alternative serait disponible. De cette façon, le Secrétariat pourrait transmettre les commentaires issus de cette procédure de consultation à M. Deschamps et Sir Roy en vue de la préparation d'une version alternative finale.

À ce sujet, l'intention était que cette version alternative finale soit achevée, sur la base non seulement des commentaires soumis par les membres du Comité et les conclusions des travaux de ces Sous-comités, mais également des réactions aux consultations du Secrétariat visant à la constitution d'un consensus parmi les Gouvernements et les représentants clés des communautés financières et commerciales internationales de l'espace qui n'était pas représentés au Comité, avant la mi-janvier de 2009 de façon à envoyer en février 2009 les invitations en vue de la tenue d'une troisième session du Comité d'experts gouvernementaux, dont on espérait qu'elle pourrait se tenir en mai 2009.

Il a été convenu que dans la mesure du possible, les Sous-comités constitués par le Comité chercheraient à réaliser leurs travaux sans que cela implique de réunion comportant des déplacements.

Le Secrétariat a annoncé qu'il commencerait la préparation d'un texte français de la version alternative de l'avant-projet de Protocole dès que M. Deschamps et Sir Roy auraient achevé le premier projet de version alternative, compte tenu du rôle important qu'un texte français ne manquerait pas d'avoir dans le contexte des efforts de formation d'un consensus, par exemple auprès d'interlocuteurs dont la langue maternelle était peut-être autre que l'anglais ou le français mais pour qui un texte français pourrait être plus aisément compréhensible.

Suite à la réaction favorable réservée à la proposition faite par un membre du Comité visant à permettre aux droits de sauvetage d'être inscrits en vertu du Protocole envisagé, il a été convenu qu'un groupe de travail informel sur les droits de sauvetage, externe au Comité, serait constitué, coordonné par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et auquel participeraient Mme Meredith et M. Sylvain Devouge, en vue de préparer une proposition qui, bien que ne concernant pas l'une des quatre questions clés en suspens relevant de la compétence du Comité, pourrait être soumise au Comité d'experts gouvernementaux, lorsqu'il serait reconvoqué.

Tout en prenant acte des préoccupations exprimées par un Gouvernement qui préconisait de ne pas traiter trop de nouvelles questions alors qu'il était important de s'attacher aux questions précisément déferées au Comité, il a été décidé, conformément à une proposition présentée par un Gouvernement, qu'un groupe de travail consultatif informel se pencherait sur les dispositions alternatives en matière d'insolvabilité en vertu de l'avant-projet de Protocole. Ce groupe se réunirait indépendamment du Comité, et sa participation serait ouverte à tous ceux qui le souhaitent. Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique coordonnerait les travaux de ce groupe dont l'objectif serait de préparer un rapport à soumettre au Comité d'experts gouvernementaux, lorsqu'il serait reconvoqué.

Il a été enfin décidé qu'il était essentiel que tous ceux qui sont impliqués dans les travaux de Sous-comités constitués par le Comité, le groupe de travail informel sur les droits de sauvetage et le groupe de travail consultatif informel concernant les dispositions en matière d'insolvabilité tiennent régulièrement le Secrétariat informé de leurs travaux de façon à ce qu'il puisse s'acquitter des fonctions de supervision et de contrôle qui lui ont été assignées par l'Assemblée générale d'UNIDROIT relativement au Comité.





**LISTE DES PARTICIPANTS**

**REPRESENTANTS DES GOUVERNEMENTS**

ALLEMAGNE	Mr Hans-Georg BOLLWEG Head of Division Federal Ministry of Justice; Member of the UNIDROIT Governing Council <i>Berlin</i>
	Ms Katharina SCHNELL Federal Ministry of Justice <i>Berlin</i>
	Mr Karl F. KREUZER Emeritus Professor of Law University of Würzburg <i>Würzburg</i>
CANADA	M. Jean-Michel DESCHAMPS Attorney McCarthy Tétrault <i>Montréal</i>
CHINE (REPUBLIQUE POPULAIRE DE)	Mme ZHANG Huiling Chief Assistant Department of Law and Treaties Ministry of Commerce <i>Beijing</i>
	Mr SHEN Qin Min Chief Assistant Department of Treaty and Law Ministry of Foreign Affairs <i>Beijing</i>
ESPAGNE	Mr Juan LUEIRO GARCÍA Deputy Head of Mission Embassy of Spain in Angola <i>Luanda</i>
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	Mr Harold S. BURMAN Executive Director Office of the Legal Adviser Department of State <i>Washington, D.C.</i>
	Mr Steven L. HARRIS Professor of Law Chicago-Kent College of Law Illinois Institute of Technology <i>Chicago, Illinois</i>
	Mr Louis E. EMERY Senior Counsel Office of the General Counsel Import-Export Bank of the United States of America <i>Washington, D.C.</i>

	<p>Mr K. Koro NURI Counsel Office of the General Counsel Import-Export Bank of the United States of America <i>Washington, D.C.</i></p>
	<p>Mr Shane PETERSEN Second Secretary Economic and Global Affairs Embassy of the United States of America in Germany <i>Berlin</i></p>
FRANCE	<p>Ms Christine MOREAU Magistrat de liaison Ministère de la Justice <i>Berlin</i></p>
GRECE	<p>Ms Elina MOUSTAIRA Professor of Comparative Law University of Athens <i>Athènes</i></p>
ITALIE	<p>Mr Sergio MARCHISIO Professor of Law; Director Institute of International Legal Studies University of Rome I; <b>Président du Comité d'experts gouvernementaux</b> <i>Rome</i></p>
JAPON	<p>Mr Norihiko SAEKI Deputy Director Space Industry Office Manufacturing Industries Bureau Ministry of Economy, Trade and Industry <i>Tokyo</i></p>
MEXIQUE	<p>Mr Rodrigo GUZMAN ARAUJO MERIGO Director Office of the Legal Counsel Federal Commission for Telecommunications <i>Mexico City</i></p> <p>Mr Carlos FERNANDEZ DITTMANN Multilateral Affairs Attaché Embassy of Mexico in Germany <i>Berlin</i></p>
ROYAUME-UNI	<p>Sir Roy GOODE Emeritus Professor of Law University of Oxford; <i>representing the British National Space Centre Oxford</i></p>

**REPRESENTANTS DES COMMUNAUTES FINANCIERES ET  
COMMERCIALES INTERNATIONALES DE L'ESPACE**

M. Francesco AMICUCCI	General Counsel Thales Alenia Space Italia <i>Rome</i>
Mme Isabelle ARNOLD	Legal Consultant German Space Agency <i>Bonn</i>
M. Vittorio COLELLA ALBINO	General Counsel Telespazio S.p.A. <i>Rome</i>
M. David J. DEN HERDER	Counsel Space Exploration Technologies ("SpaceX") <i>Washington, D.C.</i>
M. Sylvain DEVOUGE	Contract Adviser Aviation & Space Department Marsh S.A. <i>Paris</i>
M. Francesco Paolo GIOBBE	Vice President Legal Group General Counsel EADS Astrium <i>Toulouse</i>
M. Olaf GEBLER	Partner Baker & McKenzie <i>Frankfurt am Main</i>
M. Robert W. GORDON	Vice-President, Space & Defense Boeing Capital Corporation <i>El Segundo, California</i>
M. Yoichi IIZUKA	Director of the Board, Senior Managing Executive Officer, JSAT Corporation; Director of the Board, COO & CFO, Space Communication Corporation <i>Tokyo</i>
M. Ian JARRITT	Director and Chief Financial Officer ManSat Limited <i>Onchan</i>
Mme Martine LEIMBACH	Responsable conformité juridique et contrôle interne Direction des affaires juridiques Crédit Agricole S.A. <i>Paris</i>
Mme Pamela MEREDITH	Co-Chair Space Law Practice Group Zuckert Scoutt Rasenberger LLP <i>Washington, D.C.</i>
M. Bernhard SCHMIDT-TEDD	Head of Legal and Business Support German Space Agency <i>Bonn</i>

M. Alain STEVIGNON	Senior International Counsel Thales Alenia Space France <i>Paris</i>
M. Takashi UEDA	General Manager Legal Department Space Communication Corporation Sky Perfect JSAT Group <i>Tokyo</i>
Mme Giedre VALENTAITE	Legal Office European GNSS Supervisory Authority (G.S.A.) <i>Brussels</i>
M. Jean-Claude VECCHIATTO	Solicitor Vice President/Head of Corporate and Project Finance Legal Affairs European Aeronautic Defence and Space Company (EADS) <i>Paris</i>
M. Elmar WINS-SEEMAN	Senior Legal Counsel EADS Astrium <i>Munich</i>

#### **OBSERVATEURS**

#### **GOUVERNEMENT**

FEDERATION DE RUSSIE	M. Vyacheslav USTINOV First Secretary Embassy of the Russian Federation in Germany/ Deputy Trade Representative of the Russian Federation in Germany <i>Berlin</i>
	Mr Vladimir BYKOV Second Secretary Embassy of the Russian Federation in Germany <i>Berlin</i>

#### **AUTRES**

M. Oliver HEINRICH	Attorney <i>Cologne</i>
M. Paul LARSEN	Adjunct Professor Georgetown University Law Center <i>Washington, D.C.</i>

**STEERING COMMITTEE**

**to build consensus around the provisional conclusions reached as regards the preliminary draft Space Assets Protocol to the Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment by the Government/industry intersessional meeting held in New York on 19 and 20 June 2007:**

**LAUNCH MEETING**

**(Berlin, 7/9 May 2008)**

*Agenda*

*(prepared by the UNIDROIT Secretariat)*

1. Opening of the meeting
2. Election of the Chairman
3. Adoption of the agenda
4. Organisation of work for the meeting
5. Consideration of the key outstanding issues in respect of the preliminary draft Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment (UNIDROIT 2004 Study LXXIIJ - Doc. 13 rev.), in particular in the light of the conclusions to be drawn from the Government/industry intersessional meetings held in London on 24 April 2006 and in New York on 19 and 20 June 2007 and, first, the alternative version of the preliminary draft Space Assets Protocol prepared by Sir Roy Goode to reflect his reading of the provisional conclusions reached at the New York Government/industry meeting, secondly, the paper under preparation by the Government of Germany and the German Space Agency on components and, thirdly, the paper under preparation by the Government of Germany on debtor's rights and related rights <sup>1</sup>
6. Future work of the Steering Committee
7. Any other business.

---

<sup>1</sup> The two papers under preparation referred to in the draft agenda will be distributed shortly.



**STEERING COMMITTEE**

**to build consensus around the provisional conclusions reached as regards the preliminary draft Space Assets Protocol to the Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment by the Government/industry intersessional meeting held in New York on 19 and 20 June 2007:**

**LAUNCH MEETING**

**(Berlin, 7/9 May 2008)**

*A PROPOSAL FOR AN ALTERNATIVE TEXT OF THE PRELIMINARY DRAFT SPACE PROTOCOL  
IN THE LIGHT OF THE PROVISIONAL CONCLUSIONS REACHED AT THE GOVERNMENT/INDUSTRY  
MEETING HELD IN NEW YORK ON 19 AND 20 JUNE 2007*

*Explanatory Memorandum<sup>1</sup>*

*(prepared by Professor Sir Roy Goode  
Adviser to the UNIDROIT Secretariat on the  
UNIDROIT Committee of governmental experts for the preparation of a draft Protocol to the  
Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Space Assets)*

**Introduction**

1. In preparation for the meeting of governmental and industry experts at New York the UNIDROIT Secretariat circulated a draft revision of the Space Protocol I had prepared, together with an Explanatory Memorandum. It was agreed that this revised text, rather than the text of December 2003,<sup>2</sup> be taken as the basis for future discussion. The approach embodied in the revised draft received a general welcome, but a number of issues were raised and points made which I have sought to reflect in the new revision prepared for the forthcoming meeting of the Steering Committee in June 2008 set forth in Appendix I to this explanatory memorandum. I have taken the opportunity to introduce other changes, as shown in the brief annotations to the draft and described below, for consideration by the Steering Committee. In addition the Articles have been renumbered from Article III onwards to replace with cardinal numbers the ordinals previously inserted as intermediate numbers to avoid renumbering. A table of concordance between the old numbering and the new is attached as Appendix II to this explanatory memorandum. I have not attempted any revision of Article XXVII (Contracting State's limitation of remedies) as this depends on the outcome of a policy debate, but the present memorandum contains suggestions for the general approach.

---

<sup>1</sup> In preparing the paper I have been greatly assisted by consultations with Professor Steven Harris and Mr Christopher Rees of Herbert Smith LLP. The new draft Protocol attached reflects a number of points they made, though they are not responsible for any shortcomings in the draft.

<sup>2</sup> C.G.E./Space Pr./W.P.3.

## Sphere of application

### *Components*

2. The draft discussed in New York sought to narrow the application of the Protocol as regards components by listing principal objects - satellites, transponders, etc. – that clearly ought to be registrable and limiting registrable components to those where the component supplier reached agreement with the owner of the principal object that the components should retain their separate identity after incorporation so as to be separately registrable. Nevertheless at the meeting in New York continuing concern was expressed about the complexities resulting from the separate treatment of components and the feasibility of retaining meaningful rights in them after incorporation. The new draft removes components as items capable of independent registration and follows the Aircraft Protocol and Luxembourg Protocol in incorporating them into the definition of the principal object. There are three reasons for this approach:

- (1) Neither of the other Protocols provides for the separate registration of interests in components, and there seems little reason to adopt a different treatment for components of satellites.
- (2) While components are on earth, dealings in them can be adequately regulated by domestic law. Once they are in space and incapable of independent control they cannot be reached by the creditor financing them and cease to be of value to that creditor.
- (3) To allow separate registration of interests in components opens the way for a very large number of registrations and raises considerable problems in distinguishing satellite components from other components and in prescribing workable identification criteria.

### *New forms of space asset*

3. Article 1(2)(l) seeks to cover the various categories of space asset currently in use. But with the advance of technology new types of asset may be manufactured. So at the end of the list I have inserted “or other object capable of independent control.” Space experts will be able to advise whether this is a workable description and, more generally, whether the definition as a whole is technically correct and sufficiently inclusive. The entire list is qualified by the words “man-made” so as to exclude celestial objects such as the Moon. An alternative is “artificial.”

### *Debtor's rights and related rights*

4. Considerable importance is attached by the space industry to what are described as “debtor's rights” and “related rights” respectively. These terms were introduced by a paper prepared by the Space Working Group.<sup>3</sup> “Debtor's rights” are defined in Article 1(2)(b) as “all rights to payment or other performance due to a debtor by any person with respect to a space asset.” Typically such rights take the form of contractual entitlements, for example, sums payable to a debtor as lessor under a lease of the space asset or under a licence conferring an indefeasible right of use. These represent a valuable part of the security given by the debtor to its creditor. They are to be distinguished from “associated rights”, which are rights to payment or other performance due by the debtor to the creditor (Convention, Article 1(c)), whereas debtor's rights are rights vested in the debtor itself. “Related rights” are in essence government or other official licences and permits granted to the debtor to manufacture, launch, etc, a space asset. It was originally envisaged that interests in debtor's rights and related rights would themselves be registrable as international

---

<sup>3</sup> C.G.E./Space Pr./2/W.P.4, October 2004.



interests, but there were serious drawbacks to this approach<sup>4</sup> and it has been replaced by provision for recording of debtor's rights and related rights as part of the registration of an international interest, either at the time of that registration or subsequently (Article VII). The record would then be governed by registration and priority rules similar to those governing the international interest itself and would be inextricably linked to registration of the international interest, so that a rights assignment recorded in the registration of a prospective international interest would be treated as unrecorded unless and until the prospective international interest became an international interest (Article VIII(2)) and if a registration of an international interest were discharged the record would likewise be discharged (Article VII(4)). This ensures that debtor's rights and related rights cannot be the subject of an independent registration, which would intrude into the area of general receivables financing covered by the 2001 UN Convention on the assignment of interests in international trade.

#### *Transfer of related rights*

6. Article II(2) had provided that the Convention and Protocol did not determine whether debtor's rights or related rights were transferable or assignable. The new text makes two changes. First, it omits the reference to debtor's rights, since these will primarily be contractual and it goes without saying that their transferability or assignability is governed by the applicable law. Related rights, however, are licences and permits issued by governmental or other authority. For these it seems appropriate to move from the negative to the positive and state that their transferability or assignability is determined by the law pursuant to which they are granted or issued.

#### *Rights assignment/rights re-assignment*

7. The draft put forward by the SWG contained provisions for a "rights security agreement", in essence an agreement for a charge over debtor's rights and related rights. In New York the question was raised why outright assignments were not included. One answer to this might be that in general such assignments do not occur in a debtor-creditor relationship, where the intention is to give the creditor a security interest only. However, there may be a case for including an outright assignment of debtor's rights or related rights in reduction or discharge of an indebtedness, and the revised text accordingly replaces "rights security agreement" with "rights assignment", meaning an assignment by way of security or in reduction or discharge of an existing indebtedness. The original wording can always be restored if the Steering Group takes the view that this extension is not needed. Opportunity has been taken to relabel "rights assignment" as "rights re-assignment" in the interests of clarity.

8. Article V has been slightly reworded to refer to the manner in which a rights assignment is constituted rather than to say what it is, which is awkward, given that it has already been defined in Article I(2)(i). It is true that the earlier draft followed Article V of the Aircraft Protocol relating to contracts of sale, but the latter reflected the fact that "contract of sale" was not defined in the Aircraft Protocol, only in the Convention. In the new draft now presented Article V follows Article 7 of the Convention. A similar amendment has been made to Article X(1).

#### **Definitions**

9. The revised text makes certain changes to the definitions. Some of these have been mentioned above. Others are explained in the annotations to Article I(2).

---

<sup>4</sup> See my earlier Explanatory Memorandum dated 20<sup>th</sup> July 2006.

### **Identification of space assets**

10. Under the Convention unique identification of the object is required both for the constitution of an international interest and for registration purposes. At the Diplomatic Conference in Luxembourg it was pointed out that for the purposes of the relationship between creditor and debtor there was no need for unique identification. All that was necessary was the asset, including an after-acquired asset, could be identified as falling within the scope of the agreement. On this basis there could be no objection to an agreement covering a class of assets or all present and future assets, and this would avoid the need for a separate agreement each time the debtor acquired a new asset. Accordingly the Luxembourg Protocol distinguishes the identification requirements for the constitution of an agreement from those applicable to registration, the former allowing generic descriptions (Article V) whilst the latter requires unique identification (Article XIV). I have therefore ventured to adopt this approach in Article XVI of the new draft, which combines the effect of Articles V and XIV of the Luxembourg Protocol. Article XI(2) follows Article 5(b) of the 1988 UNIDROIT Convention on International Factoring.

11. It seems desirable that the identification criteria should not be left exclusively to regulations. Article XVI(3) therefore contains some suggested basic criteria which can be supplemented by regulations.

### **Default remedies**

12. The provisions on default remedies have been re-arranged so as to bring them together in the same Chapter.

### **Public service exemption**

13. In view of the increasing practice of States to utilize the resources of the private sector to provide public telecommunication, air navigation and other services, there has been much debate about the importance of ensuring that these services should not be interrupted by the exercise of creditors' remedies. On the other hand, service providers and their financiers need to protect their investment. The question, then, is how best to balance the concerns of States with the legitimate interests of creditors. Article XVI of the earlier text, reproduced without amendment in Article XXVII of the draft revised text, offers one approach. This, however, is unsatisfactory in a number of respects. In particular:

- (1) for the reasons set out below it goes beyond what is needed to protect the continuity of services;
- (2) the alternative versions of paragraph 3 currently appear in conjunction with paragraph 2, whereas in reality they are alternatives to paragraph 2;
- (3) there is no protection for creditors in the shape of either the assumption of the defaulting debtor's obligations by a government or other authority taking control of the space asset or the payment of compensation.

14. The issues have been canvassed in informative papers from a number of governments and other parties and various alternatives have been propounded. Reference has also been made to Article XXV of the Luxembourg Protocol (the text of which is reproduced in Appendix III to this explanatory memorandum). Each of the proposals addresses some concerns but not others. On that basis none of them can be regarded as wholly satisfactory. This Paper is an attempt to simplify and clarify the issues and to suggest a way forward.

*How far need restrictions on remedies go?*

15. All the alternative versions would enable a Contracting State, under stated conditions, to limit or suspend the exercise of all remedies provided by the Convention and Protocol. This goes well beyond what is necessary. So long as the exercise of a particular remedy does not result in the interruption of public services there seems no good reason to interfere with creditors' remedies at all. It needs to be borne in mind that concerns over the identity and qualifications of a licence holder are not matters to be addressed in the Protocol at all; they are already adequately covered by existing licensing regimes which, being in the field of public law, take precedence over private rights, including Convention rights. Thus the assumption, whether through command codes or otherwise, of possession, control, management or use of a space asset by the creditor or a person to whom the creditor sells or leases the asset will already be regulated and needs no special treatment in the Protocol. The collection or receipt of income or profits is a remedy which in itself has no impact on the continuance of public services.

16. It follows from the above that the only power that needs to be reserved to a Contracting State by the Protocol is a power to restrict the exercise of remedies to the extent that these would result in the interruption of public services.

*Safeguarding the interests of creditors*

17. Where the debtor defaults and the creditor is precluded from exercising a remedy that would result in the interruption of public service it is reasonable that the creditor should be provided with safeguards against economic loss, particularly since suspension of the creditor's right to enforce its security could constitute direct or indirect expropriation in international law. One approach is to include a provision in the Protocol that a creditor intending to exercise such a remedy shall first give not less than [10] days notice of its intention to do so to the grantor of the related rights, during which time the Contracting State under the laws of which the related rights were granted shall procure the grantor of the related rights or other designated authority or person:

- (1) to assume or procure another competent body to assume the obligations of the debtor under the agreement; or
- (2) to permit the creditor to exercise the remedy in question; or
- (3) to compensate the creditor for any loss it suffers as the result of its inability to exercise the remedy in question.

This provides a simple form of safeguard which offers alternatives to the Contracting relevant State but does not involve a Contracting State's declaration. I have not sought to draft a provision to this effect because it depends on policy decisions and there may be technical and ancillary matters to be dealt with, for example, whether a Contracting State should be required to designate the authority by declaration at the time of ratification (with power to amend by a subsequent declaration) and whether a command control escrow account might provide a mechanism for handling matters relating to control of the asset.<sup>5</sup>

**Salvage interests**

18. At the meeting in New York those representing the satellite insurance industry drew attention to the fact that where an insurer covering the interests of creditor and debtor in a

---

<sup>5</sup> See the UNIDROIT Secretariat's Interim Report of December 2006, pp 11-12.

satellite pays out on a total loss basis and acquires the satellite (which may still have substantial value) or the right to receive a percentage of the revenues generated from that satellite as salvage the salvage interest is not one which is registrable under the Convention. It is not an international interest and does not arise under a contract of sale. The insurer has no right of subrogation to the creditor's international interest because this has been discharged by payment and there can be no right of subrogation against the debtor as co-insured. This means that having paid out the claim in full and acquired salvage rights in the satellite the insurer has nothing it can register so as to protect itself against subsequent international interests, because ownership as such is not registrable under the Convention. The problem is identified in a detailed paper by Zuckert Scoutt & Rasenberger LLP, who suggest that salvage interests should constitute a distinct registrable category.

19. If it is accepted that salvage insurers do need protection this proposal as well as possible alternative ways of resolving the problem that do not involve creating an entirely new registrable interest should be considered. For example, since the draft Space Protocol, like the Aircraft Protocol, extends the Convention to cover outright sales, a paragraph could be added that for the purpose of Article III an interest in a satellite acquired by a satellite insurer as a salvage interest is deemed to have been acquired by way of sale, and any debtor's rights and related rights assigned to the creditor to have been the subject of a rights re-assignment by the creditor to the satellite insurer. That acquisition of title could then be registered, and the acquisition of the debtor's rights and related rights recorded ; and a prospective sale in respect of a prospective salvage interest could likewise be registered.

#### **Entry into force**

20. Article XXXVI is taken from Article XXIII of the Luxembourg Protocol. It is designed to ensure that the Protocol cannot come into force until the International Registry for space assets is fully operational.

#### **Sundry other drafting amendments**

21. These are explained in the annotations.

## APPENDIX I

**PROPOSAL FOR AN ALTERNATIVE TEXT OF THE  
PRELIMINARY DRAFT PROTOCOL TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS  
IN MOBILE EQUIPMENT ON MATTERS SPECIFIC TO SPACE ASSETS**

THE STATES PARTIES TO THIS PROTOCOL,

CONSIDERING it desirable to implement the Convention on International Interests in Mobile Equipment (hereinafter referred to as the *Convention*) as it relates to space assets, in the light of the purposes set out in the preamble to the Convention,

MINDFUL of the need to adapt the Convention to meet the particular demand for and the utility of space assets and the need to finance their acquisition and use as efficiently as possible,

MINDFUL of the benefits to all States from expanded space-based services which the Convention and this Protocol will yield,

MINDFUL of the established principles of space law, including those contained in the international space treaties under the auspices of the United Nations,

MINDFUL of the continuing development of the international commercial space industry and recognising the need for a uniform and predictable regimen governing the taking of security over space assets and facilitating asset-based financing of the same,

HAVE AGREED upon the following provisions relating to space assets:

CHAPTER I – SPHERE OF APPLICATION AND GENERAL PROVISIONS

*Article I – Defined terms*

1. – In this Protocol, except where the context otherwise requires, terms used in it have the meanings set out in the Convention.

2. – In this Protocol the following terms are employed with the meanings set out below:

(a) “controlled”, *in relation to goods, technology, data or services to which Article XXVII(2) applies* means *that their transfer is subject to governmental requirements or restrictions;*

**This provides a definition hitherto missing.**

(b) “debtor’s rights” means all rights to payment or other performance due to a debtor by any person with respect to a space asset;

**This would cover an indefeasible right of use.**

(c) “guarantee contract” means a contract entered into by a person as a guarantor;

(d) “guarantor” means a person who, for the purpose of assuring performance of any obligations in favour of a creditor secured by a security agreement or under an agreement, gives or issues a suretyship or demand guarantee or standby letter of credit or other form of credit insurance;

(e) “insolvency-related event” means: (i) the commencement of the insolvency proceedings; or (ii) the declared intention to suspend or actual suspension of payments by the debtor where the creditor’s right to institute insolvency proceedings against the debtor or to exercise remedies under the Convention is prevented or suspended by law or State action;

(f) “launch vehicle” means a vehicle used or intended to be used to transport persons or goods to or from space;

(g) “primary insolvency jurisdiction” means the Contracting State in which the centre of the debtor’s main interests is situated, which for this purpose shall be deemed to be the place of the debtor’s statutory seat, or, if there is none, the place where the debtor is incorporated or formed, unless proved otherwise;

(h) “related rights” means any permit, licence, authorisation, concession or equivalent instrument that is granted or issued by, or pursuant to the authority of, a national or intergovernmental or other international body or authority, *when acting in a regulatory capacity*, to manufacture, launch, control, use or operate a space asset, *or* relating to the use of orbits positions *or* the transmission, emission or reception of electromagnetic signals to and from a space asset;

**The words in italics are intended to exclude rights of a private law kind, such as intellectual property rights.**

(i) “rights assignment” means a contract by which the debtor confers on the creditor an interest (including an ownership interest) in or over the whole or part of existing or future debtor’s rights or related rights to secure the performance of, or in reduction or discharge of, any existing or future obligation of the debtor under the agreement creating or providing for the international interest;

**Covers outright assignments but only in reduction or discharge of an indebtedness.**

(j) “rights re-assignment” means a contract by which the creditor transfers to the assignee, *or an assignee transfers to a subsequent assignee, the whole or part of its rights and interest under a rights assignment*;

**In the original pair of defined terms “rights security agreement” and “rights assignment” the word “rights” had two different meanings, causing confusion because a security agreement is a form of assignment. Also “rights security agreement” did not cover outright assignments. In a debtor-creditor context an outright assignment would seem most likely to arise where what is assigned is in reduction or discharge of the debtor’s obligations, and the definition has been limited accordingly. The new terms clearly differentiate between the initial assignment by debtor to creditor and re-assignment by creditor to assignee and cover further assignments.**

(k) “space” means outer space, including the Moon and other celestial bodies; and

(l) “space asset” means any *man-made* uniquely identifiable satellite, *satellite* transponder, *payload*, space station, space vehicle, launch vehicle, reusable space capsule *or other object capable of independent control*, in or intended to be launched in or into space or used or

intended to be used as a launch vehicle, including any such asset in course of manufacture or assembly, *together with all modules and other installed, incorporated or attached accessories, parts and equipment and all data, manuals and records relating thereto.*

**“Man-made” inserted to exclude celestial objects; “or other object capable of independent control” is an attempt to capture future types of space asset; “satellite” has been inserted before “transponder” to exclude other types of transponder, for example, those used in aviation or shipping; “together with ...” follows the pattern of the other Protocols. Components have been dropped as a separate category. They are not treated separately in either the Aircraft Protocol or the Luxembourg Protocol and having them as a separate category seems to serve no useful purpose, because prior to incorporation they can be adequately regulated by local law and after incorporation they cannot be reached anyway. Including them merely causes complications, particularly in regard to identification criteria. Hence in this draft they are simply treated as part of the space asset, in the same way as in the other Protocols.**

*3. – An object which is a space asset as defined by paragraph (2)(l) of this Protocol shall not constitute an aircraft object for the purposes of the Convention on International Interests in Mobile Equipment on matters specific to aircraft equipment, whether the object is on earth or in air or space.*

**This deals with a query raised in New York.**

*Article II – Application of the Convention as regards space assets, debtor's rights and related rights*

1. – The Convention shall apply in relation to space assets, debtor's rights and related rights as provided by the terms of this Protocol.

2. – *The law pursuant to which related rights are granted or issued determines the extent to which those rights are transferable or assignable.*

**This states affirmatively what is the governing law and omits the reference to debtor's rights.**

*Article III – Application of the Convention to sales*

The following provisions of the Convention apply as if references to an agreement creating or providing for an international interest were references to a contract of sale and as if references to an international interest, a prospective international interest, the debtor and the creditor were references to a sale, a prospective sale, the seller and the buyer respectively:

Articles 3 and 4;  
Article 16(1)(a);  
Article 19(4);  
Article 20(1) (as regards registration of a contract of sale or a prospective sale);  
Article 25(2) (as regards a prospective sale); and  
Article 30.

In addition, the general provisions of Article 1, Article 5, Chapters IV to VII, Article 29 (other than Article 29(3) which is replaced by Article XXIV), Chapter X, Chapter XII (other than

Article 43), Chapter XIII and Chapter XIV (other than Article 60) shall apply to contracts of sale and prospective sales.

*Article IV – Return of a space asset*

The return of a space asset from space does not affect an international interest in that asset.

*Article V - Formal requirements for rights assignment*

*An assignment is constituted as a rights assignment where it is in writing and enables:*

- (a) the debtor's rights and related rights the subject of the agreement to be identified;
- (b) the space asset to which those rights relate to be identified; and
- (c) the obligations secured by the agreement to be determined, but without the need to state a sum or maximum sum secured.

**The wording of the Chapeau has been amended to follow Article 7 of the Convention.**

*Article VI - Assignment of future rights*

A provision in a rights assignment by which future debtor's rights or related rights are charged operates to confer on the chargee a security interest in the charged rights when they come into existence without the need for any new charge or act of transfer.

*Article VII - Recording of rights assignment  
as part of registration of international interest*

1. - The holder of an international interest or prospective international interest in a space asset to whom the debtor has granted an interest in or over debtor's rights or related rights under a rights assignment may, when registering the international interest or prospective international interest or subsequently by amendment to such registration, request that the rights assignment be recorded as part of the registration. Such request may identify the assigned rights either specifically or by a statement that the debtor has assigned all or some of the debtor's rights or related rights, without further specification.

2. - Articles 18, 19, 20(1) – (4) and 25(1), (2) and (4) of the Convention apply in relation to a record made in accordance with the preceding paragraph as if:

- (a) references to an international interest were references to a rights assignment;
  - (b) references to registration were references to recording of the rights assignment;
- and
- (c) references to the debtor were references to the grantor of the debtor's rights or related rights.



3. - A search certificate issued under Article 22 of the Convention shall include the particulars recorded.

4. - Discharge of the registration of an international interest also discharges any record forming part of that registration under paragraph 1 of this Article.

#### *Article VIII - Priority of recorded rights assignment*

1. - Subject to paragraph 2, a recorded rights assignment has priority over any other rights assignment subsequently recorded and over an unrecorded rights assignment.

2. - Where a rights assignment is recorded in the registration of a prospective international interest it shall be treated as unrecorded unless and until the prospective international interest becomes an international interest, in which event the rights assignment has priority as from the time it was recorded.

#### *Article IX - Rights grantor's duty to assignee*

1. - To the extent that the debtor's rights or related rights have been assigned *to the creditor under a rights assignment*, the grantor of those rights is bound by the rights assignment and has a duty to make payment or give other performance to the creditor, if but only if:

(a) the grantor has been given notice of the rights assignment in writing by or with the authority of the debtor; and

(b) the notice identifies the debtor's rights or related rights.

**The amendment to paragraph 1 corrects what had been a reference to the wrong party.**

**Grantor" is here used rather than "obligor" because in the case of government licences there may be no obligation on the issuer at all.**

2. - For the purpose of the preceding paragraph, a notice given by the creditor after the debtor defaults in performance of any obligation secured by a rights assignment is given with the authority of the *debtor*.

**"Chargor" has been changed to "debtor" for consistency with paragraph 1(a).**

**The previous text, referring to default "under" the assignment, does not seem correct, as the obligations are more likely to be in the primary agreement.**

3. - Irrespective of any other ground on which payment or performance by the grantor discharges the grantor from liability, payment or performance shall be effective for this purpose if made in accordance with paragraph 1.

4. - Nothing in this Article shall affect the priority of competing rights ~~re-~~assignments.

*Article X - Formal requirements for rights re-assignment*

**Heading changed to align it with heading to Article V.**

1. – *A re-assignment is constituted as a rights re-assignment which is in writing and:*

(a) enables the re-assigned rights *and the space asset to which they relate* to be identified; and

(b) in the case of a re-assignment by way of security, enables the obligations secured by the re-assignment to be determined, but without the need to state a sum or maximum sum secured.

2. – The Convention and this Protocol do not apply to a rights re-assignment unless and until the international interest in the space asset to which the rights re-assignment relates has been assigned to the same assignee.

**The Chapeau to be paragraph 1 has been aligned with Article 7 of the Convention and also absorbs the old sub-paragraph (a) and some other small drafting changes have been made.**

*Article XI - Rights re-assignment of future interests in rights*

A provision in a rights re-assignment by which the creditor's future interest in debtor's rights or related rights is assigned operates to transfer that interest to the assignee when it comes into existence without the need for any new act of transfer.

*Article XII - Effect of assignment or re-assignment of registered international interest*

1. – Where a rights assignment has been recorded as part of the registration of an international interest and the international interest is subsequently assigned, the assignee acquires:

(a) all the rights of the creditor under the rights assignment;

(b) all the interests and priorities of the creditor under the Convention and this Protocol arising from the charge; and

(c) the right to be shown in the record as assignee under the rights assignment.

2. – *The provisions of Articles VII and VIII and the preceding paragraph apply to a rights re-assignment.*

3. – *Article IX(1) and (2) apply in relation to the grantor's duty to the assignee under a rights re-assignment as if the references to the creditor and debtor were references to the assignee and assignor respectively as they apply to a rights assignment.*

4. – *Where there are competing rights re-assignments relating to the same international interest, a recorded rights re-assignment has priority over a rights re-assignment subsequently recorded and over an unrecorded rights re-assignment.*

**New paras 2-4 fill gaps left by the previous version.**

### *Article XIII – Derogation*

The parties may, by agreement in writing, exclude the application of Article XXII and, in their relations with each other, derogate from or vary the effect of any of the provisions of this Protocol except Article XVIII(2) -(3).

### *Article XIV – Formalities, effects and registration of contracts of sale*

1. – For the purposes of this Protocol, a contract of sale is one which:
  - (a) is in writing;
  - (b) relates to a space asset of which the seller has power to dispose; and
  - (c) enables the space asset to be identified in conformity with this Protocol.

2. – A contract of sale transfers the interest of the seller in the space asset to the buyer according to its terms.

3. – Registration of a contract of sale remains effective indefinitely. Registration of a prospective sale remains effective unless discharged or until expiry of the period, if any, specified in the registration.

### *Article XV – Representative capacities*

A person may, in relation to a space asset, enter into an agreement or a contract of sale, effect a registration as defined by Article 16(3) of the Convention and assert rights and interests under the Convention in an agency, trust or representative capacity.

### *Article XVI – Identification of space assets*

1. – *For the purposes of Article 7(c) of the Convention and Article XIV of this Protocol, a description of a space asset is sufficient to identify the space asset if it contains:*

- (a) *a description of the space asset by item;*
- (b) *a description of the space asset by type;*
- (c) *a statement that the agreement covers all present and future space assets; or*
- (d) *a statement that the agreement covers all present and future space assets except for specified items or types.*

2. – *For the purposes of Article 7 of the Convention, an interest in a future space asset identified in accordance with the preceding paragraph shall be constituted as an international interest as soon as the chargor, conditional seller or lessor acquires the power to dispose of the space asset, without the need for any new act of transfer.*

3. – A description of a space asset that contains *[the name of the manufacturer, the model, the launch site, the launch date, the orbital parameters,..., and satisfies]* such *[other]* requirements as may be established in the regulations is necessary and sufficient to identify the space asset *for the purposes of registration in the International Registry.*

**Paras 1 and 2 are taken from the Luxembourg Protocol, reflecting the fact that there is no need for unique identification for the purpose of constituting the agreement. Paragraph 3 is intended to provide at least basic information in the Protocol itself instead of leaving everything to regulations.**

*Article XVII – Choice of law*

1. – This Article applies unless a Contracting State has made a declaration pursuant to Article XXXIX(1).

2. – The parties to an agreement, or a contract of sale, or a related guarantee contract or subordination agreement may agree on the law which is to govern their contractual rights and obligations, wholly or in part.

3. – Unless otherwise agreed, the reference in the preceding paragraph to the law chosen by the parties is to the domestic rules of law of the designated State or, where that State comprises several territorial units, to the domestic law of the designated territorial unit.

CHAPTER II – DEFAULT REMEDIES, PRIORITIES AND ASSIGNMENTS

*Article XVIII – Modification of default remedies provisions  
as regards space assets*

1. – This Article applies only where a Contracting State has made a declaration to that effect under Article XXXIX(2) [and to the extent stated in such declaration].

2. – (a) Article 8(3) of the Convention shall not apply to space assets.

(b) In relation to space assets the following provisions shall apply:

(i) any remedy given by the Convention shall be exercised in a commercially reasonable manner;

(ii) a remedy shall be deemed to be exercised in a commercially reasonable manner where it is exercised in conformity with a provision of the agreement between the debtor and the creditor except where such a provision is manifestly unreasonable.

3. – A chargee giving ten or more working days' prior written notice of a proposed sale or lease to interested persons shall be deemed to satisfy the requirement of providing "reasonable prior notice" specified in Article 8(4) of the Convention. The foregoing shall not prevent a chargee and a chargor or a guarantor from agreeing to a longer period of prior notice.

*Article XIX – Default remedies as regards rights  
assignments and re-assignments*

1. – In the event of default by the chargor under a rights assignment Articles 8, 9 and 11 to 14 of the Convention apply in so far as the same are capable of application to intangible property.

2. – In the event of default by the assignor *in performance of any obligation secured by a rights re-assignment made by way of security* the provisions of Article 34 apply with the substitution of "debtor's rights and related rights" for "associated rights".

**Phrase in italics substituted for "under" for the same reason as before.**

**Articles re-arranged to bring the different default remedies into the same Chapter.  
Paragraph re two space assets deleted consequential on deletion of components as separate space assets.**

#### *Article XX – Placement of data and materials*

The parties to an agreement may specifically agree for the placement of *command codes and other* data and materials with another person in order to afford the creditor the opportunity to take possession of, establish control over or operate the space asset.

**A specific reference has been inserted to command codes.**

#### *Article XXI – Modification of provisions regarding relief pending final determination*

1. – This Article applies only where a Contracting State has made a declaration to that effect under Article XXXIX(3) and to the extent stated in such declaration.

2. – For the purposes of Article 13(1) of the Convention, "speedy" in the context of obtaining relief means within such number of working days from the date of filing of the application for relief as is specified in a declaration made by the Contracting State in which the application is made.

3. – Article 13(1) of the Convention applies with the following being added immediately after sub-paragraph (d):

"(e) if at any time the debtor and the creditor specifically agree, sale and application of proceeds therefrom",

and Article 43(2) applies with the insertion after the words "Article 13(1)(d)" of the words "and (e)".

4. – Ownership or any other interest of the debtor passing on a sale under the preceding paragraph is free from any other interest over which the creditor's international interest has priority under the provisions of Article 29 of the Convention.

[5. – The creditor and the debtor or any other interested person may agree in writing to exclude the application of Article 13(2) of the Convention.]

#### *Article XXII – Remedies on insolvency*

1. – This Article applies only where a Contracting State that is the primary insolvency jurisdiction has made a declaration pursuant to Article XXXIX(4).

*Alternative A*

2. – Upon the occurrence of an insolvency-related event, the insolvency administrator or the debtor, as applicable, shall, subject to paragraph 7, give possession of or control and operation over the space asset to the creditor no later than the earlier of:

(a) the end of the waiting period; and

(b) the date on which the creditor would be entitled to possession of or control and operation over the space asset if this Article did not apply.

3. – For the purposes of this Article, the “waiting period” shall be the period specified in a declaration of the Contracting State which is the primary insolvency jurisdiction.

4. – References in this Article to the “insolvency administrator” shall be to that person in its official, not in its personal, capacity.

5. – Unless and until the creditor is given possession of or control and operation over the space asset under paragraph 2:

(a) the insolvency administrator or the debtor, as applicable, shall preserve the space asset and maintain it and its value in accordance with the agreement; and

(b) the creditor shall be entitled to apply for any other forms of interim relief available under the applicable law.

6. – Sub-paragraph (a) of the preceding paragraph shall not preclude the use of the space asset under arrangements designed to preserve the space asset and maintain it and its value.

7. – The insolvency administrator or the debtor, as applicable, may retain possession of or control and operation over the space asset where, by the time specified in paragraph 2, it has cured all defaults other than a default constituted by the opening of insolvency proceedings and has agreed to perform all future obligations under the agreement. A second waiting period shall not apply in respect of a default in the performance of such future obligations.

8. – No exercise of remedies permitted by the Convention or this Protocol may be prevented or delayed after the date specified in paragraph 2.

9. – No obligations of the debtor under the agreement may be modified without the consent of the creditor.

10. – Nothing in the preceding paragraph shall be construed to affect the authority, if any, of the insolvency administrator under the applicable law to terminate the agreement.

11. – No rights or interests, except for non-consensual rights or interests of a category covered by a declaration pursuant to Article 39(1) of the Convention, shall have priority in insolvency proceedings over registered interests.

12. – The Convention as modified by Article XVIII of this Protocol shall apply to the exercise of any remedies under this Article.

*Alternative B*

2. – Upon the occurrence of an insolvency-related event, the insolvency administrator or the debtor, as applicable, upon the request of the creditor, shall give notice to the creditor within

the time specified in a declaration of a Contracting State pursuant to Article XXXIX(4) whether it will:

(a) cure all defaults other than a default constituted by the opening of insolvency proceedings and agree to perform all future obligations, under the agreement and related transaction documents; or

(b) give the creditor the opportunity to take possession of or control and operation over the space asset, in accordance with the applicable law.

3. – The applicable law referred to in sub-paragraph (b) of the preceding paragraph may permit the court to require the taking of any additional step or the provision of any additional guarantee.

4. – The creditor shall provide evidence of its claims and proof that its international interest has been registered.

5. – If the insolvency administrator or the debtor, as applicable, does not give notice in conformity with paragraph 2, or when it has declared that it will give the creditor the opportunity to take possession of or control and operation over the space asset but fails to do so, the court may permit the creditor to take possession of or control and operation over the space asset upon such terms as the court may order and may require the taking of any additional step or the provision of any additional guarantee.

6. – The space asset shall not be sold pending a decision by a court regarding the claim and the international interest.

#### *Article XXIII – Insolvency assistance*

1. – This Article applies only where a Contracting State has made a declaration pursuant to Article XXXIX(1).

2. – The courts of a Contracting State: (i) in which the space asset is situated; (ii) from which the space asset may be controlled; (iii) in which the debtor is located; or (iv) otherwise having a close connection with the space asset, shall [, in accordance with the law of the Contracting State,] co-operate to the maximum extent possible with foreign courts and foreign insolvency administrators in carrying out the provisions of Article XXII.

#### *Article XXIV – Modification of priority provisions*

1. – A buyer of a space asset under a registered sale acquires its interest in that asset free from an interest subsequently registered and from an unregistered interest, even if the buyer has actual knowledge of the unregistered interest.

2. – A buyer of a space asset under a registered sale acquires its interest in that asset subject to an interest previously registered.

*Article XXV – Modification of assignment provisions*

Article 33(1) of the Convention applies with the following being added immediately after sub-paragraph (b):

“and (c) the debtor has consented in writing, whether or not the consent is given in advance of the assignment or identifies the assignee.”

*Article XXVI – Debtor provisions*

1. – In the absence of a default within the meaning of Article 11 of the Convention, the debtor shall be entitled to the quiet possession and use of the space asset in accordance with the agreement as against:

(a) its creditor and the holder of any interest from which the debtor takes free pursuant to Article 29(4)(b) of the Convention or, in the capacity of buyer, Article XXIV(1) of this Protocol, unless and to the extent that the debtor has otherwise agreed; and

(b) the holder of any interest to which the debtor's right or interest is subject pursuant to Article 29(4)(a) of the Convention or, in the capacity of buyer, Article XXIV(2) of this Protocol, but only to the extent, if any, that such holder has agreed.

2. – Nothing in the Convention or this Protocol affects the liability of a creditor for any breach of the agreement under the applicable law in so far as that agreement relates to space assets.

*Article XXVII – Limitations on remedies*

**See separate paper proposing an alternative approach.**

1. – This Article applies only where a Contracting State has made a declaration pursuant to Article XXXIX(1).

2. – A Contracting State [, in accordance with its laws and regulations,] may restrict or attach conditions to the exercise of the remedies provided in Chapter III of the Convention and Chapter II of this Protocol, including the placement of *command codes and other* data and materials pursuant to Article XX, where the exercise of such remedies would involve or require the transfer of controlled goods, technology, data or services, or would involve the transfer or assignment of related rights.

**A specific reference has been inserted to command codes.**

[3. – A Contracting State may, at the time of ratification, acceptance, approval of, or accession to this Protocol, declare whether and to which extent the remedies provided in Chapter III of the Convention and in Articles IX to XII of this Protocol shall be exercisable for space assets as far as they are used for establishing or maintaining its public services as specified in its declaration or determined by a competent authority of that State notified to the Depository.]

[3. – A Contracting State may, at the time of ratification, acceptance, approval of, or accession to this Protocol, declare any limitations to the exercise of remedies provided in Chapter III of the Convention and in Articles XVIII to XXII of this Protocol with respect to space assets designed and used for flight control and navigation of aircraft, maritime navigation, search and



rescue and similar public services as specified in its declaration or determined by a competent authority of that State notified to the Depository.]

### CHAPTER III – REGISTRY PROVISIONS RELATING TO INTERNATIONAL INTERESTS IN SPACE ASSETS

#### *Article XXVIII – The Supervisory Authority*

1. – The Supervisory Authority shall be designated at the Diplomatic Conference to Adopt a Space Assets Protocol to the Cape Town Convention, provided that such Supervisory Authority is able and willing to act in such capacity.

2. – The Supervisory Authority and its officers and employees shall enjoy such immunity from legal and administrative process as is provided under the rules applicable to them as an international entity or otherwise.

3. – The Supervisory Authority may establish a commission of experts, from among persons nominated by Signatory and Contracting States and having the necessary qualifications and experience, and entrust it with the task of assisting the Supervisory Authority in the discharge of its functions.

#### *Article XXIX – First regulations*

The first regulations shall be made by the Supervisory Authority so as to take effect on the entry into force of this Protocol.

#### *Article XXX – Additional modifications to Registry provisions*

1. – For the purposes of Article 19(6) of the Convention, the search criteria for space assets shall be the criteria specified in Article XVI of this Protocol.

2. – For the purposes of Article 25(2) of the Convention, and in the circumstances there described, the holder of a registered prospective international interest or a registered prospective assignment of an international interest shall take such steps as are within its power to procure the discharge of the registration no later than five working days after the receipt of the demand described in such paragraph.

[3. - Where a space asset in respect of which an interest has been registered is not in or launched into space within [one year] of such registration, the holder of such interest shall, without undue delay, procure the discharge of the registration after written demand by the debtor delivered to or received at the address stated in the registration].

3 [bis] – The fees referred to in Article 17(2)(h) of the Convention shall be determined so as to recover the reasonable costs of establishing, operating and regulating the International Registry and the reasonable costs of the Supervisory Authority associated with the performance of the functions, exercise of the powers and discharge of the duties contemplated by Article 17(2) of the Convention.

4. – The centralised functions of the International Registry shall be operated and administered by the Registrar on a twenty-four hour basis.

5. – The insurance or financial guarantee referred to in Article 28(4) shall cover all liability of the Registrar under the Convention.

6. – Nothing in the Convention shall preclude the Registrar from procuring insurance or a financial guarantee covering events for which the Registrar is not liable under Article 28 of the Convention.

#### CHAPTER IV – JURISDICTION

##### *Article XXXI – Waiver of sovereign immunity*

1. – Subject to paragraph 2, a waiver of sovereign immunity from jurisdiction of the courts specified in Article 42 or Article 43 of the Convention or relating to enforcement of rights and interests relating to a space asset under the Convention shall be binding and, if the other conditions to such jurisdiction or enforcement have been satisfied, shall be effective to confer jurisdiction and permit enforcement, as the case may be.

2. – A waiver under the preceding paragraph must be in writing and contain a description, in accordance with Article XVI, of the space asset.

#### CHAPTER V – RELATIONSHIP WITH OTHER CONVENTIONS

##### *Article XXXII – Relationship with the UNIDROIT Convention on International Financial Leasing*

The Convention as applied to space assets shall supersede the *UNIDROIT Convention on International Financial Leasing* in respect of the subject matter of this Protocol, as between States Parties to both Conventions.

##### *[Article XXXIII – Relationship with the United Nations Outer Space Treaties and instruments of the International Telecommunication Union*

The Convention as applied to space assets does not affect State Party rights and obligations under the existing United Nations Outer Space Treaties or instruments of the International Telecommunication Union.]

## [CHAPTER VI – FINAL PROVISIONS]

*Article XXXIV – Signature, ratification, acceptance, approval or accession*

1. – This Protocol shall be open for signature in ... on ... by States participating in the Diplomatic Conference to Adopt a Space Assets Protocol to the Cape Town Convention held at ... from ... to ... . After ..., this Protocol shall be open to all States for signature at ... until it enters into force in accordance with Article XXXVI.

2. – This Protocol shall be subject to ratification, acceptance or approval by States which have signed it.

3. – Any State which does not sign this Protocol may accede to it at any time.

4. – Ratification, acceptance, approval or accession is effected by the deposit of a formal instrument to that effect with the Depositary.

5. – A State may not become a Party to this Protocol unless it is or becomes also a Party to the Convention.

*Article XXXV – Regional Economic Integration Organisations*

1. – A Regional Economic Integration Organisation which is constituted by sovereign States and has competence over certain matters governed by this Protocol may similarly sign, accept, approve or accede to this Protocol. The Regional Economic Integration Organisation shall in that case have the rights and obligations of a Contracting State, to the extent that that Organisation has competence over matters governed by this Protocol. Where the number of Contracting States is relevant in this Protocol, the Regional Economic Integration Organisation shall not count as a Contracting State in addition to its Member States which are Contracting States.

2. – The Regional Economic Integration Organisation shall, at the time of signature, acceptance, approval or accession, make a declaration to the Depositary specifying the matters governed by this Protocol in respect of which competence has been transferred to that Organisation by its Member States. The Regional Economic Integration Organisation shall promptly notify the Depositary of any changes to the distribution of competence, including new transfers of competence, specified in the declaration under this paragraph.

3. – Any reference to a “Contracting State” or “Contracting States” or “State Party” or “States Parties” in this Protocol applies equally to a Regional Economic Integration Organisation where the context so requires.

*Article XXXVI – Entry into force*

1. – *This Protocol enters into force between the States which have deposited instruments referred to in sub-paragraph (a) on the later of:*

(a) *the first day of the month following the expiration of three months after the date of the deposit of the [fifth] instrument of ratification, acceptance, approval or accession, and*

(b) *the date of the deposit by [the Secretariat] with the Depository of a certificate confirming that the International Registry is fully operational.*

2. – *For other States this Protocol enters into force on the first day of the month following the later of:*

(a) *the expiration of three months after the date of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession; and*

(b) *the date referred to in sub-paragraph (b) of the preceding paragraph.*

**This follows the Luxembourg Protocol, where reference to the International Registry having becoming operational was inserted to avoid the risk of the Protocol coming into before before the International Registry was up and running.**

#### *Article XXXVII – Territorial units*

1. – If a Contracting State has territorial units in which different systems of law are applicable in relation to the matters dealt with in this Protocol, it may, at the time of ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Protocol is to extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify its declaration by submitting another declaration at any time.

2. – Any such declaration shall state expressly the territorial units to which this Protocol applies.

3. – If a Contracting State has not made any declaration under paragraph 1, this Protocol shall apply to all territorial units of that State.

4. – Where a Contracting State extends this Protocol to one or more of its territorial units, declarations permitted under this Protocol may be made in respect of each such territorial unit, and the declarations made in respect of one territorial unit may be different from those made in respect of another territorial unit.

5. – If by virtue of a declaration under paragraph 1, this Protocol extends to one or more territorial units of a Contracting State:

(a) the debtor is considered to be situated in a Contracting State only if it is incorporated or formed under a law in force in a territorial unit to which the Convention and this Protocol apply or if it has its registered office or statutory seat, centre of administration, place of business or habitual residence in a territorial unit to which the Convention and this Protocol apply;

(b) any reference to the location of the space asset in a Contracting State refers to the location of the space asset in a territorial unit to which the Convention and this Protocol apply; and

(c) any reference to the administrative authorities in that Contracting State shall be construed as referring to the administrative authorities having jurisdiction in a territorial unit to which the Convention and this Protocol apply.

*Article XXXVIII - Transitional Provisions*

In relation to space assets Article 60 of the Convention shall be modified as follows:

- (a) in paragraph 2(a), after "situated" insert "at the time the right or interest is created or arises";
- (b) replace paragraph 3 with the following:

"3. A Contracting State may in its declaration under paragraph 1 specify a date, not earlier than three years after the date on which the declaration becomes effective, when Articles 29, 35 and 36 of the Convention as modified or supplemented by the Protocol will become applicable, to the extent and in the manner specified in the declaration, to pre-existing rights or interests arising under an agreement made at a time when the debtor was situated in that State. Any priority of the right or interest under the law of that State, so far as applicable, shall continue if the right or interest is registered in the International Registry before the expiration of the period specified in the declaration, whether or not any other right or interested has previously been registered."

*Article XXXIX – Declarations relating to certain provisions*

1. – A Contracting State may, at the time of ratification, acceptance, approval of, or accession to this Protocol, declare:

- (a) that it will not apply Article XVII;
- (b) that it will apply either or both of Articles XXIII and XXVIII.

2. – A Contracting State may, at the time of ratification, acceptance, approval of, or accession to this Protocol, declare that it will apply Article XVIII [wholly or in part].

3. – A Contracting State may, at the time of ratification, acceptance, approval of, or accession to this Protocol, declare that it will apply Article XXI wholly or in part. If it so declares with respect to Article XXI(2), it shall specify the time-period required thereby.

4. – A Contracting State may, at the time of ratification, acceptance, approval of, or accession to this Protocol, declare that it will apply the entirety of Alternative A, or the entirety of Alternative B of Article XXII and, if so, shall specify the types of insolvency proceeding, if any, to which it will apply Alternative A and the types of insolvency proceeding, if any, to which it will apply Alternative B. A Contracting State making a declaration pursuant to this paragraph shall specify the time-period required by Article XXII.

5. – The courts of Contracting States shall apply Article XXII in conformity with the declaration made by the Contracting State that is the primary insolvency jurisdiction.

*Article XL – Declarations under the Convention*

Declarations made under the Convention, including those made under Articles 39, 40, 53, 54, 55, 57, 58 and 60 of the Convention, shall be deemed to have also been made under this Protocol unless stated otherwise.

*Article XLI – Reservations and declarations*

1. – No reservations may be made to this Protocol but declarations authorised by Articles XXXVII, XXXIX, XL and XLII may be made in accordance with these provisions.

2. – Any declaration or subsequent declaration or any withdrawal of a declaration made under this Protocol shall be notified in writing to the Depositary.

*Article XLII – Subsequent declarations*

1. – A State Party may make a subsequent declaration, other than the declaration made in accordance with Article XL under Article 60 of the Convention, at any time after the date on which this Protocol has entered into force for it, by notifying the Depositary to that effect.

2. – Any such subsequent declaration shall take effect on the first day of the month following the expiration of six months after the date of receipt of the notification by the Depositary. Where a longer period for that declaration to take effect is specified in the notification, it shall take effect upon the expiration of such longer period after receipt of the notification by the Depositary.

3. – Notwithstanding the previous paragraphs, this Protocol shall continue to apply, as if no such subsequent declaration had been made, in respect of all rights and interests arising prior to the effective date of any such subsequent declaration.

*Article XLIII – Withdrawal of declarations*

1. – Any State Party having made a declaration under this Protocol, other than a declaration made in accordance with Article XL under Article 60 of the Convention, may withdraw it at any time by notifying the Depositary. Such withdrawal is to take effect on the first day of the month following the expiration of six months after the date of receipt of the notification by the Depositary.

2. – Notwithstanding the previous paragraph, this Protocol shall continue to apply, as if no such withdrawal of declaration had been made, in respect of all rights and interests arising prior to the effective date of any such withdrawal of declaration.

*Article XLIV – Denunciations*

1. – Any State Party may denounce this Protocol by notification in writing to the Depositary.

2. – Any such denunciation shall take effect on the first day of the month following the expiration of twelve months after the date of receipt of the notification by the Depositary.

3. – Notwithstanding the previous paragraphs, this Protocol shall continue to apply, as if no such denunciation had been made, in respect of all rights and interests arising prior to the effective date of any such denunciation.

*Article XLV – Review Conferences, amendments and related matters*

1. – The Depositary, in consultation with the Supervisory Authority, shall prepare reports yearly, or at such other time as the circumstances may require, for the States Parties as to the manner in which the international regimen established in the Convention as amended by the Protocol has operated in practice. In preparing such reports, the Depositary shall take into account the reports of the Supervisory Authority concerning the functioning of the international registration system.

2. – At the request of not less than twenty-five per cent of the States Parties, Review Conferences of the States Parties shall be convened from time to time by the Depositary, in consultation with the Supervisory Authority, to consider:

(a) the practical operation of the Convention as amended by this Protocol and its effectiveness in facilitating the asset-based financing and leasing of the assets covered by its terms;

(b) the judicial interpretation given to, and the application made of the terms of this Protocol and the regulations;

(c) the functioning of the international registration system, the performance of the Registrar and its oversight by the Supervisory Authority, taking into account the reports of the Supervisory Authority; and

(d) whether any modifications to this Protocol or the arrangements relating to the International Registry are desirable.

3. – Any amendment to this Protocol shall be approved by at least a two-thirds majority of States Parties participating in the Conference referred to in the preceding paragraph and shall then enter into force in respect of States Parties which have ratified, accepted or approved such amendment when it has been ratified, accepted or approved by [five] States Parties in accordance with the provisions of Article XXVI relating to its entry into force.

*Article XLVI – Depositary and its functions*

1. – Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with ..., which is hereby designated the Depositary.

2. – The Depositary shall:

(a) inform all Contracting States of:

(i) each new signature or deposit of an instrument of ratification, acceptance, approval or accession, together with the date thereof;

(ii) the date of entry into force of this Protocol;

(iii) each declaration made in accordance with this Protocol, together with the date thereof;

(iv) the withdrawal or amendment of any declaration, together with the date thereof; and

(v) the notification of any denunciation of this Protocol together with the date thereof and the date on which it takes effect;

(b) transmit certified true copies of this Protocol to all Contracting States;

(c) provide the Supervisory Authority and the Registrar with a copy of each instrument of ratification, acceptance, approval or accession, together with the date of deposit thereof, of each declaration or withdrawal or amendment of a declaration and of each notification of denunciation, together with the date of notification thereof, so that the information contained therein is easily and fully available; and

(d) perform such other functions customary for depositaries.



## APPENDIX II

## Preliminary draft Space Protocol:

## Revised numbering

**Old Article****New Article**

Article III bis	Article IV
Article III ter	Article V
Article III quater	Article VI
Article III quinquiens	Article VII
Article III sexiens	Article VIII
Article III septiens	Article IX
Article III octiens	Article X
Article III noviens	Article XI
Article III deciens	Article XII
Article III undeciens	Article XIII
Articles IV – IX	Articles XIV – XIX
Article IX bis	Article XX
Articles X – XXI	Articles XXI – XXXII
Articles XI bis	Article XXXIII
Articles XII – XXV	Articles XXIV – XXXVII
Article XXV bis	Article XXXVIII
Articles XXVI – XXXIII	Articles XXXIX - XLVI

**APPENDIX III****Text of Article XXV of the Luxembourg Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Railway Rolling Stock****Article XXV — Public service railway rolling stock**

1. A Contracting State may, at any time, declare that it will continue to apply, to the extent specified in its declaration, rules of its law in force at that time which preclude, suspend or govern the exercise within its territory of any of the remedies specified in Chapter III of the Convention and Articles VII to IX of this Protocol in relation to railway rolling stock habitually used for the purpose of providing a service of public importance (“public service railway rolling stock”) as specified in that declaration notified to the Depository.

2. Any person, including a governmental or other public authority, that, under rules of law of a Contracting State making a declaration under the preceding paragraph, exercises a power to take or procure possession, use or control of any public service railway rolling stock, shall preserve and maintain such railway rolling stock from the time of exercise of such power until possession, use or control is restored to the creditor.

3. During the period of time specified in the preceding paragraph, the person referred to in that paragraph shall also make or procure payment to the creditor of an amount equal to the greater of:

- (a) such amount as that person shall be required to pay under the rules of law of the Contracting State making the declaration; and
- (b) the market lease rental in respect of such railway rolling stock.

The first such payment shall be made within ten calendar days of the date on which such power is exercised, and subsequent payments shall be made on the first day of each successive month thereafter. In the event that in any month the amount payable exceeds the amount due to the creditor from the debtor, the surplus shall be paid to any other creditors to the extent of their claims in the order of their priority and thereafter to the debtor.

4. A Contracting State whose rules of law do not provide for the obligations specified in paragraphs 2 and 3 may, to the extent specified in a separate declaration notified to the Depository, declare that it will not apply those paragraphs with regard to railway rolling stock specified in that declaration. Nothing in this paragraph shall preclude a person from agreeing with the creditor to perform the obligations specified in paragraphs 2 or 3 or affect the enforceability of any agreement so concluded.

5. Any initial or subsequent declaration made under this Article by a Contracting State shall not adversely affect rights and interests of creditors arising under an agreement entered into prior to the date on which that declaration is received by the Depository.

6. A Contracting State making a declaration under this Article shall take into consideration the protection of the interests of creditors and the effect of the declaration on the availability of credit.

**STEERING COMMITTEE**

**to build consensus around the provisional conclusions reached as regards the preliminary draft Space Assets Protocol to the Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment by the Government/industry intersessional meeting held in New York on 19 and 20 June 2007:**

**LAUNCH MEETING**

**(Berlin, 7/9 May 2008)**

*WORKING PAPER ON THE SPHERE OF APPLICATION AND  
DEFAULT REMEDIES RELATING TO COMPONENTS*

*(prepared by the Government of Germany and the German Space Agency (D.L.R.))*

**I. Systematic nature of the Cape Town Convention and its Protocols**

1. The Aircraft Protocol and the Luxembourg Railway Protocol to the Cape Town Convention have a closely defined sphere of application. The Aircraft Protocol enables creation of an international interest in airframes, aircraft engines and helicopters and the Luxembourg Railway Protocol does the same for railway rolling stock. The enumeration given is conclusive.
2. With regard to items of these secured objects, the Cape Town Convention makes provision only to the extent that, pursuant to Article 29(7), the taking of security is to be possible under the relevant applicable law.

**II. Sphere of application of the Space Protocol**

3. The use of space equipment and the concomitant taking of security for the financing thereof is much more extensive and more complex than in the case of aviation and the railway sector; today it is already the case that there is a need for regulation in relation to a large number of different space assets and technological developments are not over yet.
4. To do justice to the needs resulting therefrom, in particular those connected with financing and the taking of security over such assets, the Space Protocol's sphere of application already has to be defined in broader terms than was the case with the parallel Protocols: besides covering satellites and space stations, the preliminary draft Protocol already includes numerous other assets in relation to which an independent international interest can be constituted under the Cape Town Convention.
5. Space assets can be the subject of an independent international interest only in so far as their differentiation and registration remains possible but above all only where securing and having recourse to such assets in the event of default does not impair ownership, rights in (particularly international interests) and the use of other independent space assets.

(a) *Results of the negotiations thus far*

6. Following the deliberations to date, agreement has manifestly been reached to the effect that security can be taken, under the Space Protocol, over at least satellites, space stations, space vehicles, launch vehicles, reusable space capsules in, or intended to be launched in or into, space or intended to be used as a launch vehicle.

7. The assets referred to share the common feature that – at least in relation to their fundamental purpose – they are capable of being independently operated, used and commanded. These properties at the same time enable operative accessibility to the asset over which security is taken and therefore a practicable chance of recourse in the event of default.

(b) *Further development of the present proposal to extend the sphere of application*

8. In addition to the space assets referred to, there are still a large number of other items linked to the individual space assets mentioned, which frequently have enormous commercial value and utility, which are regularly debt financed and in relation to which the possibility of the taking of security would therefore also be advantageous.

9. These other items can be classified into two categories: on the one hand, there are items (i) which can be operated, used and commanded solely in dependence on the linked space asset (e.g. propulsion devices and solar cell panels). On the other hand, there are those items (ii) whose dependence on the linked space asset is limited to the physical link and which can otherwise be operated, used and commanded independently (e.g. transponders and sensors). A decision on whether to include such items in the sphere of application is to be based on this distinction.

(i) The items referred to first would not – for want of operative access – be open to the possibility of recourse by a creditor who has been granted an interest in respect of such items. Furthermore, the problem would arise that an interest of this nature would be totally worthless if there were to be recourse to the linked space asset (and vice-versa). Hence, it makes no sense to include these items in the Protocol's sphere of application.

(ii) As regards the items referred to in the second place, there is, however, operative accessibility independent of the linked space asset, which makes recourse possible. Practicable possibilities of recourse are also conceivable where use of the linked asset is not impaired but there are other possibilities of recourse, under the Convention, which can impair the linked asset (and vice-versa).

10. The Protocol's sphere of application should therefore be extended only to those items that are capable of being independently operated and commanded. Items lacking in this capability should therefore remain excluded (new Article 1(2)(g)).

### **III. Balancing interests in the framework of the exercising of default remedies**

11. Where there is limited extension of the sphere of application to items that are capable of being independently operated and commanded, conflicts of interest can, however, develop between the parties involved in the event of default, especially between different creditors. Nevertheless, it may not be concluded, as a result of this risk of impairment of the rights in, or the use of an object through recourse to the other object linked thereto, that international interests can be allowed only in respect of one of these objects – for instance, in respect of the superordinate satellite or of the space station or also of the more valuable of the objects – and that the other linked parts are to be excluded as an independent secured object. This kind of categorical solution would not meet the

need for the taking of security over independently financed objects and it would also fail to take account of the fact that an impairment of the rights and the use of the other object will only occur where, in the event of default, steps are undertaken for the purpose of recourse.

12. A solution must rather be sought at the level where the problem of impairment of rights in the event of default is to be located in systematic terms and a regulation must be found in the domain of default remedies, being a regulation that reconciles the various interests. The UNIDROIT Committee of governmental experts also shared this view and has tried to find a corresponding solution in Art. IX(4), in conjunction with footnote 18, of the preliminary draft Protocol; this topic has not yet been definitively clarified.

(a) *Exercise of default remedies without impairment of the rights and interests of third parties*

(i) Physically linked space assets

13. Germany and the German Space Agency (D.L.R.), in its function as a member of the Space Working Group, therefore propose a provision to the effect that components are indeed to be included up to a certain extent as independent secured objects but that the avenues of recourse to such components are to be limited in such a manner that there is avoidance of impairments of ownership, rights in, and the use of other objects physically linked to the secured object (new Article IX(4)).

(ii) Functionally linked space assets

14. Such dependence of more than one space asset as is comparable to a physical link also exists where the space assets concerned are, of necessity, functionally synchronised. This can, for instance, be the case where several satellites are linked through an interposed orbital relay station and this entire constellation would no longer be able to function if an individual satellite were to be removed from the constellation. Here, too, recourse should only be possible to the extent that mutual impairment can be ruled out (new Article IX(5)).

(b) *Exercise of default remedies where third party rights and interests are safeguarded*

15. Restrictions on recourse must, however, meet their limit at the point where adequate account is otherwise taken of the interests of another protected creditor. It is therefore proposed that the restrictions on recourse should not take effect where the chargee taking recourse offsets the other chargee sustaining impairment as a result of the recourse taken, or where the parties agree on the recourse measure (new Article IX(6)).

\*

\*\*

16. **Based on the foregoing considerations, the following proposals are made for adjustment of the text.**

**Article I(2)(g):**

**Space asset means**

**(i) satellite, space station, space vehicles, launch vehicle, reusable space capsules in, or intended to be launched in or into space or used, or intended to be used as a launch vehicle and**

(ii) any other uniquely identifiable item capable of being independently operated and commanded attached to, or intended to be attached onto the satellite, space station, space vehicles, launch vehicle, reusable space capsules.

**Article IX(4) - (6):**

(4) The creditor shall only exercise default remedies in accordance with Chapter III of the Convention in so far as this does not affect the use of, international interests in and other rights relating to other space assets physically linked to the secured space asset.

(5) The preceding paragraph shall apply with necessary modifications where space assets are not physically linked to each other but where the essential use of one such asset is not possible without the other asset.

(6) In the cases referred to in paragraphs 4 and 5, recourse shall be permitted where

- (a) the person impaired by recourse consents to the recourse or
- (b) the creditor offsets the impairment of the use of the international interest or of the other right in the space asset by taking equivalent technical measures.

**Additional proposal**

17. While this paper was being drafted, Germany and D.L.R. realised that – irrespective of the question of the taking of security over, and the having of recourse to components – there is a need for special temporary protection against recourse in respect of all secured objects during the launching phase, which represents a particularly delicate phase in both technical and financial terms, in order to keep them clear of all unnecessary disruptions. Otherwise, recourse to an individual secured object that is temporarily linked to other secured objects during this phase might, in certain circumstances, lead to a termination or postponement of the launch, so that assets are impaired on a much greater scale and extensive damage caused. Relative to the success of the entire project and the avoidance of immense total loss, short-term postponement of recourse seems reasonable. In this respect the following additional provision is proposed:

**Article IX(7)**

**The creditor shall not exercise default remedies in accordance with Chapter III of the Convention during the launching phase. The launching phase begins on arrival at the final launch position; it ends on arrival at the first orbital position or on departure from the final launch position on account of termination of the launch.**

**STEERING COMMITTEE**

**to build consensus around the provisional conclusions reached as regards the preliminary draft Space Assets Protocol to the Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment by the Government/industry intersessional meeting held in New York on 19 and 20 June 2007:**

**LAUNCH MEETING**

**(Berlin, 7/9 May 2008)**

*WORKING PAPER ON APPLICATION TO DEBTOR'S RIGHTS AND RELATED RIGHTS*

*(prepared by the Government of Germany and the German Space Agency (D.L.R.))*

Unlike the cases of the Protocol on Matters specific to Aircraft Equipment and the Protocol on Matters specific to Railway Rolling Stock, provision has been made – in the version agreed at the first session of the Committee of governmental experts – for debtor's rights and related rights to be handled in the preliminary draft Protocol on Matters specific to Space Assets. As is apparent from footnotes 6 and 7 to the preliminary draft, the Protocol's handling of these rights goes back to a proposal made by the Space Working Group (UNIDROIT C.G.E./Space Pr./1/W.P. 13). However, at its first session, the Committee of governmental experts stated that further work would be needed to determine how the Convention and the preliminary draft Protocol were to be applied to these two new terms. This mandate will have to be complied with in the forthcoming deliberations.

Pursuant to Article 1(2)(a) of the preliminary draft Protocol, "debtor's rights" means all rights to performance or payment due to a debtor by any person with respect to a space asset; pursuant to Article 1(2)(f), "related rights" means any permit, licence, authorisation, concession or equivalent instrument that is granted or issued by, or pursuant to the authority of, a national or intergovernmental or other international body or authority to manufacture, launch, control, use or operate a space asset, relating to the use of orbits positions, and the transmission, emission or reception of electromagnetic signals to and from a space asset.

In the proposal referred to above, the Space Working Group suggested that it ought to be possible also to create an independent international interest in debtor's rights and related rights, in addition to an interest in "space assets". There are, however, considerable objections to such course of action:

(1) Under Article 2(2) of the Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment, an international interest can only be created in a uniquely identifiable object of a category of objects listed in Article 2(3) and designated in the Protocol; the pertinent category under Article 2(3)(b) is the category of "space assets".

Consequently, in terms of the system followed therein, the Cape Town Convention, together with its Protocols, enables the taking of security only *in rem*, which means that security relates to an object ("asset-based"). But, in the case of debtor's rights and related rights, it is not objects in this sense that we are concerned with but rather subjective rights, which specifically do

not fall within a category referred to in Article 2 of the Convention. Hence, it would run counter to the system used if security were allowed to be taken over these rights, pursuant to the Protocol.

(2) The creation of an international interest in “debtor’s rights” and “related rights” would have to be effected in an assignment by way of security. But, under Article 2 of the Convention, an interest can be created only by virtue of a security agreement, a title reservation agreement or a leasing agreement. So, also from the perspective of creation through an assignment by way of security, a decision to allow an interest in debtor’s rights or related rights would run counter to the system followed.

(3) Related rights are, by virtue of the current definition, instruments that are granted or issued by, or pursuant to the authority of a national or intergovernmental or other international body or authority. As a general rule, these instruments (such as a permit, licence, authorisation or concession) are not transferable and therefore not negotiable. Creation of an international interest in these instruments would consequently be subject to the proviso of the granting/issuing authority actually being willing to allow a transfer for the purpose of the taking of security. This will generally not be the case. Moreover, recourse in the event of default - such as the use or sale of the instrument - will not, as a rule, be admissible.

(4) Under Article 8(1)(c) of the Convention, the chargee has, in the event of default, the right to collect or receive any income or profits arising from the management or use of the charged object, which means he has the right to exercise the debtor’s rights. A creditor who has had an interest in debtor’s rights granted to himself through an assignment by way of security would also not have more extensive rights.

On the one hand, it follows from this that, for systematic purposes, having access to debtor’s rights in the event of default is to be put on the level of recourse to, or exercising, an interest, and not on the level of interest creation. On the other hand, it is clear that there is no need to grant an interest in debtor’s rights, since this would not lead to any strengthening of the position of the chargee. The chargee’s position might actually be weakened where the space asset and the debtor’s right are given as security to different creditors. In order to secure the chargee’s overriding right of recourse or to prevent another overriding assignment of the debtor’s rights to third parties, it would – at most – be worth considering having priority provisions.

Hence, we propose that there be no application of the Protocol on Matters specific to Space Assets to “debtor’s rights” and “related rights” and that there be deletion of the relevant provisions from the text of the preliminary draft. Provisions to create an international interest in debtor’s rights or in related rights would run counter to the system followed in the Cape Town Convention with its principle of asset-based financing. No economic benefit is apparent that could justify this departure from the system followed.



**STEERING COMMITTEE**

**to build consensus around the provisional conclusions reached as regards the preliminary draft Space Assets Protocol to the Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment by the Government/industry intersessional meeting held in New York on 19 and 20 June 2007:**

**LAUNCH MEETING**

**(Berlin, 7/9 May 2008)**

*MEMORANDUM*

*ON THE APPLICATION OF THE CAPE TOWN CONVENTION AND THE PRELIMINARY DRAFT  
PROTOCOL TO DEBTOR'S RIGHTS AND RELATED RIGHTS*

*(prepared by the UNIDROIT Secretariat)*

The Government of Germany and the German Space Agency (D.L.R.) have prepared a working paper on the application of the Cape Town Convention and the preliminary draft Protocol to debtor's rights and related rights. The conclusion of this paper is that the preliminary draft Protocol should not apply to debtor's rights and related rights and that the provisions related to such rights be, accordingly, deleted from the text of the preliminary draft Protocol.

The Secretariat, in the belief that, in considering such a proposal, the representatives of Governments and industry attending the forthcoming Steering Committee meeting might find it helpful to see how the current system established under the preliminary draft Protocol in this regard came into being, has appended to this memorandum a copy of three key documents:

- first, the memorandum on the importance for space assets of the inclusion of debtor's rights and related rights (then referred to as "associated rights") within the sphere of application of the Cape Town Convention (at the time still a preliminary draft Convention) and the proposed Space Protocol prepared by Mr D.A. Panahy, at the time assistant co-ordinator of the Space Working Group, for the second joint session of the UNIDROIT Committee of governmental experts for the preparation of a draft Convention on International Interests in Mobile Equipment and a draft Protocol thereto on Matters specific to Aircraft Equipment and the Sub-Committee of the I.C.A.O. Legal Committee on the study of international interests in mobile equipment (aircraft equipment), held in Montreal from 24 August to 3 September 1999;
- secondly, the proposal for the application of the Convention and the future Space Protocol to debtor's rights and related rights, tabled, following inclusion of these rights in the sphere of application of the preliminary draft Protocol during the first session of the UNIDROIT Committee of governmental experts for the preparation of a draft Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Space

Assets, held in Rome from 15 to 19 December 2003, during the second session of that Committee, held in Rome from 26 to 28 October 2004, by the Space Working Group; and

- thirdly, the diagram illustrating the issues involved in the extension of the Convention and the preliminary draft Protocol's application to debtor's rights and related rights under this proposal, submitted with the Space Working Group's original proposal in this regard submitted to the Committee of governmental experts for the preparation of a draft Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment on Matters specific to Space Assets at its first session.

These materials are appended to this memorandum as Appendices I, II and III respectively.

## APPENDIX I



Sub-Committee of the ICAO Legal Committee on the study of international interests in mobile equipment (aircraft equipment)



UNIDROIT Committee of governmental experts for the preparation of a draft Convention on International Interests in Mobile Equipment and a draft Protocol thereto on Matters specific to Aircraft Equipment

ICAO Ref. LSC/ME/2-WP/7  
UNIDROIT CGE/Int.Int./2-WP/7  
(Original: English)

## SECOND JOINT SESSION

(Montreal, 24 August – 3 September 1999)

***PRELIMINARY DRAFT UNIDROIT CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS IN MOBILE EQUIPMENT:***

***MEMORANDUM ON THE IMPORTANCE FOR SPACE PROPERTY OF THE INCLUSION OF ASSOCIATED RIGHTS WITHIN THE SPHERE OF APPLICATION OF THE PROPOSED CONVENTION AND THE PROPOSED SPACE PROPERTY PROTOCOL***

*(prepared by Mr D.A. Panahy, Associate, Milbank, Tweed, Hadley & McCloy LLP, on behalf of Mr P.D. Nesgos, co-ordinator of the Space Working Group)*

## I. Overview

The preliminary draft UNIDROIT Convention on International Interests in Mobile Equipment (the "Convention") is designed first and foremost to create a uniform international system to register security interests in a variety of high-value mobile equipment including airframes, aircraft engines, oil rigs, containers, railway rolling stock, and space property and thereby reduce certain risks associated with asset-based financing of mobile equipment.

To address adequately the unique aspects of each category of mobile equipment, the Convention contemplates the formulation of individual protocols to govern each category of mobile equipment. A space property protocol will be particularly important because the nature of, and the jurisdictional issues involved with space property are quite different in many respects from other categories of mobile equipment. For example, space property is not within the territory of any

country once it is launched into space. Accordingly, the incorporation of “associated rights” with respect to space property remedy provisions is paramount to the operation of the future Space Property Protocol (the “Protocol”).

To clearly demonstrate the practical importance of “associated rights” and the unique characteristics of space property, the following discussion will examine the enforcement of security interests with regard to a satellite.

## **II. Importance of associated rights with respect to remedy provisions**

In the event of default, a creditor’s interest in “associated rights” to a satellite significantly aids the process of obtaining constructive repossession of such satellite. Although a satellite may be regarded as sophisticated mobile equipment, much of the value placed on a satellite is derived from various rights associated with the operation of that satellite. These “associated rights” include: (1) governmental licenses and permits the assignment of which is permissible under local law; (2) intangible rights necessary to control, operate or transfer ownership of, or rights in a satellite; (3) contractual rights relating to the launch and operation of a satellite; and (4) proceeds and revenues derived from the operation of a satellite. There is great significance in intangible rights and “control” in the context of “associated rights” such as governmental authorisations, intellectual property required to control, use and operate equipment, and contractual rights such as performance warranties. “Associated rights” are inextricably linked to a “physical” satellite and are integral to the commercial value of a satellite.

From a creditor’s standpoint, the most likely and effective remedy with respect to an orbiting satellite is the taking of constructive repossession (or control) through telemetry, tracking, and command (TT&C). The most expeditious means of taking control is by using the existing TT&C facility. As this may pose legal and practical difficulties, the obligee should be entitled to seek judicial relief in any country that would have “line of sight” of the satellite. Such exercise will be simplified if the obligee possesses “associated rights” such as governmental licenses, permits, intellectual property and other intangible or contractual rights necessary for control and operation of the satellite. As a practical matter, an obligee’s constructive repossession of a satellite cannot be assured without the appurtenant “associated rights” such as access to: (1) the relevant TT&C facility; (2) satellite command and control software; and (3) relevant satellite access codes.

The timeframe in which the above stated remedies can be enforced is of critical importance and may vary from one legal system to another. The effects of protracted justice and procedural delays are significant to obligees since equipment that requires immediate preservation, such as a satellite, necessitates speedy judicial relief. The Convention and Protocol contain a provision entitling an obligee that adduces *prima facie* evidence of default by an obligor to “speedy judicial relief” in the form of a variety of court orders. A Contracting State shall ensure that an obligee who adduces *prima facie* evidence of default by the obligor may, pending final determination of its claim and to extent that the obligor has so agreed, obtain speedy judicial relief in the form of such one or more of the following orders: (a) preservation of the object and its value; (b) possession, control or custody of the object; (c) immobilisation of the object; (d) sale, lease or management of the object; (e) application of the proceeds or income of the object. A creditor seeking to enforce remedies with respect to a satellite by means of the “speedy judicial relief” provision of the Convention and Protocol will benefit greatly from the “associated rights” to a satellite that allow such creditor promptly to effectuate a judicial order to obtain custody, possession, command and/or control of the asset.

From a creditor's or obligee's perspective, a satellite and its "associated rights" are inter-related commodities that function as a single asset. Exclusion of "associated rights" from a security interest in the satellite itself erodes the value of such satellite as collateral. For the aforementioned reasons, the inclusion of "associated rights" with respect to space property is vital to the future Space Property Protocol.

## APPENDIX II

**UNIDROIT COMMITTEE OF GOVERNMENTAL EXPERTS  
FOR THE PREPARATION OF A DRAFT PROTOCOL TO  
THE CONVENTION ON INTERNATIONAL INTERESTS IN  
MOBILE EQUIPMENT ON MATTERS SPECIFIC TO  
SPACE ASSETS  
Second session  
Rome, 26/28 October 2004**

UNIDROIT 2004  
C.G.E./Space Pr./2/W.P. 4  
Original: English

*PROPOSAL FOR THE APPLICATION OF THE CONVENTION  
AND THE SPACE ASSETS PROTOCOL TO DEBTOR'S RIGHTS  
AND RELATED RIGHTS*

*(by the Space Working Group)*

1. New definitions:

“debtor’s rights” means all rights to performance or payment due to the debtor by any person with respect to a space asset;\*

“related rights” means any permit, licence, authorisation, concession or equivalent instrument that is granted or issued by, or pursuant to the authority of, a national or intergovernmental or other international body or authority to manufacture, launch, control, use or operate a space asset, relating to the use of orbits and the transmission, emission or reception of electromagnetic signals to and from a space asset; \*

“rights assignment” means a contract which, by way of security, transfers to the assignee the chargee’s interest in debtor’s rights or related rights;

“rights security agreement” means an [agreement] [Ref. Art. 1(ii)] by which a chargor grants or agrees to grant to a chargee an interest (including an ownership interest) in or over debtor’s rights or related rights to secure the performance of any existing or future obligation of the chargor or a third person;

2. New provisions:

*Article IV – Application of the Convention to Debtor’s Rights and Related Rights*

IV. 1. As provided by the terms of this Protocol, the Convention provides for the constitution and effects of international interests in debtor’s rights and related rights, provided such rights are related to a space asset. [Ref. Art. 2]

IV. 2. For purposes of this Protocol, an international interest in debtor’s rights or related rights is an interest in debtor’s rights or related rights granted by the chargor under a rights security agreement and constituted under paragraph 3 [Ref. Art. 2(2)]

---

\* The definitions of “debtor’s rights” and “related rights” included here are those reproduced in the text of the preliminary draft Protocol as revised by the Committee of governmental experts at its first session (C.G.E./Space Pr./2/W.P. 3).

IV. 3. An interest in debtor's rights or related rights is constituted as an international interest under this Protocol where the rights security agreement creating or providing for the interest:

- (a) is in writing;
- (b) relates to a space asset;
- (c) enables the debtor's rights or related rights and the space asset to which it relates, to be identified in conformity with Article VII; and
- (d) enables the obligations secured by the interest created or provided for by the rights security agreement to be determined, but without the need to state a sum or maximum sum secured. [Ref. Art. 7]

IV. 4. Registration of international interest in debtor's rights and related rights

(1) An international interest in debtor's rights and related rights may be registered [in the International Registry] by either party with the consent in writing of the other, but only if and no earlier than an international interest or prospective international interest in the space asset to which it relates is registered in favour of the same chargee. [Ref. New and Art. 20(1)]

(2) Any international interest registered pursuant to paragraph (1) may be amended or extended prior to its expiry by either party with the consent in writing of the other. [Ref. Art 20(1)]

(3) The subordination of an international interest to another international interest may be registered by or with the consent in writing at any time of the person whose interest has been subordinated. [Ref. Art. 20(2)]

(4) A registration may be discharged by or with the consent in writing of the party in whose favour it was made. [Ref. Art. 20(3)]

(5) The acquisition of an international interest by legal or contractual subrogation may be registered by the subrogee. [Ref. Art. 20(4)]

IV. 5. The following provisions of the Convention shall apply in relation to debtor's rights and related rights:

Articles 29 and 30 [Ref. Arts. 29 and 30] [To be further reviewed]

IV. 6. Effects of rights assignment

A rights assignment made in conformity with paragraph 7 also transfers to the assignee:

- (a) all the interests and priorities of the assignor under the Convention; and
- (b) the international interest in the related space asset. [Ref. Art. 31(1)]

IV. 7. Formal requirements of rights assignment

(1) A rights assignment transfers the international interest in the debtor's rights and related rights only if it:

- (a) is in writing; and
- (b) enables the debtor's rights or related rights to be identified.

(2) The Convention does not apply to a rights assignment that is not effective to transfer the international interest in the related space asset and associated rights [Ref. Art. 32(1) and (3)].

IV. 8. Default remedies in respect of international interests in debtor's rights and related rights

In the event of default by the chargor under a rights security agreement constituting an international interest in debtor's rights or related rights and the international interest in the related space asset, Articles 8, 9 and 11 to 14 of the Convention apply in the relations between the chargor and the chargee as if references:

(a) to the secured obligation were references to the obligation secured by the rights security agreement;

(b) to the security interest were references to the interest created by that rights security agreement;

(c) to the creditor and debtor were references to the chargee and chargor; and

(d) to the object were references to debtor's rights or related rights and the related international interest. [Ref. Art. 34]

IV. 9. Relationship with the United Nations Convention on the Assignment of Receivables in International Trade

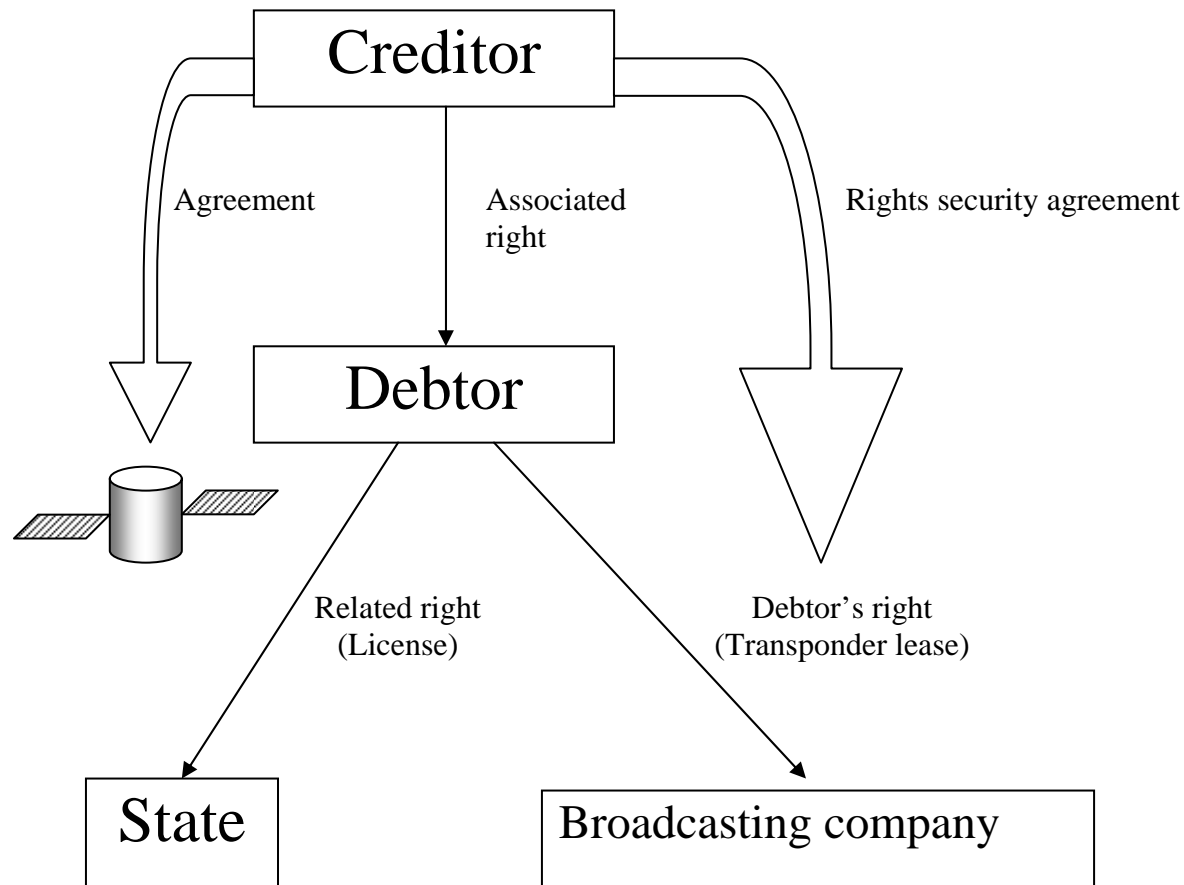
The Convention shall prevail over the United Nations Convention on the Assignment of Receivables in International Trade, open for signature in New York on 12 December 2001, as it relates to rights assignments. [Ref. Art. 45 bis]

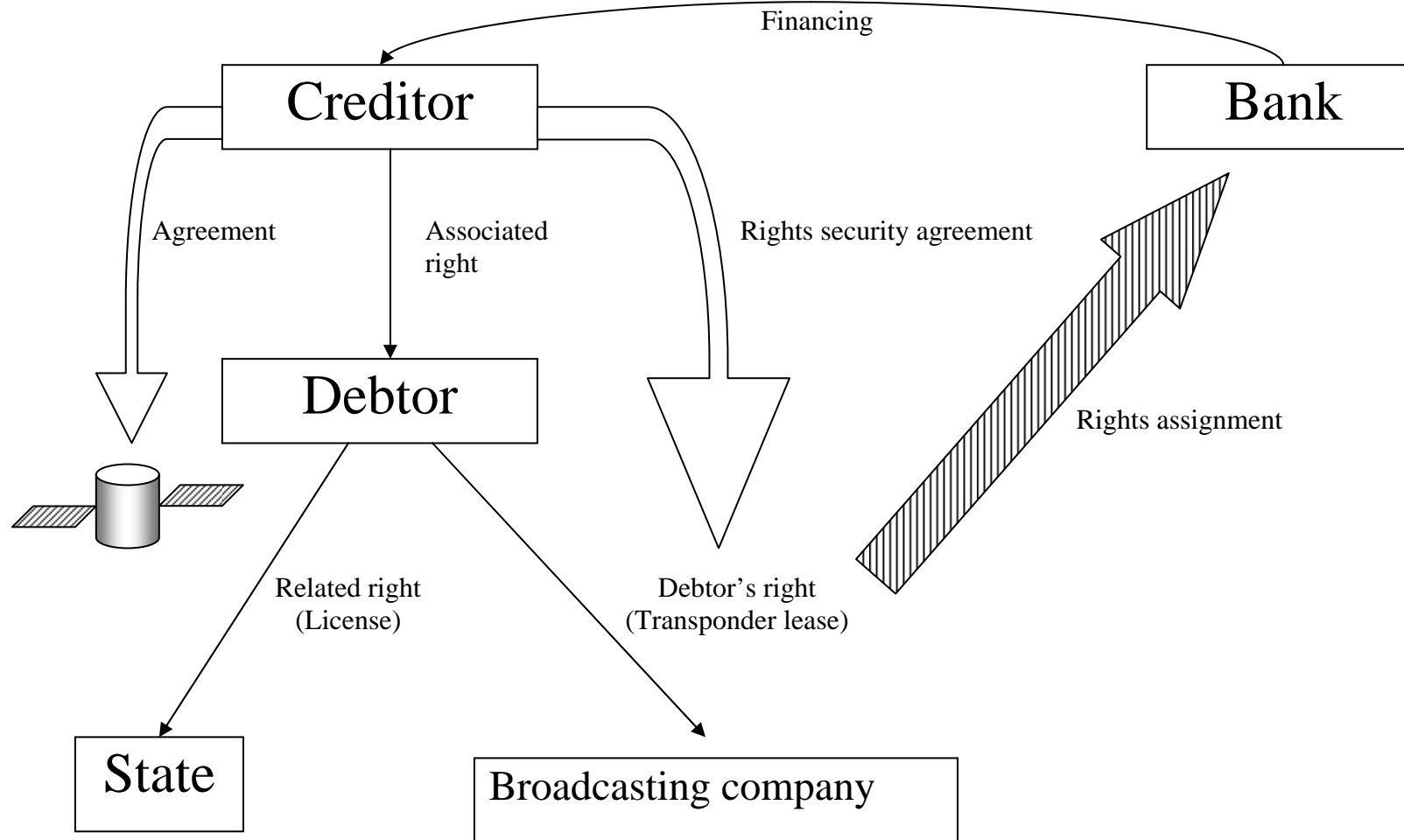


Figure 1.

APPENDIX III

ATTACHMENT TO SPACE WORKING GROUP'S ORIGINAL PROPOSAL FOR APPLICATION OF CONVENTION AND SPACE PROTOCOL TO DEBTOR'S RIGHTS AND RELATED RIGHTS (UNIDROIT C.G.E./Space Pr./1/W.P. 13)





**STEERING COMMITTEE**

**to build consensus around the provisional conclusions reached as regards the preliminary draft Space Assets Protocol to the Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment by the Government/industry intersessional meeting held in New York on 19 and 20 June 2007:**

**LAUNCH MEETING**

**(Berlin, 7/9 May 2008)**

*SOME GENERAL REMARKS ON HOW BEST TO ACHIEVE AN APPROPRIATE BALANCE BETWEEN CREDITORS' LEGITIMATE INTERESTS IN SPACE ASSETS, ON THE ONE HAND, AND THE INTERESTS OF STATES IN THE UNINTERRUPTED DELIVERY OF PUBLIC SERVICE, ON THE OTHER*

*(prepared by the Finmeccanica Group, including Finmeccanica, Telespazio and Thales Alenia Space)*

These remarks take their point of departure from the Interim Report, prepared by the UNIDROIT Secretariat, on the extent to which Article XVI (3) of the preliminary draft Protocol to the Cape Town Convention on Matters specific to Space Assets should provide limitations on the exercise of creditors' remedies in respect of space assets performing a public service.

1. *Right to use*

Among the remedies available to creditors having a legitimate interest in space assets, the step-in right (i.e. the right of a creditor to succeed to the position of a debtor) should be further qualified as granting the right to use the signals (in particular the signals emitted by satellites) with the same prerogatives granted to the debtor and under the same conditions of use.

2. *Direct protection under Protocol*

The step-in right of the creditor having a legitimate interest in space assets should be regulated by a sufficiently detailed set of provisions in the Protocol; only certain terms limited to the implementation of such a step-in right may be left to domestic legislation (e.g. identification of competent authority, proceedings).

3. *Step-in notice*

The exercise of the step-in right by the creditor should take effect automatically against the debtor, the State concerned and any third party upon notice by the creditor to the national authority (and the other identified entities, e.g. the debtor) of its stepping in, in accordance with the terms of the Protocol and any possible rules of its implementation provided for at national level.

4. *Warranty on the continuation of services*

By giving notification of stepping in, pursuant to the terms of implementation provided by domestic legislation, the creditor will commit to performing the services under the same conditions of use of the debtor; in particular, the creditor will commit vis-à-vis the State concerned to ensure the continuation of public services, also in the name and on account of the operator he will entrust with the performance of the services.

5. *Approved operator*

As a mandatory requirement of the notice of stepping in, and hence for the stepping in to be valid and effective, the creditor will have to appoint an operator who should be in possession of certain competencies and anyway be approved by the State concerned, in accordance with the terms of implementation provided for by national laws.

6. *Approval of operator by the State concerned*

Provided that the creditor is not substantially impeded in the exercise of his step-in right by discriminatory or unjustified measures, the State concerned should be able to implement any appropriate approval mechanism by its national legislation, which may contemplate a preventive authorisation prior to the signing of the financing contractual instruments or a subsequent authorisation at the time of execution by the creditor of such instruments (e.g. the appointment of an operator in the notice of stepping in may be required to be made in an official register of qualified operators, having technical and economic capacity, held under the responsibility of the competent authority).

7. *Sanctions for disruption*

Any interruption or other malfunctioning of the public services, that may be caused directly or indirectly by the creditor stepping in or anyway due to the operator appointed by him (including substantive violations of the national laws on the approval requirements, e.g. the loss of technical or economic capacity or cancellation from the register), should entitle the State concerned to take measures against the creditor and the operator, which may encompass the revocation of a step-in right in the most serious circumstances.

**STEERING COMMITTEE**

**to build consensus around the provisional conclusions reached as regards the preliminary draft Space Assets Protocol to the Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment by the Government/industry intersessional meeting held in New York on 19 and 20 June 2007:**

**LAUNCH MEETING**

**(Berlin, 7/9 May 2008)**

*WORKING PAPER SUBMITTED BY THE FRENCH MINISTRY OF JUSTICE*

This Working Paper intends to present the French Ministry of Justice's preliminary views on the key outstanding issues in respect of the preliminary draft Space Protocol to the Convention on International Interests in Mobile Equipment.

This Working Paper cannot be seen as a binding or definitive position of the Government of France. Some internal discussions, on very important issues, are in process, particularly with the CNES (Centre National des Etudes Spatiales) and with the Ministry of Foreign Affairs.

It is understood that, at the Berlin Meeting, political issues such as the public service issue will not be discussed and will be left open for discussion within the Committee of Governmental Experts. The French Ministry of Justice is strongly in favour of such approach.

**1. Alternative version of the Preliminary Draft Space Protocol prepared by Sir Roy Goode**

The French Ministry of Justice wants to deeply thank Professor Sir Roy Goode for drafting this alternative version of the text. As a general comment, this new draft is more in line with the structure and the system set forth by the Cap Town Convention. This new draft also includes some of the preliminary conclusions (to the exception of certain issues i.e. the public service issue, which are not encompassed in this alternative version of the text) that have been reached through the different previous working sessions of the Steering Committee.

Subject to the opinion of the Secretariat of UNIDROIT, this new draft is certainly a very useful working document on the basis of which further drafting could be envisaged following this meeting of the Steering Committee as it is proposed by the Secretariat (i.e. *"the way forward: an explanatory note to the provisional order of business*, paper prepared by the UNIDROIT Secretariat).

**2. Debtor's Rights and Related Rights issue**

The French Ministry of Justice is of the opinion that:

- Debtor rights and Related rights cannot be governed by the same set of rules as per the Space Protocol since they are of a very different nature (private contractual rights on one hand/ rights given to a specific operator by a State on the other);

– Related rights are defined as *"any permit, licence, authorisation, concession or equivalent instrument that is granted or issued by, or pursuant to the authority of, a national or intergovernmental or other international body or authority to manufacture, launch, control, use or operate a space asset, relating to the use of orbits positions and the transmission, emission or reception of electromagnetic signals to and from a space asset"* (art. I. 2 (f) Space Protocol). These rights were given by a public entity to a clearly identified space operator and this public allocation was effected taking into consideration not only the private operator's capability and ability but also, broadly speaking, State interests (notably in terms of International liability). For that reason, it is difficult to admit that these rights, being part of the international interest could automatically be transferred to the holder of the international interest if the latter decides to implement his rights in case of default of the debtor. Hence, it is a reasonable approach to leave the question of cessibility and transferability of the related rights to domestic law (i.e. the law of issuance). On this specific issue, the French Ministry of Justice is very much in line with the approach followed by Professor Sir Roy Goode. In effect, a specific provision was drafted according to which: *"the Law pursuant to which related rights are granted or issued determines the extent to which those rights are transferable or assignable "* (art. II. 2. Alternative version of the SP drafted by Pr. Roy Goode).

– Debtor's rights are defined as *"all rights to payment or other performance due to a debtor by any person with respect to a space asset"* (Art. I. 2. (b) Space Protocol). Even though the inclusion of such rights in the security interest departs from thee mechanisms of asset based financing, the specificity of space assets as a guaranty pleads in favour of the inclusion within the scope of the Protocol of such rights. In effect, contrarily with aircraft or railway stocks, the economical value of the space asset is mainly composed by the debtor's contractual related rights, in particular, proceeds and revenues derived from the operation of a satellite. The French Ministry of Justice is of the opinion that the non-inclusion of the said rights would greatly undermine the usefulness of the UNIDROIT Space Protocol. However that does mean that such rights could as such and independently constitute a registrable International Interest. That only means that the holder on an International Interest on the space asset that has been registered, should also benefit, as a guarantee in case of default, from all the contractual rights which are derived from the operation of the satellite (an exception could be made for the IP rights which are given *"intuitui personae"* by a third party to the debtor).

### **3. Components**

It is to be recalled that the French Ministry of Justice is in favour of allowing a creditor to take an international security interest on a space asset under construction. It is believed that it is at this moment (i.e. the construction phase) that the availability of financing is crucial.

Subject to the results of further ongoing internal discussions, the French Ministry of Justice is, for the sake of practicability, in favour of narrowing the scope of application of the Space Protocol as regards components by listing principal objects - satellites, transponders, space stations, space vehicles etc...- that clearly are uniquely identifiable and registrable.

The French Ministry of Justice is currently reviewing the proposal made by Germany and DLR (*Working paper on the sphere of application and default remedies relating to components*). As a preliminary view, the solutions proposed by this paper appear to clarify the definition of space asset by putting forward technical criteria (operational independence and command). The other proposals (article IX (4)-(6)) are still under review, as well as the proposed article IX (7).